

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉTUDE QUALITATIVE SUR L'EXPÉRIENCE D'AGRICULTEURS

DE LA PETITE-NATION

POUR BONIFIER LE CONCEPT D'AGRICULTURE DURABLE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR

LUC POIRIER

MAI 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier principalement ma conjointe de vie, Andréane Sabourin, nos enfants, Élie et Malou, et ma famille, sans qui la réalisation de ce mémoire aurait pris une tout autre tournure. Je tiens aussi à remercier mes directeurs de recherche de l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal, Éric Duchemin et Laurent Lepage, pour leur soutien dans l'élaboration de ce processus de recherche. Enfin, merci à tous mes collègues et amies, lesquels m'ont accompagné dans cette aventure enrichissante que représentent le travail de recherche, la rédaction et le dépôt d'un mémoire. Je tiens particulièrement à remercier mon ami d'enfance, Jean-François Labrosse, pour son support en fin de parcours. Finalement, merci à Dolores Lamarre, Mance Vachon et Danielle Bellisle, de la montagne sacrée de Saint-Hilaire, qui m'ont permis de trouver le chemin de la maîtrise personnelle, sans laquelle l'accomplissement du présent travail se serait vu davantage tumultueux.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DE LA FIGURE	ix
LISTE DES TABLEAUX	x
LISTE DES ABRÉVIATIONS	xi
RÉSUMÉ	xiii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
L'AGRICULTURE DURABLE AU QUÉBEC	3
1.1 L'agriculture conventionnelle : source de problèmes environnementaux	3
1.2 De l'écoagriculture à l'agriculture durable au Québec	5
1.3 La politique agricole au Québec et l'agriculture durable	6
1.3.1 L'agriculture durable au Québec : des mesures partielles et volontaires..	7
1.3.1.1 Les clubs-conseils agroenvironnementaux et la participation volontaire du fermier.....	9
1.3.1.2 L'approche règlementaire	10
1.3.1.3 Les programmes de soutien et d'assurance non axés sur l'agriculture durable	11
1.4 L'agriculture durable au Québec : responsabilité collective	12
1.5 L'agriculture durable : son origine et ses interprétations	13
1.5.1 De l'écodéveloppement au développement durable... à l'agriculture durable	13
1.5.2 L'agriculture durable : des définitions équivoques et imprécises	15
1.6 L'agriculture au Québec : mise en doute de la durabilité	16
CHAPITRE II	
LE CADRE CONCEPTUEL DE L'AGRICULTURE DURABLE	18
2.1 L'agriculture durable et ses dimensions	18

2.1.1	La dimension environnementale de l'agriculture durable : sa reproductibilité	18
2.1.2	La dimension sociale de l'agriculture durable	21
2.1.2.1	De l'agriculture durable au changement social	22
2.1.3	La dimension économique de l'agriculture durable	23
2.2	L'agriculture durable et sa multifonctionnalité	24
2.3	Le rapport au temps de l'agriculture durable	26
2.4	L'agriculture durable et ses déclinaisons	27
CHAPITRE III		
MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE, REDÉFINIR L'AGRICULTURE DURABLE .		30
3.1	Redéfinir l'agriculture durable : étude qualitative par la réalisation d'entrevues .	30
3.1.1	Les biais possibles de l'entretien semi-structuré et les voies de contournements envisagées	31
3.2	Le corpus d'analyse et le discours oral des acteurs	33
3.3	Les caractéristiques socioéconomiques des intervenants sélectionnés et la sélection de l'étude de cas	34
3.4	L'instrument technique utilisé	37
3.5	Le lieu des entrevues et le moment de la collecte de données	37
3.6	Le questionnaire de l'entrevue : bonifier le modèle initial de l'agriculture durable	37
3.7	L'analyse du discours : du processus de catégorisation au choix de concepts et à la proposition d'une théorie	38
CHAPITRE IV		
LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE		41
4.1	La philosophie holiste de l'agriculture	42
4.1.1	Philosophie holiste de l'agriculture écosystémique	42
4.1.1.1	Protection de la ressource hydrique	43

4.1.1.2	Préservation de la qualité de l'air	43
4.1.1.3	Amélioration de la ressource pédologique	44
4.1.1.4	Préservation, cohabitation et amélioration de la biodiversité	45
4.1.2	La philosophie holiste de l'agriculture et ses approches	46
4.1.2.1	L'agriculture biologique	47
4.1.2.2	L'élevage nourri à l'herbe	48
4.1.2.3	L'élevage naturel	49
4.1.2.4	L'élevage traditionnel diversifié d'espèces anciennes	49
4.1.2.5	Le localisme	50
4.1.2.6	Le recyclage à la ferme	51
4.2	La solidarité	51
4.2.1.	La solidarité entre la ville et la campagne	52
4.2.2	La solidarité entre les agriculteurs de la Petite-Nation	52
4.3	L'avenir de l'agriculture	55
4.3.1	L'agriculture transmise aux générations futures	55
4.3.2	Vocation changeante d'un territoire agricole à récréotouristique	56
4.3.3	L'avenir : une réforme agraire au niveau des politiques	56
4.3.4	Le soutien à la relève agricole	58
4.3.5	L'accès à la terre agricole	58
4.4	La rentabilité de l'agriculture	60
4.4.1	Des facteurs d'influence sur la rentabilité de l'agriculture durable	61
4.4.1.1	L'investissement de départ et le niveau d'endettement	63
4.4.1.2	Les subventions, le financement et l'assurance	64
4.4.1.3	La mise en marché diversifiée	66
4.4.2	Le seuil de la rentabilité	66
4.4.3	L'autre rentabilité de l'agriculture durable	67

4.4.4	La mise en marché autonome en circuits courts par la vente directe	68
4.4.4.1	L'agriculture soutenue par la communauté (ASC)	69
4.4.4.2	Le kiosque à la ferme et le marché public	70
4.4.4.3	Le marché de solidarité régionale	71

CHAPITRE V

L'AGRICULTURE DURABLE : PHILOSOPHIE HOLISTE, SOLIDARITÉ, AVENIR ET RENTABILITÉ, LA PROXIMITÉ MISE EN PERSPECTIVE	73
--	----

5.1	La philosophie holiste de l'agriculture : une relation de proximité avec la nature.	74
5.1.1	La proximité de la philosophie holiste de l'agriculture écosystémique .	75
5.1.1.1	La relation de proximité agriculture-nature par la protection de l'eau	76
5.1.1.2	La relation de proximité agriculture-nature par l'amélioration de la qualité de l'air	78
5.1.1.3	Le lien de proximité agriculture-nature par l'amélioration de la qualité du sol	80
5.1.1.4	Le lien de proximité agriculture-nature par la préservation et restauration de la biodiversité	82
5.1.2	La philosophie holiste de l'agriculture : la proximité écologique des approches	84
5.1.2.1	La proximité écologique de l'approche biologique	84
5.1.2.2	La proximité écologique de l'approche en élevage nourri à l'herbe	86
5.1.2.3	La proximité écologique de l'approche de l'élevage naturel ...	88
5.1.2.4	La proximité écologique de l'approche traditionnelle d'élevage diversifié de races anciennes	89
5.1.2.5	La proximité géographique par l'approche du localisme	90

5.1.2.6	La proximité géographique liée au recyclage sur les fermes..	92
5.2	La solidarité comme lien social de proximité	93
5.2.1	La solidarité : proximité identitaire et relationnelle entre les citoyens et les agriculteurs	94
5.2.2	La solidarité entre les agriculteurs : une proximité identitaire et relationnelle	95
5.3	L'avenir comme perspective inspirante de l'agriculture durable	97
5.3.1	Envisager l'avenir par la transmission d'une agriculture durable aux générations futures	97
5.3.2	L'avenir de l'agriculture appelle la protection de la vocation agricole des territoires ruraux	98
5.3.3	La réforme agraire et les ajustements des Politiques agricoles du Québec	100
5.3.4	Le soutien à la relève et l'accès à la terre	102
5.4	La rentabilité de l'agriculture durable	105
5.4.1	Les facteurs influençant la rentabilité de l'agriculture	106
5.4.1.1	L'investissement initial et l'endettement des fermes	106
5.4.1.2	L'accès au financement, aux subventions et à l'assurance-récolte	108
5.4.1.3	La mise en marché diversifiée pour assurer une plus grande adaptabilité	111
5.4.1.4	La rentabilité grâce à la mise en marché autonome en circuits courts par la vente directe, une proximité territoriale	111
5.4.2	Le seuil de la rentabilité d'une agriculture durable	113
5.4.3	La rentabilité multifonctionnelle	114
5.5	Expliciter le concept de proximité en lien avec les quatre concepts et le cadre conceptuel	116

CONCLUSION	123
ANNEXE 1	
QUESTIONNAIRE DE L'ENTREVUE SEMI-STRUCTURÉE	129
BIBLIOGRAPHIE	132

LISTES DES FIGURES

Figure		Page
2.1	Cadre conceptuel structuré de l'agriculture durable basée sur les auteurs cités dans le texte	29
5.1	Cadre conceptuel de l'agriculture durable bonifié par les résultats de l'étude.	123

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		page
3.1	Les opportunités et contraintes des entrevues avec les agriculteurs de la Petite-Nation	36
4.1	Résultats des entrevues avec les agriculteurs et agricultrices de la Petite-Nation au niveau de la dimension socio-économique	63

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AMAP	Association pour le maintien de l'agriculture durable
ASC	Agriculture soutenue par la communauté
ASRA	Assurance stabilité du revenu agricole
CAAAQ	Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec
CEDAPA	Centre d'étude pour un développement agricole plus autonome
CLD	Conseil local de développement
CPTAQ	Commission de la protection du territoire agricole du Québec
FAO	Organisation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture
FAQ	Financière agricole du Québec
GIEC	Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat
LPTAA	Lois de la protection du territoire et de l'activité agricole
MSRO	Marché de solidarité régionale de l'Outaouais
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MDDEFP	Ministère du Développement Durable, de l'Environnement de la Faune et des Parcs
MSRO	Marché solidarité régionale de l'Outaouais
OBNL	Organisation à but non lucratif

OCDE	Organisation de coopération de développement économique
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PDZA	Plan de développement de la zone agricole
RAD	Réseau d'agriculture durable
STATCAN	Statistique Canada
TCAO	Table de concertation agroalimentaire de l'Outaouais
UPA	Union des producteurs agricoles

RÉSUMÉ

Face aux nombreuses problématiques découlant du modèle d'agriculture industrielle héritée des Trentes Glorieuses, la présente recherche se penche, dans un premier temps, sur l'émergence du concept d'agriculture durable puis, dans un deuxième temps, sur sa conceptualisation. Les différentes difficultés rencontrées lors de l'application du concept d'agriculture durable, lequel apparaît toujours équivoque même au point de vue scientifique, ont entraîné la réalisation d'une étude qualitative effectuée au moyen d'entretiens semi-structurés avec 11 agriculteurs de la communauté de la Petite-Nation, en Outaouais. Troisièmement, cette recherche tente de dégager des éléments nouveaux, issus de l'analyse du discours des acteurs et permettant la bonification du concept d'agriculture durable. Il s'est à cet effet traduit par l'émergence de quatre concepts : premièrement, la philosophie holiste de l'agriculture qui laisse apparaître une proximité écologique comme condition de reproductibilité de l'agriculture durable; deuxièmement, la solidarité découlant de la relation de proximité ville-campagne et de celle entre les agriculteurs eux-mêmes, permettant ainsi la viabilité de l'agriculture durable; troisièmement, l'avenir de l'agriculture, assuré par une éthique dans laquelle s'inscrit la proximité intergénérationnelle dans une perspective de long terme et par l'appel d'une nouvelle politique agricole porteuse d'une vision de protection de la vocation agricole des territoires qui facilite l'accès à la terre en freinant la spéculation foncière, et qui favorise la relève agricole sur de petites et moyennes fermes familiales, assurant dès lors la transmissibilité de l'agriculture durable; quatrièmement, la rentabilité comme condition de durabilité et reposant sur un faible niveau d'endettement, un capital de départ suffisant et l'accès à un financement adéquat, à des subventions appropriées et à des programmes d'assurances récoltes, et à une mise en marché diversifiée, dénotant une proximité territoriale des marchés. Enfin, il convient de se demander en quoi la bonification du concept d'agriculture durable peut influencer le renouvellement paradigmatique de la politique agricole actuelle du Québec, concept qui semble toujours employé par le gouvernement comme un modèle idéologique sans portée concrète pour les agriculteurs qui pratiquent diverses formes d'agriculture durable. Cette problématique pourrait d'ailleurs constituer l'objet d'une recherche future.

Agriculture durable, philosophie, solidarité, avenir, rentabilité, proximité

INTRODUCTION

La présente recherche se penche sur l'agriculture durable au Québec et sa conception scientifique. Il apparaît que l'agriculture conventionnelle, issue du boom industriel des Trente Glorieuses, occasionne un certain nombre de problèmes. En fait, on remarque que l'agriculture industrielle est associée à une plus grande pollution diffuse dans l'environnement, à la disparition de nombreuses fermes au Québec et à la baisse démographique des régions rurales, sans compter l'apparition de problèmes financiers reliés à un niveau d'endettement alarmant chez les agriculteurs (CAAAQ et Pronovost, 2008). En l'occurrence de la crise qui sévit en agriculture, un autre modèle plus en marge tente de s'instaurer dans le monde agricole, soit l'agriculture durable. Or, il appert qu'une multitude de déclinaisons sont trop souvent associées à l'agriculture durable, laissant place à une définition équivoque de ce concept. En effet, le concept d'agriculture durable a été l'occasion pour un bon nombre de groupes d'intérêt de s'appropriier le vocable, lui accolant n'importe quels critères dans la mesure où l'image de l'agriculture est redorée par ce concept peut-être mal utilisé vu l'absence de législations imposant des limites intégratives. Ainsi, le manque de reconnaissance de multiples formes d'agriculture plus durable qu'industrielle laisse place aux ambiguïtés, à l'imbroglio et au caractère équivoque du concept d'agriculture durable souvent utilisé comme fourre-tout dans un cadre idéologique. La présente recherche a pour but d'amener un éclairage nouveau sur le concept d'agriculture durable dans le cadre d'une étude qualitative basée sur l'expérience d'agriculteurs et d'agricultrices de la Petite-Nation, territoire de la MRC Papineau dans la région de l'Outaouais. L'intérêt de cette recherche tient à l'accroissement de la précision scientifique que l'on peut apporter à la définition du concept d'agriculture durable. En se rapportant à la vision et à la philosophie d'action des agriculteurs et agricultrices qui mettent en œuvre et en pratique une variété d'approches, on peut préciser le concept d'agriculture durable à partir de l'analyse du discours des acteurs. Celle-ci permet en outre l'émergence de nouveaux concepts pouvant s'amalgamer au modèle conceptuel de l'agriculture durable. Ainsi, la précision de la conception de l'agriculture durable peut s'en

trouver améliorée, et ce, à partir de la réalité pratique et du vécu des agriculteurs qui tentent d'ériger une agriculture de proximité avec l'environnement naturel, social et économique au travers desquelles elle se pratique. Le premier chapitre de ce mémoire retrace l'origine du concept d'agriculture durable et son évolution au sein du monde agricole québécois. Le deuxième chapitre se concentre davantage sur le concept d'agriculture durable à travers certains auteurs qui ont dressé un réseau de concepts décrivant la dimension environnementale, la dimension sociale et la dimension environnementale. Le chapitre trois présente la démarche méthodologique, dont l'objectif est de bonifier le concept d'agriculture durable à partir d'une étude qualitative effectuée au moyen d'entretiens semi-structurés avec des agriculteurs sélectionnés dans la Petite-Nation. Par une analyse de leur discours, l'idée est de faire émerger de nouveaux concepts qui préciseront ainsi la définition du concept d'agriculture durable. Le quatrième chapitre présente les résultats de l'analyse du discours des intervenants qui ont passé l'entrevue. Enfin, le cinquième chapitre présente la discussion des résultats de recherche à travers les quatre principaux concepts ressortis de l'analyse des résultats, soit la philosophie holiste de l'agriculture, la solidarité, l'avenir et la rentabilité, lesquels peuvent être reliés au concept de proximité de type écologique, identitaire, relationnelle et territoriale, le tout bonifiant le concept d'agriculture durable.

CHAPITRE I

L'AGRICULTURE DURABLE AU QUÉBEC

1.1 L'agriculture conventionnelle : source de problèmes environnementaux

Le concept d'agriculture durable au Québec apparaît avec la remise en question de l'agriculture conventionnelle qui s'opère au courant des années 80 et 90. La communauté scientifique soulève de nombreux problèmes de santé environnementale liés à l'activité agricole industrielle (Hall *et al.*, 1989; Deléage, 2005). En fait, cette dernière relève du modèle productiviste, héritage des Trente Glorieuses favorisant l'intensification de l'agriculture (Dupont, 2009). D'ailleurs, le modèle productiviste prévoit une intensification de l'activité agricole par la promotion de l'utilisation des engrais chimiques et des pesticides, de la mécanisation et de la production en monoculture. De surcroît, on développe le complexe industriel en amont, par l'entremise des intrants agricoles, et en aval de l'agriculteur, par le truchement de l'industrie de transformation et de distribution, correspondant au système défini en économie comme de « l'intégration verticale » (*Ibid.*). En effet, cette dernière réduit énormément la traditionnelle indépendance et autonomie du fermier quant à la gestion de son entreprise étant liée par les contrats d'approvisionnement avec les entreprises périphériques. Par ailleurs, cette industrialisation de l'agriculture s'accompagne d'une intense dégradation de l'environnement (Roleants du Vivier, 1987 cité dans Estevez et Domon, 1999; Boutin, 2004; Peret, 2005). Ainsi la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) souligne-t-elle dans le rapport Brundtland les problèmes de « dégradation » des sols et les « dommages » croissants, associés à la pollution hydrique générée par une agriculture intensive employant des engrais de synthèse (CMED, 1987) afin d'augmenter sa productivité et ses rendements. Pour ce qui est du Québec, la dernière consultation publique en

agriculture, remontant à 2006-2007 dans le cadre de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ), fait état dans le rapport Pronovost des conséquences sur l'environnement. En somme, l'agriculture conventionnelle soulève une certaine remise en question du paradigme productiviste, conséquemment aux problèmes de pollution diffuse dans l'environnement et à la perte d'autonomie des agriculteurs subissant l'intégration verticale. Dans la vague du modèle productiviste, qui a cours en agriculture dans les décennies qui suivent la Deuxième Guerre mondiale dans les pays développés, l'agriculture est développée au travers du complexe industriel « technoscientifique » (Deléage, 2005), et se voit ainsi coupée du contact direct avec la nature. Traditionnellement, cette proximité entre l'agriculteur et la nature représentait l'ultime manière de faire l'agriculture, traversant ainsi les époques jusqu'à la modernité (Peret, 2005; Richardson, 2008). En fait, la science du sol, l'agronomie, de pair avec l'agroéconomie, connaissent un développement¹ sans précédent et influencent bientôt, avec le ministère de l'Agriculture, l'ensemble des agriculteurs du Québec (Dupont, 2009). En découlent la spécialisation par la monoculture, l'augmentation de la productivité et du rendement par l'emploi d'engrais de synthèse, et la mécanisation du travail des sols, ces méthodes étant toutes promues dans ce cadre idéologique productiviste. En effet, cette mouvance occasionne graduellement une séparation entre l'agriculture et la vie environnante, réduisant ainsi la biodiversité des campagnes et même la vitalité des régions rurales (CAAAQ et Pronovost, 2008). D'ailleurs, l'agriculture conventionnelle se développe au détriment du milieu écologique, au point d'en réduire les écosystèmes à leur plus simple expression, laissant place à un paysage peuplé de seulement quelques espèces cultivées en monoculture. On a donc « substitué des procédés industriels d'origine physique ou chimique à des processus biologiques » (Estevez et Domon, 1999). C'est de cette manière que s'orchestrent alors « divers degrés de rupture entre les ressources naturelles et l'agriculture » (Parent, 2002). Bref, devant ces constats alarmants, certains agriculteurs opèrent un changement dans leurs pratiques,

¹ « Au plan épistémologique, Denis (*op. cit.*) considère que la première période de l'agronomie s'étend des origines aux années 1960-70. Pour Mazoyer & Roudart (*op. cit.*), c'est la période de la première révolution agricole. Elle correspond à la recherche d'un objectif unique : l'augmentation de la production, et de la productivité de la terre et de la main d'oeuvre. Le projet est productiviste, fortement encadré et aidé par les États, même dans les sociétés libérales » (Peret, 2005).

cheminant ainsi vers une agriculture durable (Estevez et Domon, 1999; Deléage, 2005) qui représente « une alternative à l'agriculture conventionnelle » (Planchais, 2009).

1.2 De l'écoagriculture à l'agriculture durable au Québec

Dans la foulée de la remise en question de l'agriculture conventionnelle, un nouveau concept se dresse dans le monde agricole : l'agriculture durable. Au Québec, tout le débat entourant la question de l'agriculture et des problèmes environnementaux donne lieu à un renouveau de perspectives. En d'autres termes, « la crise des années soixante a entraîné une réflexion critique sur notre agriculture et permis l'émergence du concept de l'agriculture durable, qui est apparu officiellement vers la fin des années quatre-vingt » (Estevez et Domon, 1999; Planchais, 2009). En fait, le concept d'agriculture durable, alors nouvellement reconnu par le gouvernement, s'est consolidé par la mouvance environnementaliste et scientifique. Selon Estevez et Domon :

[le] passage de la marginalité à la reconnaissance, par le milieu agricole et les autorités gouvernementales, des principes de l'agriculture biologique ou écologique a constitué un long parcours qu'ont soutenu à la fois, au plan socio-politique, l'incessante contribution "revendicative" des mouvements écologistes et, au plan scientifique, la contribution de l'écologie et des nouvelles sciences de l'environnement (Estevez et Domon, 1999).

En effet, c'est de cette façon que les différentes formes d'agriculture qui se décomposent par approches comme l'agriculture biologique et l'agriculture écologique donnent bientôt lieu à l'emploi d'un concept plus englobant et dénominateur des alternatives agricoles, en l'occurrence l'agriculture durable. D'ailleurs, le qualificatif de *durable*, avant qu'il ne soit officiellement reconnu et utilisé largement, est en quelque sorte employé comme « synonyme d'écologique » (*Ibid.*) dans le monde agricole de l'époque. Le terme écologique était alors associé aux pratiques comme telles. C'est-à-dire que l'agriculture qui voulait faire autrement que le modèle conventionnel demandait une bonne compréhension de l'écologie agricole, « l'agroécosystème », afin de se conformer à l'idée de durabilité de l'écoagriculture associée aux « pratiques alternatives respectueuses de l'environnement » (*Ibid.*). Qui plus est, à un certain moment, cette considération teintait le discours même du ministère de l'Agriculture, et

c'est ce qui a mené à l'emploi du vocable plus généraliste d'agriculture durable. Tel que l'explique Estevez et Domon :

[...] à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, certains services du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Agroalimentaire du Québec (MAPAQ) utilisaient le terme *écoagriculture* pour désigner l'alternative à l'agriculture conventionnelle, et ce, pour se différencier de l'agriculture biologique.[...] C'est donc au début des années quatre-vingt-dix que le terme *agriculture durable* a été intégré au langage officiel et qu'il en est venu à chapeauter graduellement les politiques et les programmes agricoles gouvernementaux (*Ibid.*).

En fait, le mouvement déjà organisé de l'agriculture biologique apparaît alors pour le ministère comme trop contraignant de par la certification et les obligations lui étant associées. Il n'était donc pas question de s'engager dans la voie de la promotion de ce modèle difficile « à diffuser dans le milieu agricole » (*Ibid.*) selon le ministère. Enfin, on privilégie l'adoption du concept d'agriculture durable, lequel influencera peu à peu l'exercice du mandat du MAPAQ, mais ce, de façon bien particulière.

1.3 La politique agricole au Québec et l'agriculture durable

Si l'agriculture durable semble reconnue par le ministère de l'Agriculture dès le début des années 90, il n'est cependant pas question de changer la politique agricole dans son ensemble. En fait, la politique agricole au Québec, bien ancrée dans la voie du productivisme, promulgue des mesures partielles orientées vers l'agriculture durable. À cet effet, il est plutôt question de mettre en place des mécanismes qui ont pour effet d'atténuer les conséquences négatives sur l'environnement. Cependant, les actions entreprises restent d'une portée bien modeste quant à l'ensemble du portrait agricole québécois. C'est ce qu'avance Boutin :

Or, malgré l'importance grandissante de ces mesures en agroenvironnement dans les politiques agricoles et la tendance marquée au renforcement des contraintes qu'elles imposent, force est de reconnaître que ces diverses interventions n'ont eu que des effets limités jusqu'à maintenant (Boutin, 2004).

À cet effet, l'agriculture durable au Québec n'est toujours pas un modèle de grande ampleur et manifeste dans le cadre politique et gouvernemental. Par conséquent, l'agriculture durable n'a pas la capacité de se développer si la position adoptée par le gouvernement du Québec reste

celle du *statu quo*². D'ailleurs, Boutin explique bien le phénomène de stagnation de la politique agricole au Québec : « [...] cette évolution vers la durabilité des activités agricoles peut difficilement être engagée sans que ne soit entrepris un réel exercice de révision des outils développés dans le cadre des politiques agricoles “productivistes” précédentes » (Boutin, 2004). Pourtant, le défi qu'apporte l'agriculture durable demande un changement de posture et de perspective de l'ensemble du monde agricole. Il est question d'élargir notre vision puisque « le concept d'agriculture durable requiert une approche globale » (Estevez et Domon, 1999). Les initiatives de consultations publiques de la Commission Pronovost avaient pour but de ramener la question de la durabilité de l'agriculture, mais les initiatives subséquentes n'ont toujours pas prouvé cette volonté que laissait transparaître l'intention initiale de l'audience. Les changements de ministres et les élections ont fait mourir au feuillet les dernières mesures de consultations de la nouvelle politique agricole en 2012, laquelle depuis 2009, se faisait attendre dans le milieu agricole et agroalimentaire au Québec. Au printemps 2013, le nouveau gouvernement du Québec dépose une politique de souveraineté alimentaire mettant de l'avant des éléments portant sur la durabilité de l'agriculture, perspective qui aurait pu orienter autrement le monde agricole. Or, avec le récent changement de gouvernement au printemps 2014, il reste à voir comment cette politique sera reprise par la nouvelle assemblée.

1.3.1 L'agriculture durable au Québec : des mesures partielles et volontaires

Le fait que le ministère de l'Agriculture adopte le concept d'agriculture durable comme alternative à ce qui n'est pas de l'agriculture conventionnelle ne change pas radicalement les tenants et aboutissants de l'ensemble du monde agricole québécois. D'un côté, c'est toute sorte de petites mesures que l'on met en place, notamment par les « clubs-conseils

²À partir du moment où l'ensemble du développement de nos sociétés développées est remis en question, par exemple dans le cadre du Rapport Brundtland, il s'agit alors de réorienter l'ensemble des activités de développement dont l'agriculture fait partie. Ce changement de cap ne peut se faire de façon globale sans l'aide éminente des gouvernements dans le cadre de l'établissement de véritables politiques cadre axées sur le développement durable de l'agriculture.

agroenvironnementaux³ » (Estevez et Domon, 1999). Ceux-ci vont d'ailleurs permettre aux agriculteurs volontaires de réorienter leurs pratiques vers un plus grand souci et respect de l'environnement. Cependant, ces actions restent à la discrétion de l'agriculteur motivé à s'engager dans la voie de la durabilité. D'un autre côté, certains dispositifs viendront encadrer l'activité agricole pour en réduire les effets négatifs sur l'environnement. Néanmoins, il reste qu'à certains égards, des mesures financières de soutien aux agriculteurs se maintiennent tout à fait dans l'axe *agroproductiviste*, n'incitant pas les agriculteurs à prendre conscience des bévues écologiques reliées à l'activité de leur ferme. Bien entendu, il ne faut pas penser que la réorientation de ces dispositifs soit l'unique voie. En effet, selon Boutin, il semble évident qu'« une réforme des mesures de soutien permettant de corriger les effets nuisibles pour l'environnement ne pourra, à elle seule, résoudre les problèmes environnementaux » (Boutin, 2004). D'ailleurs, le Rapport du vérificateur général de 2007-2008 expose clairement les limites se rapportant à la faisabilité et l'efficacité d'application de ce type de mesures, en l'occurrence celle de l'écoconditionnalité⁴ en agriculture (rapport du vérificateur général du Québec, 2007-2008). C'est exactement la mise en garde qu'expose Boutin en terme d'orientation de la politique agricole : « [elle] doit nécessairement s'inscrire dans un ensemble d'interventions contribuant à l'échafaudage d'une architecture renouvelée des politiques agricoles en faveur du développement durable » (Boutin, 2004). En fait, il est question d'orienter l'agriculture au Québec dans une stratégie de développement durable globale. Il s'agit alors d'être cohérent et de ne pas promouvoir le développement durable d'un côté, et l'agriculture conventionnelle de l'autre. Enfin, ces deux horizons bien différents n'ont pas du tout les mêmes considérations en ce qui concerne leur finalité, soit d'une part la protection de l'environnement et d'autre part l'augmentation de la production. Bref, il est question aussi de se demander en quoi les mesures agroenvironnementales sont suffisantes pour répondre aux défis qu'impose l'agriculture durable au Québec.

³ Aujourd'hui sous le vocable « Réseau agriconseils »

⁴ « La situation en agroenvironnement permet de bien illustrer la problématique: malgré une volonté gouvernementale clairement exprimée, les entités vérifiées [notamment le MDDEP] peinent à concilier la protection de l'environnement avec le développement de l'agriculture. La grande difficulté qu'elles ont à appliquer des mesures liées à l'écoconditionnalité ainsi qu'à tenir compte de la capacité de support des bassins versants en est un exemple patent » (Rapport du vérificateur général du Québec, 2007-2008).

1.3.1.1 Les clubs-conseils agroenvironnementaux et la participation volontaire du fermier

Voulant promouvoir l'agriculture durable, les gouvernements fédéral et provincial mettent en place une organisation que les agriculteurs volontaires peuvent consulter. En fait, cette initiative gouvernementale a comme objectif, selon l'explication de Estevez et Domon (1999), de créer « [des] *clubs-conseils agroenvironnementaux* constitués par des associations de producteurs [qui] visent à amorcer une transition vers des pratiques agricoles durables ». En effet, les clubs-conseils, à caractère uniquement consultatif, sont mis en place pour les agriculteurs déjà décidés à transformer leur activité agricole vers la durabilité. Or, le dispositif reste intéressant au point de vue de l'agriculture durable puisqu'il offre un « [...] service-conseil individuel, [des] activités de formation, [des] essais à la ferme, [des] activités d'échange entre producteurs [...] intégrés aux activités et [visant] à faciliter le transfert technologique en agriculture durable » (Estevez et Domon, 1999). Par contre, dans cette optique, l'agriculture durable reste en marge et revient à une initiative propre à l'agriculteur s'il en voit personnellement l'intérêt. Donc, comme l'énonce Jean, « les agriculteurs s'auto-responsabilisent en matière de protection de l'environnement » (Jean, 2000). Il n'est donc pas question ici d'agriculture durable promue comme nouveau projet porteur d'une vision d'avenir de l'agriculture pour les gouvernements et les ministères, cette approche reste partielle et limitée au niveau de la redéfinition de l'agriculture au Québec. Ainsi, comme l'avance Estevez et Domon (1999), « [la] mise en œuvre d'une véritable reconceptualisation relève quant à elle de facteurs institutionnels et structurels qui débordent le cadre des activités du mandat de ces clubs. » Tout compte fait, le gouvernement instaure des mesures qui ne visent pas de réformes majeures du paysage agricole québécois. En outre, bien que l'on instaure aussi des dispositifs législatifs de mitigation de la pollution d'origine agricole, les résultats restent questionnables en terme d'efficience.

1.3.1.2 L'approche règlementaire

Au Québec, l'agriculture durable prend origine dans le besoin de protection de l'environnement, c'est-à-dire que la production agricole conventionnelle n'est pas sans répercussion sur les ressources naturelles. On met donc en place des mesures législatives contraignantes pour l'agriculture conventionnelle. Or, ces mesures n'ont pas, en soi, l'objectif de transformer l'ensemble de la politique agricole du Québec. Il s'agit davantage de mesures règlementaires dont la finalité recherchée est l'atténuation et la réduction de l'empreinte écologique de l'agriculture. En fait, selon Boutin, cette pratique semble avoir priorité dans la province en ce qui concerne l'environnement : « on constate que l'intervention règlementaire représente l'approche traditionnelle employée par les pouvoirs publics québécois afin d'assurer la protection de l'environnement » (Boutin, 2004). En effet, la voie législative donne l'apparence d'une forme de régulation légitime et juridique pour protéger la nature des pressions exercées par l'activité agricole. Par contre, concrètement, il ne semble pas concluant pour Estevez et Domon d'opter pour la législation si la structure de mise en œuvre de la surveillance et de la contrainte subséquente ne fonctionne pas : « le ministère de l'Environnement étant, au Québec, éminemment politique, il tend à réagir aux pressions diverses des citoyens par voie de réglementation, notamment sur les pratiques agricoles; réglementation dont il n'a pourtant pas véritablement les moyens de vérifier l'application » (Estevez et Domon, 1999). Finalement, il appert que ce dispositif donne l'impression d'une bonne conscience environnementale relevant encore de la bonne volonté des agriculteurs qui respectent la loi. Ainsi, selon Jean, il reste que « l'activité agricole a été généralement exclue des dispositifs juridiques qui concernent la responsabilité environnementale en matière de pollution » (Jean, 2000). Bref, la volonté gouvernementale de rendre l'activité agricole durable reste dispersée dans différentes initiatives qui ne s'arriment pas toutes sur une même vision de l'agriculture durable, mais bien sur des mesures partielles lesquelles ne font pas l'objet d'une réelle redéfinition de l'agriculture actuelle, d'autant plus que les mesures de soutien financier aux agriculteurs ont longtemps été la signature d'une agriculture productiviste, telles qu'exposées dans la prochaine section.

1.3.1.3 Les programmes de soutien et d'assurance non axés sur l'agriculture durable

Dans le cadre de l'actuelle Politique agricole au Québec, il appert que certaines mesures de soutien, notamment du point de vue financier, posent problème en ce qui concerne l'agriculture durable. En fait, lorsqu'une mesure de soutien au revenu est axée sur la taille de la production, il semble que l'agriculture durable n'en soit pas la cible. En effet, comme l'explique Boutin, l'effet pervers de cette mesure se présente dans le fait que les fermes les plus productives et ayant un impact environnemental plus grand sont favorisées par cette logique :

parmi les différentes mesures de soutien disponibles au Québec, se sont surtout les programmes d'assurance-stabilisation du revenu agricole (ASRA) qui (sic) entraînent des effets jugés dommageables pour l'environnement, notamment parce qu'ils encouragent la surproduction puisque les aides versées sont fonctions des niveaux de production et parce qu'ils comportent des effets de verrouillage favorisant la spécialisation et/ou des assolements inadéquats (Boutin, 2004).

De fait, l'effet de verrouillage mentionné dénote l'influence marquée de cette mesure sur le type de production et l'envergure de l'exploitation agricole qui s'opère dans une logique d'agriculture intensive et dommageable pour l'environnement, dans le cas de l'ASRA notamment. Il reste que l'agriculture durable ici y trouve difficilement son compte lorsque la surproduction reste la voie promulguée par ce programme. De surcroît, d'autres programmes, par exemple, les assurances associées à la récolte peuvent aussi, dans certains cas, privilégier des types de productions, limitant l'accès à d'autres types d'agricultures durables. Toujours selon Boutin :

Quant aux programmes d'assurance-récolte, bien qu'ils permettent généralement une grande flexibilité dans la gestion des pratiques, ils peuvent, dans quelques cas, engendrer également un effet de verrouillage quant à l'usage d'intrants particuliers ou encore être inadaptés pour certains modes de production plus bénéfiques pour l'environnement (ex. : agriculture biologique) (Boutin, 2004).

Bref, ces dispositifs restent encore associés à une agriculture productiviste qui ne laisse pas entrevoir une réelle ouverture sur l'agriculture durable dans ses finalités et ses critères de sélection et d'obtention. Enfin, toutes ces mesures ne semblent pas être des mesures d'encouragement de l'agriculture durable, mais, bien au contraire, restent attachées à l'agriculture conventionnelle bien ancrée dans le portrait agricole du Québec. Ainsi, l'agriculteur ayant une volonté forte de vouloir protéger l'environnement, dans un premier temps, peut s'orienter vers la voie de l'agriculture durable, mais sans trop savoir exactement

comment il sera soutenu autrement que par les clubs-conseils agroenvironnementaux, qui aujourd'hui portent le nom de « Réseau agriconseils ». Ainsi, l'agriculture durable au Québec, malgré le Plan d'action ministériel pour le développement durable (MAPAQ, 2009), n'établit pas clairement l'application de ce type d'agriculture, mais reste davantage fondée sur des énoncés de principes abstraits.

1.4 L'agriculture durable au Québec : responsabilité collective

L'agriculture durable au Québec est une question de protection de l'environnement plutôt que de réorientation de l'agriculture de façon générale. En fait, l'initiative de changement de cap de l'activité agricole doit venir de la part de l'agriculteur. Ainsi, la structure administrative du ministère commence tout juste à s'ouvrir au mode de l'agriculture durable, c'est-à-dire que, depuis le début de l'emploi du concept d'agriculture durable plusieurs mesures ont été mises en place pour amenuiser les problèmes associés à l'agriculture conventionnelle issue de la Révolution verte des années 70. Or, l'idée d'une réforme majeure de la Politique agricole pour l'orienter vers l'agriculture durable n'a pas encore été mise à exécution. D'ailleurs, l'agriculture durable selon l'État québécois reste encore une vocation qui reste sans véritables assises, et se trouve plutôt renvoyée dans les mains des agriculteurs : « l'idée d'une auto-responsabilisation des agriculteurs, et c'est le concept même qui est indiqué dans la documentation gouvernementale, est devenue le point de vue officiel de l'État qui apparaissait pourtant attaché à la vieille approche réglementaire et judiciaire » (Jean, 2000). De fait, ce principe d'autoresponsabilisation des agriculteurs relance l'idée que le gouvernement semble tabler sur l'« approche autorégulatrice de l'environnement en agriculture » (Jean, 2000). D'ailleurs, cette posture gouvernementale se présente aussi comme la voie « visant à sensibiliser les producteurs et à les appuyer dans une démarche agroenvironnementale » (Boutin, 2004). En fait, cette approche est partielle puisqu'elle tente d'un côté de protéger indirectement l'environnement de l'activité agricole industrielle, et de l'autre, essaye par diverses stratégies de ramener l'agriculture dans une voie un peu plus durable sans nécessairement l'imposer directement. Bien entendu, le gouvernement a promu

différentes initiatives comme les plans agroenvironnementaux, la « stratégie phytosanitaire », l'étanchéité des réservoirs à fumier, l'aménagement des bandes riveraines, la rotation des cultures, des précisions quant à l'application « d'engrais organique », « le semis direct », la « norme phosphore » et « l'écoconditionnalité » par le soutien de différents programmes gouvernementaux (CAAAQ, et Pronovost, 2008), mais il demeure encore que la majeure partie du temps, il en va de la décision du fermier d'aller dans ce sens. Tout compte fait, l'agriculture durable comme telle au Québec n'est pas un modèle précis et normatif, reste abstrait dans ses principes et est davantage orienté sur des mesures de protection de l'environnement.

1.5 L'agriculture durable : son origine et ses interprétations

Pour bien comprendre le concept d'agriculture durable, il faut retracer son origine sémantique, qui est partie de l'initiative de réflexion sur le développement et qui mènera à une forme de reconceptualisation de celui-ci, notamment, par une prise en considération de l'économie, de l'environnement et de la société dans sa pérennité. L'agriculture durable est alors une déclinaison d'un projet de société plus large qui déteint sur l'ensemble des secteurs de production, dont l'agriculture fait partie. C'est ainsi que l'on retrouve le cheminement réflexif qui a amené à la redéfinition du développement et particulièrement de l'agriculture.

1.5.1 De l'écodéveloppement au développement durable... à l'agriculture durable

Dans le cadre de la redéfinition du développement dans les années 70, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) de l'Organisation des Nations unies (ONU), part de la réflexion majeure du « rapport Meadows⁵ » et du « mouvement de

⁵ « C'est au début des années 1970 que des changements vont s'opérer tant dans la prise de conscience que dans les débats relatifs aux questions d'environnement. En 1972, le rapport Meadows (*The limits to growth* », publié par le Club de Rome) fait sensation en introduisant un raisonnement basé sur le couplage

l'écodéveloppement⁶ » (Peret, 2005). Vers la fin de cette décennie, l'ONU laisse tomber le concept d'écodéveloppement considéré « comme trop critique, et sans doute trop radical pour les sociétés du Nord » (*Ibid.*). Elle met alors de l'avant le concept de *développement durable* qui ne se réclame pas d'un « *nouvel ordre économique international* » (Godard et Hubert, 2002), mais se donne plutôt le mandat, en 1983 avec la CMED⁷, de trouver la réponse à cette problématique : « comment renouer avec la croissance de façon à faire reculer les inégalités et la pauvreté sans détériorer l'environnement légué aux générations futures » (Peret, 2005). En fait, l'essence de la Commission Brundtland est de « concilier croissance économique et environnement » et aussi de considérer cette autre « dimension sociale » (*Ibid.*) dans le rapport qui promeut alors le développement durable comme nouveau concept moteur du développement. D'ailleurs, selon le rapport Brundtland, le concept de développement durable est défini ainsi : « le développement durable⁸ est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (CMED et Brundtland, 1989). En effet, à partir de ce nouvel objectif pour le développement, c'est, selon Landais (1998), l'ensemble de la société qui est touché par cette approche qui influencera donc le domaine de l'agriculture :

Derrière le discours sur le développement durable, c'est en réalité un nouveau contrat social qui est proposé aux agriculteurs. Et l'on ne peut exclure que la durabilité représente, pour l'agriculture des prochaines décennies, un «moteur» aussi efficace que l'a été la productivité au cours de la période précédente (Landais, 1998).

En effet, l'agriculture qui depuis les Trente Glorieuses est poussée par l'idéologie productiviste se trouve alors devant le nouveau défi que soulève la question du

développement/ environnement, en soulignant que l'avenir de la planète et de l'espèce humaine est menacé par le maintien du rythme de croissance économique et démographique, en suggérant la croissance zéro » (Peret, 2005). Le rapport Meadows remet fortement en question le développement qui a couru, et il apparaît presque au même moment que le mouvement axé sur l'écodéveloppement.

⁶ « l'écodéveloppement est un développement des populations par elles-mêmes, utilisant au mieux les ressources naturelles, s'adaptant à un environnement qu'elles transforment sans le détruire ... c'est le développement lui-même, tout entier qui doit être imprégné, motivé, soutenu par la recherche d'un équilibre dynamique entre la vie et les activités collectives des groupes humains et le contexte spatio-temporel de leur implantation » (Sach, 1980).

⁷ La CMED sera popularisée à ce moment par la Commission Brundtland de G.H. Brundtland.

⁸ Le concept de développement durable vient de « *sustainable development* » qui selon Camerini fait « référence au temps » dans la langue d'origine anglaise (Camerini, 2003), et cet aspect est directement relié au niveau social à « l'équité » relatif à la « durée ». Certaines traductions ont mis l'accent sur l'idée de « soutenabilité » qui se situait davantage au niveau de « la capacité à l'environnement de supporter un niveau de production » faisant ainsi davantage référence à la « dimension physique » qu'à la « dimension sociale et temporelle » (*Ibid.*).

développement durable. L'agriculture durable devient ainsi, la nouvelle voie à prendre, mais comme il a été démontré jusqu'à maintenant, il ne semble pas évident de dresser ce nouveau modèle clairement et concrètement. Enfin, les différentes tentatives de rendre effectif le développement durable dans l'agriculture démontre la difficulté de passer de l'abstrait au concret, des idées aux projets. Bref, l'agriculture durable part de la prémisse qu'elle doit « [répondre] aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures [à] répondre aux leurs » (CMED et Brundtland, 1989). Ainsi, cette position reste bien abstraite en ce qui concerne la manière dont sera appliquée cette vision large, vague et « aux contours indécis » (Deléage, 2005). Donc, l'agriculture durable laisse apparaître de nombreuses ambiguïtés quant à sa définition et reste *a priori* un concept équivoque.

1.5.2 L'agriculture durable : des définitions équivoques et imprécises

Dans l'univers conceptuel et abstrait que l'agriculture durable crée au départ, il revient aux acteurs de tous horizons de définir ce que représente pour eux l'agriculture durable. En effet, plusieurs dénotent la problématique de nombreuses définitions, lesquelles vont dans tous les sens et, de surcroît, ne semblent pas apporter plus de précisions. En fait, toutes ces tentatives de définir l'agriculture durable semblent rendre le concept davantage équivoque et imprécis. D'ailleurs, pour Peret, l'agriculture durable est difficilement traduite de l'abstrait au concret dû à l'imprécision qu'elle laisse transparaître : « [à] la faveur de la nature mal circonscrite et floue des concepts de développement et d'agriculture durable, une certaine confusion sémantique et conceptuelle règne [...] et illustre bien la difficulté à passer des concepts aux pratiques, du projet sociétal à l'action concrète » (Peret, 2005). Au Québec, l'agriculture durable dans les années 90 donne lieu à plusieurs définitions, lesquelles « intègrent des éléments qui peuvent être antagonistes » (Estevez et Domon, 1999) notamment en ce qui concerne le MAPAQ et l'Ordre des agronomes du Québec (OAQ). En fait, laissant régner un certain « flou » (Crew et *al.* 1991), leur définition équivoque et ambiguë de l'agriculture durable ne remet pas en question l'agrobusiness de la globalisation en plein essor (Estevez et Domon, 1999). C'est ainsi qu'Estevez et Domon l'expliquent :

Dans toutes ces définitions, la viabilité économique (compétitivité, conquête des marchés dans le cadre de la mondialisation des marchés) est donc définie par le système économique existant, en fonction des seules lois du marché. Cette condition acceptée, on doit alors consentir en quelque sorte à un éventuel impact environnemental qu'il faut au mieux minimiser (Estevez et Domon, 1999).

Ainsi, le concept d'agriculture durable, restant très abstrait, théorique, inclusif et vague, est donc malléable; tous peuvent y trouver leur compte. Bref, selon Estevez et Domon, cette réappropriation par tout un chacun du concept d'agriculture durable semble le fait d'« une vocation intégrative de thèmes très spéculatifs, qui, en laissant place à diverses interprétations, pourraient faire croire à un véritable consensus social » (*Ibid.*). Finalement, l'apparition de ce nouveau concept d'agriculture durable au Québec n'apparaît pas comme l'occasion de remettre en question l'ensemble de la Politique agricole au Québec, mais plutôt comme la mise en place d'une politique agroenvironnementale qui n'intègre pas les dimensions sociale et économique du développement durable.

1.6 L'agriculture au Québec : mise en doute de la durabilité

Lors de la Commission Pronovost, au dépôt du rapport, quelques constatations au niveau économique et social laissent difficilement croire à la durabilité de l'agriculture québécoise en général. D'abord, en ce qui a trait à la qualité de vie des agriculteurs, on remarque une « montée inquiétante de la détresse psychologique en milieu agricole, phénomène méconnu jusqu'à tout récemment chez les agriculteurs » (CAAAQ et Pronovost, 2008). Ainsi ressort-il de la commission le constat suivant : « Précarité, endettement, tensions chez les producteurs, voire détresse, les conséquences de cette situation financière seraient nombreuses et lourdes. Le directeur national de santé publique, le Dr Alain Poirier, voit chez les producteurs un problème de santé préoccupant » (*Ibid.*). D'ailleurs, au point de vue de la situation économique, la Commission a ensuite dégagé trois principaux enjeux : « la baisse des revenus agricoles⁹ », « l'endettement sans précédent des agriculteurs » et « la hausse des coûts

⁹ « Selon Statistique Canada, le revenu net moyen par ferme en provenance des marchés est en constante diminution. La Fédération canadienne de l'agriculture souligne même que " depuis 2002, les revenus agricoles au Canada ont baissé à des niveaux jamais enregistrés ". On observe la même tendance au Québec » (cité dans CAAAQ et Pronovost, 2008).

de certains programmes d'aide financière à la production agricole » (*Ibid.*). De surcroît, le revenu familial semble être équilibré par une source de revenu extérieur à la ferme :

l'UPA soutient que le plus souvent, c'est grâce à des revenus complémentaires, autres qu'agricoles, que les producteurs réussissent à boucler leur budget, ce que corrobore Solidarité rurale du Québec en affirmant qu'en 2005 les deux tiers des fermes tiraient plus de la moitié de leurs revenus d'autres sources (cité dans CAAAQ et Pronovost, 2008).

Il est aussi ressorti de la Commission Pronovost que les agriculteurs œuvrant dans une perspective d'agriculture durable, notamment d'agriculture biologique, ont besoin : « [d']un minimum de subventions [,][...][d']obtenir une pleine reconnaissance par les grandes politiques d'intervention québécoises [et] [que][l']aide soit rehaussée [puisqu'elle] ne cadre pas avec les programmes d'aide basés sur la productivité et le volume » (CAAAQ et Pronovost, 2008). Enfin, au niveau de l'enjeu intergénérationnel, élément moteur de l'agriculture durable, la commission fait état de : « la difficulté de transférer les fermes à la relève, assombrissant les perspectives d'avenir de la profession » (*Ibid.*). Tout compte fait, cet état de non-durabilité de l'agriculture soulève l'importance de préciser, voire de redéfinir le concept d'agriculture durable. Considérant que cette dernière a pour l'essentiel été le fruit d'initiatives personnelles d'agriculteurs, seule l'étude de ces mêmes initiatives peut éclaircir le type d'agriculture durable qui doit être envisagé pour l'agriculture au Québec. Il conviendra maintenant d'explorer les différentes conceptions de l'agriculture durable qui ont été élaborées par différentes recherches avant de se pencher sur les initiatives particulières d'agriculteurs. Or, il s'avère que le concept d'agriculture durable fut vite laissé pour compte avec la popularité des concepts d'agriculture biologique et d'agriculture écologique. Bref, le concept d'agriculture durable ne recèle qu'un nombre limité d'études lui étant consacrées.

CHAPITRE II

LE CADRE CONCEPTUEL DE L'AGRICULTURE DURABLE

2.1 L'agriculture durable et ses dimensions

L'agriculture durable comporte trois dimensions qui nous permettent d'appréhender sa conceptualisation sous une perspective englobante. Il s'agit plus précisément des dimensions environnementales, sociales et économiques. En outre, le projet d'agriculture durable implique une interaction constante entre ces dernières. Selon Deléage, il s'agit d'une condition nécessaire au déploiement de l'agriculture durable : « la mise en œuvre d'une agriculture durable nécessite précisément une véritable articulation entre les fonctions économique, sociale et environnementale de l'agriculture » (Landais, 1998; Planchais, 2009; Deleage, 2011). Pour Deleage (2011), les différentes dimensions mentionnées ci-haut consistent davantage en des fonctions, tel qu'il en sera d'ailleurs question à la section 2.2. Enfin, chaque dimension sous-entend une organisation d'éléments qui lie l'agriculture durable dans sa logique, voire dans son intention conceptuelle.

2.1.1 La dimension environnementale de l'agriculture durable : sa reproductibilité

La dimension environnementale se rapporte à la relation entre l'agriculture et l'environnement. Selon Landais, lorsqu'envisagée sous cette dimension, l'agriculture durable représente une question « de qualité du lien écologique », plus précisément des « rapports entre l'activité agricole et les ressources et les milieux naturels » (Landais, 1998). D'ailleurs,

l'agriculture sera considérée comme durable dans la mesure où, au niveau de la dimension environnementale, sa « reproductibilité » peut-être assurée (*Ibid.*). Il s'agit d'observer « la qualité écologique des pratiques agricoles », qui à son tour détermine les « effets sur les ressources naturelles (sol, eau, air[,][biodiversité]...) » en terme de pollution diffuse dans l'environnement en fonction de la distance et la durée. En fait, ce qui se trouve souvent déterminant pour la qualité du lien écologique en agriculture, c'est la « diversité des systèmes de production et des itinéraires techniques, leur adaptation aux milieux locaux [...] [incarné] dans le lien au territoire [...][,] axe central du développement local » (*Ibid.*). À ce niveau, l'agriculture durable peut être fragilisée et compromise dans sa reproductibilité par un cadre réglementaire contraignant, « des mesures fiscales » et « une détérioration de l'image des systèmes de production et des produits » (*Ibid.*). En d'autres termes, la politique agricole doit être orientée vers une série de mesures lesquelles facilitent le caractère reproductible de l'agriculture qui ainsi est durable dans l'environnement duquel elle se déploie. De façon générale, toujours selon Landais, au cœur de la dimension environnementale se retrouve « le renouvellement des ressources naturelles sur le long terme » (*Ibid.*), lequel influence aussi la reproductibilité de l'agriculture durable. Pour Hall et ses collaborateurs, « l'agriculture durable a comme objectif d'éviter la vision à court terme par le maintien du flux de renouvellement des ressources naturelles des écosystèmes » (Hall et *al.*, 1989)¹⁰. En fait, la vision à court terme nuit grandement à la reproductibilité telle que décrite par Landais (1998). Ainsi, l'agriculture durable dans sa dimension environnementale réclame un souci particulier pour les ressources naturelles, avec lesquelles elle entretient une constante et étroite relation. D'ailleurs, selon Jean, il appert qu'une « forme sociale d'organisation de la production spécifique » peut répondre à cet objectif : « [l]a ferme familiale, avec la pratique d'une gestion patrimoniale des ressources naturelles, s'avère ainsi capable de prendre en considération les principaux impératifs écologiques » (Jean, 2000). À travers la dimension environnementale de l'agriculture durable, un aspect important ressort, soit celui de la connaissance de l'écosystème associé à l'agriculture, en l'occurrence l'agroécosystème. Il s'agit à cet effet de bien situer ce courant de l'agroécologie par rapport à l'agriculture durable :

¹⁰ Traduction libre

Probablement situé entre agriculture biologique (écocentrée) et agriculture durable est celui de l'agroécologie [...]. Ce courant agroécologique s'appuie sur le concept d'agroécosystème (ou écosystème cultivé) et propose des définitions de l'agriculture durable où l'on note une prévalence de considérations écologiques (Peret, 2005).

En fait, l'agroécologie a permis à l'agriculture durable de développer une meilleure connaissance de l'écosystème de la ferme, c'est-à-dire que la relation écosystémique inhérente à l'agriculture durable comme telle demande « de concevoir des agroécosystèmes qui optimisent les processus naturels (les cycles des nutriments, les flux énergétiques) pour conserver les ressources et minimiser les pertes [...] » (MacRae, 1991 cité dans Estevez et Domon, 1999). Pour le Réseau d'agriculture durable (RAD), l'agriculture durable qui se veut « autonome », « valorise au mieux les ressources naturelles » de la ferme, ce qui exige « sur le plan technique de mettre en œuvre une bonne agronomie, c'est-à-dire d'adapter au mieux les systèmes de production à l'écosystème local » (Deléage, 2005). Or, l'agroécologie a permis de mieux définir les enjeux environnementaux, voire écologiques, de l'agriculture durable par la mise en évidence de « l'attention et l'administration rigoureuse qu'en appelle l'écosystème de la ferme avec toutes ses variables associées aux stades de développement des plantes adventices, de l'état du sol, des insectes ravageurs et des prédateurs, des maladies, des champignons, etc. », lesquelles sont autant de facteurs qui peuvent influencer « l'agroécosystème » et en requiert une « connaissance » approfondie (Hall et *al.*, 1989)¹¹. Enfin, un autre aspect intéressant que l'agroécologie intègre, selon Conway, est le concept de « résilience » associée à l'agriculture durable, lequel se traduit par « la capacité d'un agroécosystème à maintenir sa productivité lorsqu'il est soumis à des événements perturbateurs majeurs, de toute nature » (Conway, 1987 cité dans Peret, 2005). Bref, l'agroécologie, très ancrée dans la dimension environnementale, a permis l'approfondissement des considérations et des connaissances agroécologiques, mais le concept d'agriculture durable en appelle aussi des dimensions sociale et économique. Ainsi, au sens de Crew et ses collaborateurs « [si] les contraintes écologiques peuvent agir avec la structure sociale de l'agriculture pour déterminer ce qui est profitable [...], la "profitabilité" ne pourra jamais déterminer ce qui est écologiquement durable » (Crews et *al.*, 1991 cités dans Estevez et Domon, 1999). Donc, si l'agriculture durable fait face à la contingence écologique, la dimension sociale s'en trouve d'autant plus liée à la dimension environnementale puisque les

¹¹ Traduction libre

deux se déterminent mutuellement. Tel que l'explique Estevez et Domon : « [le] concept d'agriculture durable ne peut donc échapper à des considérations sociales qui, à la fois, dépassent son domaine d'activité, mais aussi l'influencent » (*Ibid.*).

2.1.2 La dimension sociale de l'agriculture durable

La dimension sociale de l'agriculture durable se situe au niveau de « la qualité de vie » de l'agriculteur et de son cercle familial impliquant ainsi le concept de « vivabilité » d'après Landais (Landais, 1998). En fait, la vivabilité, au sens où l'emploie Landais, est influencée, à deux niveaux simultanément, soit par les « facteurs endogènes » et par les « facteurs exogènes ». D'une part, la vivabilité dépend des facteurs endogènes, relatifs à la famille et la ferme, qui concernent particulièrement la capacité à faire face de façon équilibrée au travail généré par l'opération de la ferme. Par exemple, Landais parle de la « charge mentale [,] » « du stress[,] » de la « charge de travail [,] » de la dureté du travail et du « risque physique » (*Ibid.*). En fait, l'ensemble de ces éléments, influant directement sur la qualité de vie de la famille, sont vécus et accueillis, selon Landais, en fonction « [des] seuils de tolérance » des individus impliqués dans les activités normales de la ferme. D'ailleurs, les seuils de tolérance « varient beaucoup selon les individus, leur âge, leur origine, leur projet de vie et les compensations positives qu'ils trouvent dans l'exercice de leur métier » (*Ibid.*). D'autre part, la vivabilité dépend de facteurs exogènes qui sont relatifs à « l'insertion dans les réseaux professionnels locaux, l'entraide, l'accès aux services et les relations de proximité d'une manière générale » (*Ibid.*). En fait, ce qui va influencer ces facteurs, d'après Landais, c'est « la densité et la qualité du tissu agricole et rural local, [...] l'intensité et [...] la qualité des relations entre les agriculteurs et les autres acteurs locaux et [...] la diversification des relations de partenariats dans lesquels s'engagent les agriculteurs » (*Ibid.*). En effet, la vivabilité de l'agriculture durable au niveau de la dimension sociale est relative à la capacité personnelle du fermier à bien gérer l'ensemble de sa ferme en restant équilibré, et ce, en étant aussi intégré à son milieu social environnant. Ainsi, l'agriculture socialement durable, qui permet une qualité de vie adéquate et vivable, favorise la « transmissibilité », tel que l'entend

Landais. Cette dernière apparaît chez Landais comme le « lien intergénérationnel » qui se construit à partir de la conception sociale qui ressort de l'agriculture comme telle : « l'image de l'activité agricole, la représentation dans la société locale des métiers de l'agriculture et des modes de vie des agriculteurs, les valeurs qui lui sont associées sont en effet des facteurs déterminants de la motivation des jeunes à reprendre les exploitations » (*Ibid.*). En effet, le portrait de l'agriculture, n'étant pas toujours des plus reluisants, peut amener une dévalorisation locale du métier d'agriculteur. À cela s'ajoute l'ensemble des problèmes associés à la « succession » : « [c]es problèmes d'ordre familial, juridique et financier sont aujourd'hui alourdis par l'accroissement des capitaux immobilisés, suite à la concentration des moyens de production, fonciers, équipements, droits à produire... » (*Ibid.*). De surcroît, la transmissibilité est de plus en plus difficile à assurer avec la « tendance lourde à l'agrandissement » (*Ibid.*) des fermes, ne favorisant pas la relève agricole, particulièrement pour la relève de première génération. Bref, la dimension sociale de l'agriculture durable soulève ces deux enjeux fondamentaux que sont la vivabilité et la transmissibilité de la ferme, lesquels posent à leur tour la question « de l'emploi agricole, la place de l'agriculture dans la société rurale et plus globalement l'avenir de l'agriculture familiale elle-même » (*Ibid.*).

2.1.2.1 De l'agriculture durable au changement social

L'agriculture durable s'inscrit dans un projet plus global qui s'insère lui-même dans un changement qui touche, dans une perspective de développement durable, l'ensemble de la société. D'ailleurs, comme l'avance Altieri, le fait de transformer la manière de pratiquer l'agriculture, en l'articulant sur un respect de l'environnement qui amoindrit l'empreinte écologique, génère une meilleure image de l'agriculture en général et toute la société en récolte les bienfaits (Altieri, 1998). Or, il importe, selon cet auteur, de revoir l'ensemble de ce qui a constitué et favorisé la mise en oeuvre de l'agriculture conventionnelle, soit la politique agricole et l'acceptabilité sociale de cette dernière (*Ibid.*). Pour Peret, l'agriculture durable est intégrée à un véritable « projet de développement durable » qui implique de « parler [...] de sa place, de sa contribution à ce projet, qu'il soit territorial, collectif, strictement rural et agricole ou non » (Peret, 2005). D'ailleurs, sur cet aspect, Allen et ses collaborateurs

soutiennent que l'agriculture durable implique « la question de l'équité qui tient compte non seulement des coûts et des bénéfices engendrés par les pratiques agricoles, mais aussi de leur distribution à travers les différents secteurs de la société » (Allen et *al.*, 1991). Effectivement, cet élément d'équité entraîne pour ces auteurs « des questions éthiques tant en termes intragénérationnels qu'intergénérationnels » (*Ibid.*). Ainsi, il est question de parler de pérennité de l'agriculture autant maintenant que pour la relève agricole à venir. Enfin, pour l'*Institute for Alternative Agriculture*, le projet de société de l'agriculture durable sous-tend l'importance associée à « la santé et la sécurité des citoyens (IAA, 1991), qui, selon MacRae, se situent au niveau de la « prévention » (Macrae, 1991). En somme, la dimension sociale de l'agriculture durable relance toute la question d'un projet de société axé sur le développement durable, qui, selon Landais, passe par un « nouveau contrat social » mettant fin aux « Trente Glorieuses » (Landais, 1998) et impliquant aussi la dimension économique de l'agriculture.

2.1.3 La dimension économique de l'agriculture durable

La dimension économique de l'agriculture durable implique, à l'échelle de l'exploitation notamment, le revenu agricole, à savoir s'il est « viable », comme l'entend Landais. La « viabilité » est déterminée par le « niveau moyen de revenu » retiré de l'activité agricole comme telle et par le financement public (Landais, 1998). En fait, selon Landais, la sécurité financière de l'ensemble du ménage est prise en considération au niveau de la viabilité de l'agriculture pour le « système famille-exploitation » et ce, « à long terme » (*Ibid.*). Il faut considérer d'abord l'activité agricole sous l'angle de sa propre « sécurisation », et pour la ferme et le marché dans lequel elle s'insère. Pour la ferme, comme l'explique Landais, il est question d'évaluer : « la sécurisation du système de production, qui dépend de ses performances technico-économiques, mais aussi de qualités globales telles que son autonomie, son caractère plus ou moins diversifié, sa souplesse et sa sensibilité aux aléas de toute nature » (*Ibid.*). Somme toute, l'ensemble de ces facteurs font varier la viabilité économique de l'agriculture. En outre, la durabilité, lorsqu'envisagée dans sa dimension économique, s'avère relative et varie d'un système à l'autre. Conséquemment, la mesure de

durabilité doit être faite sur une période de temps élargie afin de permettre une « comparaison pluriannuelle » (*Ibid.*). Un autre côté de la viabilité de la ferme dépend de sa relation au marché qu'elle établit. Ainsi Landais explique-t-il cet aspect par « la sécurisation des débouchés et des prix », qui varie selon la « qualité des produits » (*Ibid.*). Qui plus est, un des aspects majeurs de la viabilité des fermes pour Landais revient à « l'indépendance des producteurs » au sens où la ferme maintient son « statut de centres de décision autonomes » (*Ibid.*), au contraire de l'intégration verticale des fermes conventionnelles. D'ailleurs, le Centre d'étude pour un développement agricole plus autonome (CEDAPA) reconnaît cette importance de l'« autonomie » en ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire de la ferme et un roulement d'exploitation de la ferme « économe » qui ne nécessitent pas de coûts exorbitants et d'énormes dettes à rembourser (Planchais, 2009). Enfin, selon cette même auteure, au niveau économique, « [...] l'agriculture durable se veut être un système de production rentable » (*Ibid.*). En somme, la viabilité économique de l'agriculture durable est dépendante de l'efficacité technique et du rendement économique de son exploitation, de sa relative indépendance par rapport aux entreprises périphériques, de son autonomie financière et alimentaire, de sa facilité à vendre sa production et de la rentabilité associée à tous ces facteurs. Par ailleurs, l'ensemble des dimensions de l'agriculture durable implique un autre concept, la multifonctionnalité.

2.2 L'agriculture durable et sa multifonctionnalité

L'agriculture durable observée sous plusieurs angles permet de mettre en exergue bien d'autres fonctions que le rôle primaire qu'on lui attribue de produire des aliments. Ces diverses fonctions expriment la multifonctionnalité de l'agriculture durable. Pour Planchais, la multifonctionnalité représente un critère de réussite de l'agriculture durable : « la performance se mesure globalement avec notamment la multifonctionnalité de l'agriculture, concept clé aujourd'hui, [...] [par] conséquent, l'agriculture durable doit être économiquement performante, écologiquement saine et socialement équitable » (Planchais, 2009). En effet, l'agriculture durable, de par sa multifonctionnalité, nous permet d'établir le bon

fonctionnement d'un système d'exploitation agricole durable à travers ses dimensions environnementale, sociale et économique. Planchais associe aussi la multifonctionnalité à l'idée d'un « consensus qui paraît légitime entre le monde agricole et la société [...] du consommateur, [...] du "subventionneur" de l'activité agricole, ou encore d'électeur, d'habitant sur le territoire... » (Planchais, 2009). De surcroît, pour Peret, la multifonctionnalité semble déterminer « les nouveaux rôles de l'agriculture dans les sociétés d'aujourd'hui » (Peret, 2005). De fait, la Commission Pronovost note le désir répandu chez les intervenants « qu'une future politique agricole reconnaisse explicitement la multifonctionnalité de l'agriculture et sa contribution au développement local », particulièrement en ce qui concerne la fonction « d'entretenir et de vitaliser le Québec rural » (CAAAQ et Pronovost, 2008). Ainsi, la multifonctionnalité de l'agriculture durable semble dénoter l'idée de prévention des problèmes reliés aux villages dévitalisés. Enfin, tel que le souligne Deléage, l'idée de multifonctionnalité sous-tend une forme d'interrelation entre les fonctions attribuées à l'agriculture durable : « la mise en œuvre d'une agriculture durable nécessite précisément une véritable articulation entre les fonctions économique, sociale et environnementale de l'agriculture » (Deléage, 2011). Cette mise en relation de ces différentes fonctions de l'agriculture durable apparaissent pour Landais comme une condition nécessaire de réalisation :

Une agriculture durable repose en effet sur des exploitations susceptibles de remplir dans la durée, individuellement ou collectivement, à l'échelle locale, les trois fonctions que l'on s'accorde aujourd'hui à reconnaître aux agriculteurs : [...] une fonction économique de production de biens et de services, soutenant directement ou indirectement la création d'emplois ruraux; [...] une fonction sociale d'occupation du territoire, d'animation du monde rural et de transmission d'un patrimoine culturel spécifique; [...] une fonction écologique de protection de l'environnement et d'entretien de l'espace rural (Landais, 1998).

En résumé, l'agriculture durable, de par sa multifonctionnalité, permet l'évaluation de sa performance, favorise son acceptabilité sociale, stimule le développement local et vitalise le territoire rural, lorsqu'elle remplit, dans une échelle spatio-temporelle donnée, l'ensemble de ses fonctions interreliées aux niveaux environnemental, social et économique.

2.3 Le rapport au temps de l'agriculture durable

L'agriculture durable demande un certain éclaircissement quant à sa situation temporelle pour observer et comprendre ce qui est impliqué dans l'ensemble de ses dimensions. En fait, comme l'expliquent Estevez et Domon, « la notion de durabilité nécessite des précisions quant à l'échelle de temps appropriée pour évaluer des processus, qu'ils soient biologiques, physiques ou sociaux » (Estevez et Domon, 1999). En effet, les différentes dimensions de l'agriculture durable déterminent leurs besoins en termes d'observation, de temps de réaction, d'échelle de réactions, d'effets imprévus et aussi de conséquences à court, moyen et long terme des différentes sphères avec lesquelles elle interagit. D'ailleurs, pour certains auteurs comme Hall et ses collaborateurs, la vision à court terme est à éviter en agriculture durable, et ce, dans un objectif de « maintenir le rythme de régénération des ressources renouvelables des écosystèmes » (Hall et *al.*, 1989) en présence desquels l'agriculture se fait. C'est exactement ce qui distingue l'agriculture durable de l'agriculture conventionnelle. Selon Carolane, une « barrière épistémique » influence directement la perspective temporelle : d'un côté, l'agriculture durable retire des « bénéfices lointains et a un coût immédiat », ceci dans un cadre de « gestion à long terme »; d'un autre côté, l'agriculture conventionnelle retire des « bénéfices immédiats » — emploi des pesticides — et a un « coût lointain » pour l'environnement — pollution diffuse — entre autres choses, cela dans une « gestion à court terme¹² » (Carolane, 2006). L'agriculture durable s'inscrit dans une perspective à long terme (Parent, 2002), mais doit avoir au même moment de « bons résultats au niveau économique avec gestion des ressources humaines et naturelles dans l'immédiat et pour le futur lointain¹³ » (Université de Californie, 1988) selon le *Sustainable Agriculture Research and Education Program* (SAREP). Dans cette idée de perspective à long terme et de contact avec le présent dans la gestion de l'agriculture durable, certains auteurs situent l'agriculture durable dans un processus d'amélioration continue et d'apprentissage évolutif » (Tiffen et Bunch, 2002).

¹² Traduction libre

¹³ Traduction libre

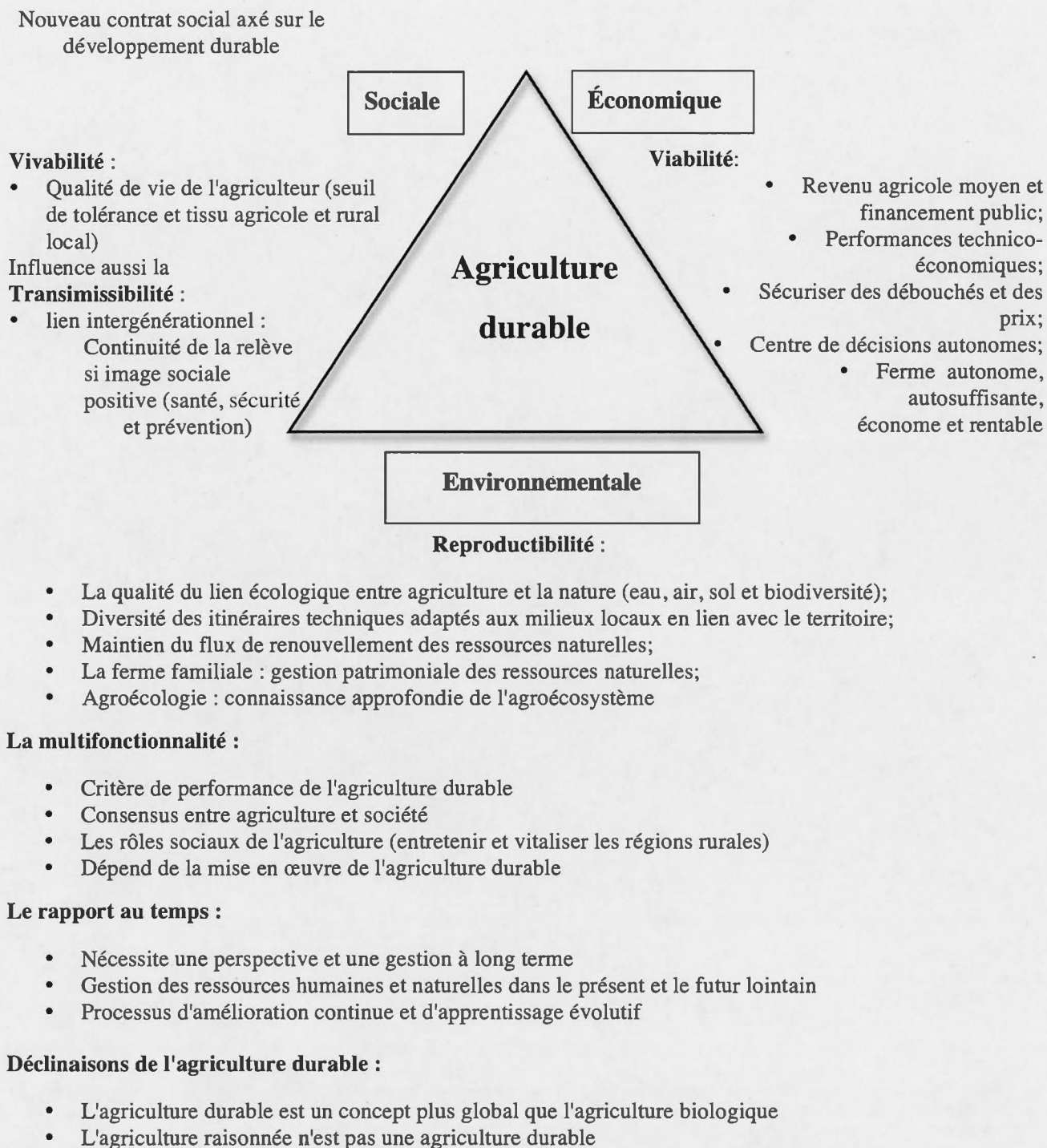
2.4 L'agriculture durable et ses déclinaisons

Il importe maintenant de préciser ce qui est entendu comme étant de l'agriculture durable et ce qui semble s'en rapprocher et s'en éloigner. D'abord, l'agriculture biologique se distingue de l'agriculture durable par son application précise et particulière à un univers significatif bien à elle. En fait, l'agriculture durable est un concept plus global que l'agriculture biologique : « *Sustainable is a broader term than is organic* » (Hall et al., 1989). En effet, l'idée de Hall et ses collaborateurs indiquent la place de l'agriculture biologique dans la conception plus large de l'agriculture durable. D'ailleurs, l'agriculture biologique au sens de Boutin, apparaît comme une voie prometteuse : « la contribution des systèmes biologiques à l'agriculture durable est tangible » (Boutin et al., 2011). Pour se remettre en perspective, avec l'apparition du concept d'agriculture durable, un bon nombre de pratiques agricoles focalisent leurs actions jugées plus durables sur « la réduction des intrants extérieurs au système [...] pour minimiser les dommages environnementaux, mais aussi pour permettre de produire avec profit à long terme » (Francis, 1988 cité dans Estevez et Domon, 1999). À ce compte, une autre forme d'agriculture se démarque en promulguant une utilisation rationnelle des intrants, esquivant de ce fait un examen de certaines manières de procéder de ces formes d'agriculture à l'origine de l'apparition de problèmes environnementaux. C'est ainsi que l'exposent Estevez et Domon : « elles évoquent rarement la remise en question de pratiques telles l'utilisation de produits toxiques, la spécialisation des exploitations, leur concentration, etc. » (Estevez et Domon, 1999). Cette agriculture se distingue de l'agriculture durable et adopte le vocable de « l'agriculture raisonnée » malgré sa prétention à se dire durable. C'est-à-dire que, selon l'étude de Féret et Douguet, l'agriculture raisonnée en est une « technicienne », ayant un « *minima* d'exigence environnementale », intégrée au « complexe agroindustrielle » et au « productivisme », et sans considération « éthique et social » (Féret et Douguet, 2001). En somme, l'agriculture raisonnée apparaît comme une agriculture similaire à l'agriculture conventionnelle, mais avec un certain souci de réduire l'emploi d'intrants et sans plus.

Enfin, la figure 2.1 permet de bien visualiser l'ensemble des implications conceptuelles liées au cadre conceptuel de l'agriculture durable basé sur l'ensemble des auteurs précités dans le présent chapitre. Les résultats de la présente étude permettront *a posteriori* la proposition

d'une nouvelle figure au chapitre cinq pour bonifier le concept d'agriculture durable, objectif de la recherche. Force est d'admettre que le concept d'agriculture durable fut vite abandonné devant les différentes déclinaisons que l'on peut lui associer indirectement et directement. Or, le peu de littérature scientifique lui étant attribuée permet tout de même de circonscrire un certain nombre de concepts lui étant associés. D'abord, le concept d'agriculture durable peut être abordé par intrication sous trois dimensions principales — environnementale, sociale et économique — lesquelles mettent en exergue la reproductibilité écologique, la vivabilité sociale, la transmissibilité intergénérationnelle et la viabilité économique. Ces quatre concepts permettent, lorsque bien articulés dans leurs implications logiques, l'application d'une multifonctionnalité de l'agriculture durable. Le caractère plus englobant du concept d'agriculture durable a été abandonné au profit des déclinaisons plus précises comme l'agriculture biologique et l'agriculture raisonnée notamment. Cette dernière est davantage associée à l'agriculture industrielle par son utilisation des pesticides et des intrants chimiques dans ses activités ce qui l'exclue du concept d'agriculture durable. Ainsi, afin d'apporter davantage de précisions quant à la portée et la définition du concept d'agriculture durable, le prochain chapitre propose une méthodologie de recherche qui permettra de répondre à cet objectif de recherche par l'étude qualitative axée sur l'entrevue et l'analyse du discours.

Figure 2.1 Cadre conceptuel structuré de l'agriculture durable basé sur les auteurs cités dans le texte



CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE, REDÉFINIR L'AGRICULTURE DURABLE

3.1 Redéfinir l'agriculture durable : étude qualitative par la réalisation d'entrevues

Dans l'objectif de bonifier le concept d'agriculture durable, la présente démarche de recherche se penche sur l'analyse des représentations d'agriculteurs de la région de l'Outaouais sur le territoire de la Petite-Nation. L'étude qualitative est privilégiée ici dans la mesure où l'expérience des acteurs peut apporter un éclairage nouveau sur une réalité sociale plus en marge (l'agriculture durable) des courants dominants (l'agriculture conventionnelle). En fait, l'agriculture durable est un concept qui peut bénéficier d'une définition plus enrichie à partir de la collecte de données centrée sur le discours oral des agriculteurs sélectionnés. Ainsi, par l'étude qualitative, il est possible de bonifier son contenu et sa portée à partir d'initiatives particulières. Pour ce faire, l'entrevue est une méthodologie de collecte de données qui permet d'enrichir la connaissance d'une réalité moins bien connue à partir de l'expérience des acteurs qui la décrivent à l'oral. En fait, Savoie-Zalc décrit l'entrevue « comme une interaction verbale entre des personnes qui s'engagent volontairement dans pareille relation afin de partager un savoir d'expertise, et ce, pour mieux dégager conjointement une compréhension d'un phénomène d'intérêt pour les personnes en présence » (citée dans Gauthier, 2006). D'ailleurs, une des forces de cette méthode de cueillette de donnée se trouve au niveau de la description de la réalité telle que vécue par ses acteurs. Pour permettre d'amener des précisions et des éléments nouveaux au cadre conceptuel de l'agriculture durable, l'entrevue semi-structurée est une méthodologie appropriée pour délimiter le sujet à travers les trois dimensions reliées au concept d'agriculture durable, soit l'environnement, le social et l'économique. En effet, selon Poupart, l'entretien qualitatif, dont l'entretien semi-structuré en

est un type, est défini comme l'accès à un portrait d'une réalité sociale à travers l'angle de vue de ses acteurs : « l'entretien de type qualitatif s'imposerait parmi les outils d'information susceptibles d'éclairer les réalités sociales, mais surtout, comme instrument privilégié d'accès à l'expérience des acteurs » (Poupart et *al.*, 1997). Il apparaît intéressant de s'inspirer des acteurs pour enrichir le concept d'agriculture durable dans la mesure suivante :

le recours aux entretiens demeure, en dépit de leurs limites, l'un des meilleurs moyens pour saisir le sens que les acteurs donnent à leurs conduites (les comportements ne parlant pas d'eux-mêmes), la façon dont ils se représentent le monde et la façon dont ils vivent leur situation, les acteurs étant vus comme les mieux placés pour en parler (*Ibid.*).

Ainsi, selon ce même auteur, « l'interviewé est vu comme un informateur clé susceptible précisément d'informer non seulement sur ses propres pratiques et ses propres façons de penser, mais aussi, dans la mesure où il est considéré comme représentatif de son groupe ou d'une fraction de son groupe » (*Ibid.*). Bref, par l'entremise de l'entretien semi-structuré, une somme d'informations en provenance des interviewés permet de reconsidérer la définition du concept d'agriculture durable, non pas à partir d'une réflexion théorique, mais selon la réalité vécue par des individus qui mettent en pratique chaque jour des idées pouvant s'avérer inspirantes pour la définition du concept d'agriculture durable, et ce, par l'analyse subséquente du verbatim des entrevues.

3.1.1 Les biais possibles de l'entretien semi-structuré et les voies de contournements envisagées

L'entrevue semi-structurée, comme bien des méthodes de collecte de données, laisse apparaître certains biais qui tenteront d'être résolus par des mesures particulières. D'un côté, le premier biais possible est relevé par « le questionnaire et l'entretien structuré, stratégie qui comporte des risques [...] de préstructuration du discours élevés en raison de la forme prédéterminée des questions et des réponses » (*Ibid.*). De l'autre côté, selon Poupart et ses collaborateurs, ces biais ne sont pas complètement résolus par l'entrevue non dirigée, en l'occurrence une méthode d'entrevue qui ne dirige pas l'entrevue plus loin que la question initiant l'entretien. En fait, l'emploi de l'entretien semi-structuré est justifié par le modèle initial construit à partir du cadre théorique. Ce dernier présente un bon nombre de concepts

porteurs d'une signification jugée prometteuse. Il est donc question de garder seulement les trois dimensions (sociale, économique et environnementale) de cette conceptualisation de l'agriculture durable comme modèle initial. Ainsi, il est possible d'évaluer qualitativement par l'entretien semi-structuré ce qui ressort du discours des interviewés par des éléments généraux rattachés à chaque dimension du modèle initial et de bonifier celui-ci *a posteriori* de l'analyse. Or, il apparaît difficile « en pratique d'en évaluer les effets » (Poupart et *al.*, 1997) sur les résultats des biais rencontrés dans la méthode de collecte de données. En fait, un autre biais possible de l'entrevue structurée est la « standardisation » qui, selon Poupart, tend à laisser pour compte tout le matériel du discours des interviewés qui n'entrerait pas dans les « catégories établies d'avance » (*Ibid.*). En effet, cette standardisation pourrait outrepasser des éléments relatifs à des « particularités propres aux situations et aux personnes » (*Ibid.*) interviewées. Pour tenter d'éviter les biais relatifs à la « standardisation » décrite par Poupart dans l'entretien structuré, le questionnaire de l'entrevue semi-structurée est construit de façon à disposer de questions ouvertes et générales laissant place à davantage de marge de manœuvre aux interviewés concernant l'orientation donnée à leurs réponses. L'entrevue semi-structurée agit ici comme compromis entre l'approche structurée et l'approche ouverte. À ce niveau, les questions au sens large permettent ainsi d'aller au-delà de la simple réponse directe et sous-entendue de la question, mais indiquent plutôt la possibilité de la résurgence d'un sens nouveau pouvant ressortir indirectement de la réponse de l'interviewé. Ainsi, l'entrevue semi-structurée rejoint la méthode d'entretien « indirecte » où : « le sens réel de la question ou de la réponse, peut-être différent de son sens apparent. Cette signification, supposée réelle, est obtenue à partir des renseignements fournis par l'enquête, sans qu'il se doute de l'interprétation à laquelle ceux-ci doivent conduire » (Grawitz, 2001). En effet, l'idée d'interprétation des données recueillies par la méthode d'entretien indirect a permis, dans le cadre de la présente démarche de recherche, d'aborder l'agriculture durable sans pour autant préciser l'intention derrière chaque question posée aux interviewés. Ainsi, suite à la cueillette des données, l'analyse subséquente ne tenait plus compte des questions qui avaient été posées et s'attardait seulement au discours des acteurs dans leur ensemble, c'est-à-dire que les réponses aux questions apparaissent « comme des indications, non une preuve, mais une illustration » qui présage une « interprétation de l'ensemble des données » (*Ibid.*) pour y rendre un sens global des entrevues. D'ailleurs, dans une certaine mesure, il est proposé que

l'entrevue permette aux interviewés d'avoir davantage de « spontanéité » que ne le permettrait un questionnaire écrit (*Ibid.*). Ce qui permet d'espérer que la structuration des catégories idéelles du questionnaire n'influence néanmoins pas trop les réponses des interviewés. En fait, l'idée d'employer davantage de questions ouvertes permet la « sincérité des réponses [...] lorsqu'il s'agit d'explorer à un certain niveau, c'est l'entretien oral, à questions ouvertes de préférence, qui [...] recueille le plus d'informations et donne le plus de chances de ne pas passer à côté des points importants » (*Ibid.*). Enfin, l'entrevue avec un questionnaire, entretien semi-structuré, permet l'accès à un niveau d'information suffisant pour l'analyse du discours qui s'en suit (*Ibid.*). Bref, l'entrevue avec questionnaire « permet d'aller plus loin » et l'on « obtient souvent une information plus complète, à un niveau plus profond, plus riche » (*Ibid.*) particulièrement si l'on compare cette méthode avec le questionnaire écrit.

3.2 Le corpus d'analyse : le discours oral des acteurs et la validité

Le corpus qui sera l'objet d'analyse dans la présente recherche est le discours oral des acteurs, soit une sélection d'agriculteurs et d'agricultrices qui affirment avoir des pratiques agricoles durables. Ces données font l'objet d'une « transcription “verbatim” de l'entrevue (mot à mot) [...] des données » (Gauthier, 2006) qui favorise une analyse du discours ultérieure plus précise. Initialement, c'est 12 entrevues qui avaient été prévues, mais un imprévu a fixé le nombre d'entretiens réalisés à 11.

La validité de ce corpus d'analyse s'établit par le fait que cette « méthode de recherche utilisée a été capable de répondre à la question posée » (Deslauriers, 1991). En l'occurrence, la question de recherche est la suivante : comment le concept d'agriculture durable peut-il se préciser à partir de l'expérience d'agriculteurs et agricultrices de la Petite-Nation. Pour ce faire, l'analyse du discours oral des acteurs par l'entremise de la transcription verbatim rend possible l'extraction d'éléments qui nourrissent l'étendue du concept d'agriculture durable. De fait, l'analyse qualitative par sa posture permet une plus grande « souplesse » ayant un objectif de recherche à même temps large et circonscrit comparativement à l'analyse quantitative qui part avec une « hypothèse hâtive » ne laissant pas place à l'émergence de

nouveau contenu cherchant plutôt la confirmation d'une explication (Grawitz, 2001). De plus, la présente étude qualitative, donnant la parole à des agriculteurs et agricultrices, la « collaboration de l'interviewé [est] jugée suffisante pour que les données recueillies soient considérées comme valables » (Poupart et *al.*, 1997). Enfin, la validité du corpus, selon Savoie-zalc, par la posture de l'entretien qualitatif, interpelle la notion « d'engagement volontaire » qui permet aux intervenants « de partager un savoir d'expertise » et, avec le chercheur de « dégager conjointement une compréhension d'un phénomène d'intérêt » (Gauthier et *al.*, 2003) en l'occurrence leurs représentations de l'agriculture durable par leurs expériences décrites à l'oral.

3.3 L'échantillonnage non systématique sur la base des contraintes et des opportunités

D'abord, pour la présente recherche, le choix du terrain de l'étude se justifie par la découverte d'un secteur de l'Outaouais, la Petite-Nation¹⁴, dans le cadre d'un voyage exploratoire personnel réalisé en 2010. La découverte de l'existence de plusieurs projets agricoles biologiques ou encore de façons de faire différente de l'agriculture conventionnelle, a inspiré la réalisation de l'actuelle recherche et a motivé la sélection de ce terrain pour y effectuer la collecte de données. À travers le bottin en ligne « Croquez l'Outaouais » de la Table de concertation agroalimentaire de l'Outaouais (TCAO)¹⁵, un échantillonnage non systématique de 12 fermes de la Petite-Nation a été fait sur la base des contraintes et des opportunités du terrain de recherche. Or, il s'est avéré que toutes les personnes interviewées semblaient a priori témoigner du caractère de durabilité de leur façon de faire de l'agriculture. Parmi les personnes rejointes par téléphone, 11 ont accepté de participer à la recherche. D'ailleurs, des entrevues ont été réalisées avec des agricultrices permettant ainsi l'accès au point de vue des femmes, traditionnellement exclues du monde agricole. De plus, le corpus démontrait une variété du type de fermes (maraichère, d'élevage, de polyélevage, d'élevage et maraichère, etc.) constituant ainsi la diversité des perspectives y étant reliées. Parmi les entrevues, il y avait des fermes certifiées biologiques, démarche promulguant déjà des éléments de

¹⁴ Au niveau administratif et politique, cette région représente une partie de la MRC Papineau.

¹⁵ <http://www.agro-outaouais.com/fr/repertoire/> consulté en janvier 2011

durabilité. Les personnes interviewées représentaient aussi plusieurs tranches d'âges (20-30 ans; 31-40 ans; 41-50 ans; 51 ans et plus) permettant ainsi un point de vue en tant soit peu générationnel. De surcroît, l'investissement de temps passé à la ferme (temps partiel ou temps plein) permet aussi de différencier les points de vue des intervenants. Ainsi, ces contraintes et ces opportunités ont permis d'arriver à des éléments d'analyse variés et pertinents pour la présente recherche. Parmi les 11 agriculteurs interviewés, il y avait 4 agricultrices et 7 agriculteurs. Il y avait 7 fermes maraichères, dont une qui faisait aussi de l'élevage, et 4 fermes d'élevage dont une ferme produisait aussi des fruits et du miel. Il y avait 7 fermes certifiées biologiques. Il n'y avait qu'une personne dans la tranche d'âge 31 à 40 ans, 5 personnes âgées de 41 et 50 ans et 5 personnes de 51 ans et plus. Il y avait 7 personnes s'investissant sur la ferme à temps plein et 5 autres personnes y oeuvrant à temps partiel. Ces opportunités qui se sont présentées ont tout même permis de disposer d'un échantillon diversifié et d'obtenir un éventail satisfaisant de la région à l'étude afin d'en dégager des éléments nouveaux pour l'enrichissement du concept d'agriculture durable. Dans un souci de considération de la présence des femmes en agriculture, il était important d'avoir un partage de leur expérience. L'opportunité d'avoir différents types de ferme apparaissait comme la possibilité de voir des réalités différentes ou similaires émerger lors de l'analyse. La certification biologique apparaissait comme une opportunité pouvant indiquer des éléments de durabilité. Les différentes tranches d'âge se présentaient comme l'opportunité de comprendre la réalité vécue par la relève agricole, mais aussi celle des fermes établies. Malgré que plusieurs tentatives aient été faites pour avoir des intervenants âgés de 20 et 30 ans, la majorité ceux-ci ne se sentaient pas directement interpellés vu leur indécision face à leur continuation en agriculture, en l'occurrence dans la ferme familiale. Le processus d'échantillonnage a donc vécu avec cette contrainte. L'opportunité d'avoir des intervenants en fonction de leur emploi du temps à la ferme apparaissait comme une dimension intéressante pouvant influencer la réalité économique de la ferme et de la famille.

Tableau 3.1 Opportunités et contraintes des entrevues avec les agriculteurs et agricultrices de la Petite-Nation

Intervenant/ critères	Intervenant 1	Intervenant 2	Intervenant 3	Intervenant 4	Intervenant 5	Intervenant 6	Intervenant 7	Intervenant 8	Intervenant 9	Intervenant 10	Intervenant 11
Âge	51ans &+	41 - 50 ans	51ans &+	41 - 50 ans	51ans &+	31 - 40 ans	41 - 50 ans	51ans &+	51ans &+	41 - 50 ans	41 - 50 ans
Genre	F	F	H	H	H	F	H	H	H	H	F
Occupation	temps plein	temps plein	temps plein	temps plein	temps partiel	temps partiel	temps plein	temps plein	temps plein	temps partiel	temps partiel
Se définit comme :	Nourrir la terre pour nourrir les humains	Cycle naturel des animaux	Pas d'intrants & réutilisation du fumier	Respect de l'environnement	Aucune altération du milieu naturel	Écologique, économiquement viable, socialement intéressant	Résilient, respectueux	Nourrir la terre; générations futures	Production écologique	Santé; horreur des pesticides	Gros bon sens
Type de production	Maraichère bio	Polyélevage bio	Élevage bovin	Élevage bovin	Polyélevages miel & bleuets	Maraichère bio	Maraichère bio	Maraichère bio & élevage	Maraichère bio & élevage	Maraichère bio	Maraichère bio

3.4 L'instrument technique utilisé

L'instrument technique utilisé se résume à l'enregistreur numérique permettant d'enregistrer les entrevues du début à la fin autant que possible.

3.5 Le lieu des entrevues et le moment de la collecte de données

La majorité des entrevues ont été réalisées directement sur les fermes, soit au domicile des intervenants, à l'exception de 3 entrevues qui se sont déroulées respectivement dans une auberge, un appartement et un restaurant sympathique peu fréquenté en après-midi un vendredi. Toutes les entrevues ont été réalisées entre la fin du mois de janvier et la fin du mois de février 2011, afin de profiter de cette période d'accalmie pour les agriculteurs, davantage saisonniers.

3.6 Le questionnaire de l'entrevue : bonifier le modèle initial de l'agriculture durable

En partant du modèle théorique présenté précédemment, la démarche de l'entretien semi-structuré par le questionnaire cherchait à extraire indirectement du discours oral des interviewés des informations suivant les trois dimensions de l'agriculture durable. En fait, l'idée de l'entretien semi-structuré, tel qu'expliqué plus tôt, tient des questions d'ordre générales et ouvertes pouvant permettre lors de l'analyse subséquente l'émergence d'éléments pertinents pour la bonification conceptuelle de l'agriculture durable. Voilà pourquoi des questions ont été posées sur le parcours, l'expérience, la situation actuelle, les motivations et les principes et valeurs des agriculteurs et agricultrices interviewés. En effet, de cette façon, la possibilité de voir des éléments qui de prime abord ne semblent pas apporter de réponses claires et directes à la question peuvent apporter ultérieurement des éléments nouveaux à la suite d'une analyse de l'ensemble du discours des intervenants en tenant plus compte des

questions posées. Par la suite, plusieurs thèmes en lien avec les différentes dimensions de l'agriculture durable ont fait l'objet du questionnaire. Il était question de voir en quoi le contenu qualitatif des entrevues pouvait apporter des éléments nouveaux lors de l'analyse subséquente du discours des acteurs. Concernant la dimension environnementale, les interviewés ont été questionnés sur les moyens de protection et de préservation de l'environnement, les services rendus à l'environnement, et sur la certification biologique. Ensuite, du point de vue de la dimension sociale, le questionnement s'attardait aux relations avec la population, les instances diverses, les agriculteurs, leur réseau de soutien et le zonage. Finalement, la dimension économique donnait lieu d'un questionnement sur l'implication des institutions financières, l'expérience avec le financement public, l'influence de la mise en marché, le revenu annuel, et le pourcentage du revenu familial issu de la ferme. Ainsi, l'entrevue structurée et indirecte, par l'entremise de questions ouvertes au début et plus ciblées par la suite, permet, lors de l'analyse, de voir comment des éléments nouveaux peuvent alimenter le sens du concept d'agriculture durable, bonifiant ainsi le modèle initial du cadre théorique.

3.7 L'analyse du discours : du processus de catégorisation, au choix de concepts et à la proposition d'une théorie

À la suite de la retranscription à l'écrit du discours oral des acteurs, l'analyse du discours se penche sur le matériel écrit comme lieu « d'analyse interne des documents » qui ultimement permet de tirer « un sens social » par l'entremise de « l'écriture » et de « la lecture » selon Sabourin (Gauthier et *al.*, 2006). En fait, comme le suggère Deslauriers, il est important de ne pas trop lire d'autres recherches qui pourraient précocement influencer l'analyse des données (Deslauriers, 1991). Il faut d'abord s'imprégner du contenu de nos entrevues maintenant écrites en commençant par les lire, en poursuivant par les relire, et en persévérant par une « rerelecture » (*Ibid.*). Ensuite, l'analyse du discours écrit doit, selon Deslauriers, être l'occasion de « découper et réduire les informations en petites unités comparables, en noyaux de sens pouvant être rassemblés » (*Ibid.*). En effet, cette étape est l'occasion de regrouper les idées récurrentes d'une entrevue à l'autre pour pouvoir déterminer des thèmes plus

englobants, des catégories. À ce niveau, l'analyse passe à l'étape suivante se prêtant ainsi au jeu de la catégorisation. En fait, après avoir dans un premier temps « déconstruit » les données, on entreprend une démarche de « reconstruction » et de « synthèse » des données (*Ibid.*). Cette étape consiste donc précisément à rassembler plusieurs thèmes et sous-thèmes sous une même catégorie plus large et inclusive, qui permet alors de nuancer et de distinguer les éléments du discours des acteurs. Ainsi les précisions apportées dans chaque catégorie de thèmes rendent-elles une idée plus claire de la réalité sociale à l'étude (*Ibid.*). Ultérieurement, l'analyse doit être l'occasion de « produire une synthèse explicative des informations recueillies (*Ibid.*). En l'occurrence, la présente recherche cherche ainsi à faire émerger du discours des agriculteurs interviewés des catégories qui deviennent alors des concepts clés pouvant ajouter des précisions au concept central d'agriculture durable. Ainsi, le déploiement des concepts, grâce à l'analyse des données, permet l'élaboration d'une théorie comme « d'un ensemble de concepts auxquels s'ajoutent les relations mutuelles qui présument exister entre ces concepts » (Selltitz, Wrightsman et Cook, 1997). Au final, l'analyse peut déboucher sur une nouvelle conception qui est alors une tentative d'explication d'un phénomène social par le jeu d'interrelations conceptuelles « significatives, ordonnées et cohérentes » permettant une meilleure compréhension d'une réalité donnée (Deslauriers, 1991). Dans le cas de la présente recherche, la lecture et la relecture ont permis de regrouper d'abord plusieurs thèmes et sous-thèmes au travers les trois dimensions au préalable sélectionnées soit l'environnement, le social et l'économie donnant lieu ensuite à la détermination de catégories. De ces trois dimensions sont ressortis les différents thèmes suivants. Pour la dimension de l'environnement, tous les thèmes ressortis de l'analyse (nature, écosystème, base de la vie, sol, équilibre, respect de l'environnement, interdépendance, biodiversité, préservation, emprunt, eau et approche) ont donné lieu à la catégorie philosophie holiste de l'agriculture avec les déclinaisons suivantes : agriculture écosystémique (eau, air, sol et biodiversité) et l'approche (biologique, nourrie à l'herbe, naturelle, traditionnelle, localisme et recyclage). Pour la dimension sociale, tous les thèmes décelés par l'analyse (communauté, milieu de vie, appartenance, famille, fraternité, soutien, confiance, partage, échange, partenariat, regroupement, réseautage, engagement et implication) ont donné lieu à la catégorie solidarité avec les déclinaisons suivantes : solidarité entre la ville et la campagne, solidarité entre les agriculteurs et dans les milieux associatifs. Parmi les thèmes suivants : transformation,

solution, exemple, conscience, volonté, choix, accessibilité, générations futures, survie de l'agriculture, disparition, vitalisation, transfère, relève, territoire agricole, spéculation et consultation, l'analyse subséquente a donné lieu à la catégorie avenir. Cette dernière se décompose par les sous-catégories suivantes : les générations futures, la vocation agricole, la réforme agraire, le soutien de la relève et l'accès à la terre. Dans la dimension économique les thèmes suivants : finances, contraintes financières, subvention, financement, investissement, endettement, épargne, revenus, gestion, mise en marché, distribution et vente directe, ont été regroupés sous la catégorie rentabilité à son tour décomposée en sous-catégories par les facteurs d'influences, le seuil de rentabilité, l'autre rentabilité et la mise en marché autonome. Les présents résultats ressortis de l'analyse n'ont pas la prétention d'arriver à fonder une nouvelle théorie, néanmoins un concept intéressant vient recouper plusieurs des catégories susmentionnées. C'est le concept de proximité qui peut être croisé avec la philosophie holiste de l'agriculture écosystémique et des différentes approches, la solidarité sociale, et la mise en marché autonome. Ainsi, ces différentes catégories permettent d'enrichir le contenu du concept d'agriculture durable. Le chapitre qui suit explicite les résultats de l'analyse du discours des agriculteurs et agricultrices interviewés dans le cadre de la présente recherche qui ont permis de bonifier le cadre conceptuel de l'agriculture durable.

CHAPITRE IV

LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

À partir de l'analyse du discours des intervenants, quatre principaux concepts sont ressortis soit : la philosophie de l'agriculture, la solidarité, l'avenir et la rentabilité, permettant la reformulation du concept d'agriculture durable y adjoignant le concept de proximité.

4.1 La philosophie holiste de l'agriculture

Les résultats de la recherche permettent d'éclaircir le concept d'agriculture durable à partir de la philosophie holiste de l'agriculture des intervenants. D'abord, il apparaît que pour l'ensemble des intervenants l'agriculture et la nature sont représentées dans une relation de proximité. Cette philosophie de l'agriculture peut être qualifiée d'holiste dans une logique d'intrication entre la nature et l'agriculture conçue de façon globale. Un des agriculteurs explique cette perspective d'intégration de l'agriculture dans la nature environnante par le fait de pas être en « compétition et exploiter » une ferme au « détriment de la nature », mais plutôt de « redonner et retourner » à la nature ce qui n'est pas cultivable. Une autre intervenante explique cette idée par une relation fondamentale et indissociable (agriculture-nature) qui nous rend « capable de se nourrir, le plus important, la base des besoins de l'être humain [...] grâce à la terre ». Bref, l'ensemble des intervenants décrivent leur philosophie de l'agriculture par le « respect » de l'environnement, la « protection », la « préservation », l'« équilibre » et l'« harmonie » avec la nature. Une agricultrice résume bien l'idée générale de l'ensemble des entrevues dans ces termes : « [o]n préserve quand même la terre, on va la laisser dans un meilleur état. [...] Notre mission c'est de nourrir en respectant la Terre et ses ressources ». Dans le discours des intervenants, il est possible d'identifier deux aspects découlant de leur philosophie holiste de l'agriculture, soit la perspective de proximité avec

l'écosystème et ses ressources d'une part, puis les différents angles d'approche qui dénotent cette agriculture holistique. Les conceptions de l'agriculture partagées par les intervenants font ressortir plusieurs éléments intéressants pour la reformulation du concept d'agriculture durable.

4.1.1 Philosophie holiste de l'agriculture écosystémique

Cette philosophie laisse entrevoir une activité agricole qui s'insère dans l'écosystème en présence duquel elle s'effectue. La majorité des entrevues allait en ce sens, particulièrement au niveau des fermes maraichères :

c'est certain que pour nous ça doit se faire en harmonie avec la nature. [...] J'accepte de perdre une certaine partie de ma récolte parce que j'ai une famille de rats-laveur qui va venir dans mon champ. J'accepte de perdre une partie de ma récolte parce que j'ai 4 mamans chevreuils avec leurs petits vers la fin de la saison qui (*sic*) vont rentrer et venir faire un peu de dommage. On apprend à vivre avec nos ravageurs.

Pour l'élevage, la philosophie se situe au fait de ramener les champs de la ferme à un certain état de nature sauvage avec le moins d'interventions possible sur les terres à pâturage. Voici ce que présente un agriculteur :

J'ai trouvé un système avec lequel je n'avais pas besoin des pesticides et des herbicides. C'est les animaux qui font le travail pour nous autres, moi, je pense que notre sol maintenant est capable de capter pas mal plus de soleil et d'eau qu'avant. [...] On n'a aucun labour, il n'y a jamais de sol nu, C'est un système qui est super super simple. [...]. On crée un bon environnement pour les oiseaux, les petits insectes, il y a beaucoup plus de vers de terre dans le sol ici. C'est très vivant la ferme.

Une autre intervenante en élevage parle de respecter les besoins des animaux en les laissant en contact avec la nature dans les champs. Un agriculteur résume bien l'idée de proximité avec l'écosystème dans ces termes : « tu laisses la nature faire les choses ». Cette idée interpelle aussi une gestion des ressources naturelles selon le principe d'équilibre à la ferme particulièrement l'eau, l'air, le sol et la biodiversité.

4.1.1.1 Protection de la ressource hydrique

Dans la philosophie de l'agriculture des agriculteurs, la proximité entre l'agriculture et l'écosystème laisse entrevoir une considération particulière pour la gestion des ressources naturelles faisant partie des éléments qui interagissent avec l'écologie de la ferme. Dans la majeure partie des cas, il est question de l'utilisation et de la protection de la ressource hydrique. Au sujet du maraîchage, il en va ainsi :

Chez nous, on est dans des sols super perméables, très fragiles, drainage excessif. Puis la nappe d'eau est haute, elle est proche, tu creuses un trou puis tu es à 8-10 pieds partout. [...] On n'utilise pas de produits chimiques, on essaie de respecter l'environnement. J'essaie d'économiser mon eau, je n'utilise pas... on ne la gaspille pas.

Un des intervenants exprime le défi constant du dosage dans l'épandage du compost afin d'éviter la pollution hydrique par le ruissellement en cas de « surcharge du système » matière organique et sol. Pour cet agriculteur, la question « d'équilibre » est centrale pour ne pas « surdoser » les champs qui par érosion pourraient représenter un « gros potentiel de pollution » hydrique. L'apport en matière organique et la couverture végétale permettent au sol de résister à l'érosion selon cet intervenant. Dans le cas de l'élevage, le danger associé à l'érosion est grandement réduit dans la mesure où les prairies retournées à l'état quasi sauvage ne laissent aucun sol à nu. Voilà ce qui est expliqué à ce sujet :

Il y a très peu de lessivage. Souvent, on parle de bandes riveraines, mais, moi, j'en ai trois cents acres de ça. C'est toutes (*sic*) des bandes riveraines. [...] Je pense qu'avec ce système-là, il y a très peu d'éléments qui sortent de la ferme à cause de l'érosion.

4.1.1.2 Préservation de la qualité de l'air

Très peu d'agriculteurs ont fait directement mention de l'idée de la qualité de l'air liée à l'agriculture. Indirectement plusieurs ont évoqué l'utilisation réduite ou nulle de la machinerie amoindissant ainsi l'émission de gaz à effet de serre. D'autres ont parlé des conséquences du transport des aliments importés sans parler directement de la pollution de l'air associé au kilométrage alimentaire. Seul un agriculteur a spécifié que de laisser les

prairies à l'état sauvage pour le pâturage devient littéralement « le meilleur système pour capter le carbone » dans l'atmosphère.

4.1.1. Amélioration de la ressource pédologique

La majorité des intervenants s'accordent sur l'importance d'entretenir le sol pour le rendre plus productif, et ce, dans une continuité entre la ferme et l'écosystème pédologique. Pour un des agriculteurs, ce principe en va même de la pérennité de l'agriculture : « [nous], je pense que la valeur de base, c'est de voir le sol comme un emprunt si tu veux. Il faut en prendre soin le temps que l'on est là, que oui il produise maintenant, mais qu'il produise demain. » Une intervenante mentionne l'utilisation d'engrais verts, de cultures intercalaires et la culture de gourganes, une fixatrice d'azote, pour améliorer la qualité du sol, afin de le rendre plus propice à sa culture principale, plus exigeante. Une des fermes élevant des poules et des chèvres en plus de sa vocation maraîchère utilise le fumier et le compost de la ferme même pour enrichir le sol afin de compléter le cycle écologique. Pour les fermes d'élevage, deux méthodes sont promulguées pour l'amélioration de la ressource pédologique soit l'utilisation d'animaux en remplacement de la machinerie, ou un travail minimal du sol. Une ferme biologique de polyélevage présente la première façon de faire :

On essaie de limiter la machinerie. Pour le jardin, on utilise nos porcs pour labourer et enlever les mauvaises herbes. L'année d'avant, ils fertilisent, et l'année d'après, on peut mettre des légumes. C'est des cochons-culteurs. [rire]

Pour cette autre ferme de polyélevage, l'intervention au sol se fait de la manière suivante :

[...]. Donc, le sol ici, le travail est au strict minimum, j'ai des pâturages qui sont en place ici depuis 7 ans, qui sont super beaux, qu'il y a une diversité de végétation, qui peuvent faire l'envie de bien des gens. [...] Je pense que c'est une façon d'être en harmonie, de ne pas virer la terre à l'envers.

À son avis, la productivité gagnée en retournant la terre pour semer se paie à long terme par une détérioration du sol. De surcroît, une autre ferme d'élevage abonde en ce sens quant à cette méthode et mentionne que pour le pâturage, la présence de nombreux « vers de terre » est due au fait de laisser les champs à l'état pratiquement sauvage en faisant le moins

d'interventions possible. Pour ce même agriculteur, la préservation du sol et son entretien en va de la gestion patrimoniale de la ferme familiale à travers les générations. Un autre producteur se démarque aussi pour cet aspect au niveau de la ferme familiale. Enfant, il a pris conscience de la fragilité de cette ressource qu'est le sol. Pour lui, la préservation du sol fut une considération déterminante pour sa présente activité agricole. Il en partage son exemple :

Je me souviens, plus jeune sur la ferme de mes parents, dans le temps où ça m'intéressait la ferme, je n'étais pas trop certain, mais je le savais déjà les gros dégâts fais par l'érosion, je pleurais. Si nous un jour, on a cette terre-là, crime! Elle ne sera pas aussi bonne. C'est drôle, à ce moment-là, j'étais un peu fatiguant avec mes parents, je les ai amenés à voir ça et à faire du compostage. Puis maintenant, c'est une ferme conventionnelle, mais, pour eux, c'est intégré, de faire attention à l'érosion.

Dans l'idée de préservation, d'équilibre, d'harmonie et de protection des ressources naturelles, il s'agit également d'élargir la philosophie holiste de l'agriculture sur la perspective du principe de biodiversité à la ferme.

4.1.1.4 Préservation, cohabitation et amélioration de la biodiversité

Un intervenant s'est particulièrement démarqué au niveau de la biodiversité par la transformation d'une partie de sa ferme en milieu naturel. Il a ainsi favorisé l'accroissement de la biodiversité sur sa ferme par « l'aménagement de bassins », « d'étangs », par la restauration d'un « milieu humide », par « la plantation de 7 000 arbres » qui ont créé « des brises vents » permettant à plusieurs espèces sauvages de réapparaître dans ces « corridors de circulation » écologiques. Il explique dans ces termes ce principe d'accroissement de la biodiversité de sa ferme :

Rendre le milieu agricole le plus diversifié possible au niveau des pâturages, au niveau des essences d'arbres qu'il peut y avoir, au niveau des espèces animales qu'il y a. [...] C'est comme un espèce (*sic*) de substrat, une base de vie. [...] Tu créé de la diversité, puis ça engendre de la diversité. [...] C'est ce qu'il y a de plus important pour la nature.

La cohabitation avec la faune environnante s'intègre aussi dans l'idée de favoriser la biodiversité à la ferme dans la philosophie de l'agriculture des intervenants ici. Plusieurs ont mentionné cette idée d'harmonie avec la faune naturelle présente ponctuellement sur leur

ferme. Dans l'idée de proximité avec l'écosystème, l'agriculture s'insère aussi dans l'environnement naturel où elle cohabite avec la vie sauvage. Pour les fermes maraichères, cet énoncé résume bien le propos de la majorité des fermes « on fait tout ce que l'on peut pour préserver la ressource faunique. » Une autre agricultrice précise dans ce sens : « [c]'est sûr qu'il n'y a pas mal la faune qui vient manger. Ils viennent manger mes résidus de légumes. Il y a beaucoup d'abeilles qui viennent quand c'est le temps du sarrasin, ça apporte quand même une bonne alimentation pour beaucoup d'insectes ou de petits rongeurs. » Pour un agriculteur, le contact avec la nature faunique prend un virage plus écologiste en collaborant avec l'organisme de protection des oiseaux migrateurs, Canards illimités. La présence de la bernache d'Amérique sur une bonne partie des terres agricoles qui longent la rivière des Outaouais est possible grâce à l'agriculture qui maintient ces lieux en prairie plutôt qu'en friche et éventuellement en forêt. Ce fait permet à cet agriculteur de louer les terres de l'organisme suite au départ des oiseaux au début juin pour y maintenir une activité de pâturage et entretenir les lieux de nidification pour les oiseaux migrateurs qui reviennent au printemps suivant dans le cadre de leur passage migratoire de l'Est canadien. De plus, cette initiative a permis à Canards illimités d'épargner sur les frais de fauchage mécanique des terres de nidification en plus d'amasser des fonds par la location de leurs terres. Cet agriculteur leur loue 250 acres de terres chaque année pour y faire pâturer ses vaches avec un système de rotation intensif qui évite l'endommagement des prairies. Ainsi, il contribue à la biodiversité faunique par la préservation de ces zones humides en prairie semi-dégagée favorisant la présence des oiseaux migrateurs.

4.1.2 La philosophie holiste de l'agriculture et ses approches

Pour mettre en œuvre leur philosophie holiste de l'agriculture, l'ensemble des intervenants adopte une approche particulière qui fait écho aux principes et valeurs exposées plus haut concernant la proximité entre l'agriculture et l'écosystème. Il est question d'ici d'exposer ces différentes approches : l'agriculture biologique, l'élevage nourri à l'herbe, l'élevage naturel, la ferme traditionnelle, le localisme et le recyclage à la ferme. Toutes ces approches semblent

faire ressortir des aspects essentiels pour la redéfinition subséquente du concept d'agriculture durable.

4.1.2.1 L'agriculture biologique

Pour les agriculteurs interviewés, leur philosophie holiste de l'agriculture faisait majoritairement référence à une approche axée sur l'agriculture biologique. Cette dernière laisse entrevoir plusieurs aspects qui se déclinent de cette manière soit l'agriculture biologique comme alternative claire à l'agriculture conventionnelle, l'importance de la certification biologique, le principe d'amélioration continue et les cahiers de charges que l'on peut y associer. L'agriculture biologique comme approche représente le choix de la majorité des intervenants comme alternative évidente à l'agriculture conventionnelle. Voici ce qu'énonce une agricultrice :

L'agriculture biologique elle-même, c'est sûr que c'est un choix très très conscient. [...] Il n'était pas question de travailler autrement. Je pense que je n'aurais pas été attiré autant en agriculture si j'avais utilisé, des pesticides chimiques puis les engrais chimiques. C'est que la terre n'est jamais nourrie. [...] On n'amène jamais de matière organique ni par les composts, ni par les fumiers, ni par les engrais verts. [...] Je pense que quand on choisit de faire de l'agriculture biologique, [...] c'est une agriculture qui est respectueuse de l'environnement. [...] Ici, on travaille beaucoup avec des engrais verts. [...] On fait une rotation de trois ans ici. Ça veut dire qu'il y a toujours le tiers de nos terres qui sont en engrais vert pour toute la saison. Et c'est de la matière, des plantes qui vont pousser et que l'on enfouit au sol. Donc, on ramène toujours de la matière organique et on augmente la vie microbienne du sol.

Pour l'approche biologique, une procédure de certification existe pour assurer l'authenticité biologique des productions de la ferme. Une agricultrice, résumant bien l'opinion de la majorité des intervenants, explique les constats qu'elle tire de cette procédure :

Je trouve ça normal que ça soit exigé et je suis très contente qu'il y ait une loi qui oblige que si l'on dit que l'on fait de l'agriculture biologique et que l'on vend des produits biologiques qui obligent que l'on soit certifié.

D'ailleurs, le fait que la certification soit méconnue de la population en général semble problématique comme le soulève un autre agriculteur qui voit d'autres fermes se prétendre bio sans être certifiées. Dans le cadre de l'approche biologique, le processus de certification impose un cahier de charges aux fermes leur demandant une série de suivis dans leurs actions

quotidiennes. Un agriculteur explique la pertinence et le sérieux de cette démarche par la vérification qui est faite par « un tiers indépendant qui vient » à la ferme attester la conformité biologique des productions. De plus, pour ce même agriculteur, cette indépendance dans l'application de la réglementation provinciale pour la certification biologique « donne une crédibilité à la démarche ». Une agricultrice résume bien la faveur des fermes à l'adhésion de cette procédure de vérification dans ces termes : « [c]'est vraiment un système de traçabilité impeccable. Tu ne peux pas avoir plus de paperasse à faire que ça pour vraiment prouver que tu es conforme aux principes de la régie biologique ». Cette position mélioriste, cherchant l'amélioration constamment, de l'agriculture biologique, qui demande une régie organisée avec le suivi associé au cahier de charges de la certification, semble être plus généralement liée aux fermes biologiques comme l'explique cette même agricultrice :

Je pense que quand tu es un fermier, surtout dans le bio, tu veux vraiment essayer de toujours t'améliorer en continu. Moi, je suis allée visiter des fermes biodynamiques, j'ai lu beaucoup là-dessus. Je vois tellement ce que l'on peut faire avec ça.

Pour le suivi associé au cahier de charges, certaines fermes évaluent cette procédure assez, voire trop demandante. Pour certains agriculteurs plus familiers avec l'informatique, les cahiers de charges représentent plutôt une opportunité d'amélioration :

Moi, je vois plus comme un élément de gestion. Après ma première et ma deuxième année en production, le fait de compiler toutes les données dans mes registres, ça m'a permis de faire un bilan. Puis sans le savoir, c'est devenu des indicateurs de performance dans la troisième année. Donc, en étant si bien documenté, tu cumules une série de données brutes, par la suite tu peux les mettre en graphique, puis ça parle. Tu peux voir où tu es plus ou tu es moins en fonction des différents cycles. C'est une documentation qui nous aide à nous améliorer.

4.1.2.2 L'élevage nourri à l'herbe

Un agriculteur en élevage se démarque par son approche. Elle est conçue au moment où le problème de l'encéphalite spongiforme apparaît. En réaction à ce problème, il conçoit un type d'élevage sous une nouvelle niche « nourri à l'herbe » avec un cahier de charges précis qui sert de ligne directrice : sans grains, sans vermifuge et sans stress pour l'animal en pâturage. Cette approche est conçue à partir des liens de causalité qui ont résulté de l'analyse des

facteurs de risques à l'apparition de la maladie de la vache folle. Pour cet agriculteur, qui pratique l'élevage nourri à l'herbe en pâturage, le résultat ultime de cette approche est celui d'une viande de meilleure qualité pour les consommateurs. Pour lui, cela est simple, si un animal doit être soigné avec des médicaments, il est automatiquement exclu de la niche « nourri à l'herbe » et vendu sur le marché conventionnel.

4.1.2.3 L'élevage naturel

Pour un autre agriculteur, l'encéphalite spongiforme a aussi été l'occasion de remettre en question la façon conventionnelle de faire l'élevage bovin. L'approche de ce producteur se démarque par le caractère naturel de son élevage en pâturage. Sans non plus utiliser d'hormones et d'antibiotiques comme l'agriculteur précédent, il complète l'alimentation de ses bovins avec un peu de grains issus de sa propre culture fourragère. L'alimentation des bovins complétée aux grains donne une meilleure qualité gustative au niveau de la tendreté à son avis. Pour cet agriculteur, l'élevage naturel est une question de respect de la croissance naturelle de ses bouvillons qui sans hormones de croissance ont besoin de 2 mois de plus pour atteindre un poids similaire à ceux élevés en élevage industriel conventionnel. Il a la même politique que l'agriculteur précédent concernant les animaux qui doivent être soignés aux antibiotiques.

4.1.2.4 L'élevage traditionnel diversifié d'espèces anciennes

Pour cet autre agriculteur d'une ferme de polyélevage, l'approche employée en agriculture est celle qu'il a connue enfant sur la ferme de ses parents, l'agriculture traditionnelle. L'approche

est basée sur l'élevage d'animaux de races anciennes moins productives plutôt rares, dans un souci de maintenir la biodiversité de ces génétiques menacées de disparition par l'agriculture industrielle qui standardise et sélectionne des races en fonction de leur productivité. Sans être certifié bio vu les coûts exorbitants qu'il n'aurait pu amortir avec les revenus de la ferme, il adhère tout de même aux principes et considère que sa ferme fonctionne dans le même respect. Voici comment il décrit sa démarche :

Évidemment, moi, [...] je n'utilise pas de pesticides d'aucune manière, ni d'engrais de synthèse. [...] C'est pour ça, que je suis allé pour une agriculture qui est toujours la bonne agriculture qui se faisait d'avant les années 1975 tout simplement. [...] En quelque part (*sic*), le prix élevé du bio par rapport à ce que je peux produire ici, c'est à mon avantage. Même au niveau des œufs, tu vois je décris un peu comment mes oiseaux sont élevés, la différence c'est du grain de meunerie, j'ai pas du grain bio, pour le reste, j'ai des avantages, j'ai des races que l'on retrouve pas ailleurs. Ceux qui font du bio, ils ne peuvent pas se permettre le luxe de garder des races qui pondent 150 œufs par année, ils ont besoin d'une poule qui pond 300 œufs. [...]

4.1.2.4 Le localisme

Dans le cas de l'agriculture durable, le localisme est abordé sous l'angle de la réduction des transports associés au kilométrage alimentaire. Une agricultrice, qui résume les propos de la majorité des fermes, dénote que, l'agriculture biologique avec comme mise en marché l'agriculture soutenue par la communauté (ASC), « [c]'est un phénomène qui est plus urbain que rural ». Pour cette intervenante, qui livre ses paniers de légumes biologiques à une heure de route de la ferme, cette agriculture est locale si on la compare avec les légumes de la Californie dans les épiceries. Pour un autre agriculteur qui résume aussi la vision de la majeure partie des fermes, la difficulté du localisme est au niveau du retour de services des autres entreprises locales de la Petite-Nation, et ce malgré la connaissance des fermes. Voici ce qu'il partage :

Tu vois quand même que, les gens, ils ont un intérêt pour ce qui se passe. Même, on sent des fois dans certains commerces quand on va. On fait beaucoup affaire localement. Des fois, on se dit si les gens nous appuyaient autant que l'on les appuie, ça ferait une grande différence [rire]. [...] C'est sûr que ce serait le *fun* si la balle revenait plus souvent, si on pouvait vraiment créer une dynamique et que les gens s'appuyaient localement. C'est sûr que quelqu'un qui va magasiner à Gatineau, ou au *Club Price*, il ne viendra pas ici après. Tu ne peux pas comparer.

Autrement, un autre agriculteur, se distinguant de l'ensemble, travaille avec les autres petites fermes de sa rue au niveau de la distribution de leurs produits dans les centres urbains dans

un rayon de 100 *milles*. Il qualifie ses relations de « rapports amicaux » avec son voisinage. Pour une autre agricultrice qui semble se démarquer des autres, le localisme s'étend à l'ensemble des produits de la province comparativement à ceux que l'on importe de l'extérieur du pays. À ce propos, un autre agriculteur promeut l'alimentation saisonnière avec des produits locaux pour amoindrir la pollution associée au transport des aliments importés.

4.1.2.6 Le recyclage à la ferme

Dans une optique de réutilisation de matériaux usagés, une agricultrice se distingue en mentionnant qu'ils ont érigé un bâtiment agricole à partir d'une vieille grange avec l'ajout de bois de leur terre, des fenêtres et des portes récupérées. Pour une autre agricultrice, la récupération de « l'huile de friture » permettra de chauffer les « serres » de culture pour les saisons froides, le tout dans un objectif d'« indépendan[ce] » reliée à l'emploi du « pétrole ». Pour un autre agriculteur, la ferme est un circuit où tout ce qui est produit en « surplus » est directement « recyclé » dans la ferme en alimentation pour les animaux et en fumier qui sert ensuite comme compost dans les cultures et ainsi de suite. Pour une autre agricultrice, il en va ainsi : « [...] On prend ce qui est produit ici pour le remettre sur les terres. [...] Ça fait partie de la philosophie. [...] On va faire avec ce que l'on a ici. »

4.2 La solidarité

Lors de la démarche de recherche des entrevues semi-dirigées, plusieurs éléments du discours des agriculteurs de la Petite-Nation recoupaient un deuxième aspect apparaissant important pour ce groupe. L'analyse du discours a permis d'amener et de dégager un concept qui rassemble ces initiatives des agriculteurs interviewés. Il s'agit de la solidarité, régnant d'abord entre les citadins et les agriculteurs (solidarité ville-campagne), ensuite entre les agriculteurs du territoire, et enfin sur les instances et associations agricoles.

4.2.1. La solidarité entre la ville et la campagne

D'abord, la solidarité est exprimée par le lien qui se crée entre la ville et la campagne, entre les fermes et les citoyens par différentes initiatives, mais principalement chez la majorité des agriculteurs en agriculture biologique. Ce lien de solidarité est tout particulier, voici comment une agricultrice biologique le décrit :

Et le plus grand soutien pour nous sur la ferme, c'est nos partenaires, on appelle ça de l'agriculture soutenue par la communauté [ASC]. [...] La mise en marché que l'on fait est assez particulière, elle rejoint des valeurs de solidarité. [...] On a décidé de vendre directement aux gens par des paniers. [...] On les appelle des partenaires, parce qu'ils achètent une part des récoltes. [...] C'est gens-là, posent un geste de supporter une ferme biologique de leur région. [...] Donc, un geste social qui pose la solidarité envers les agriculteurs bio. Il y a un côté très intéressant à l'ASC, c'est que les partenaires [...] sont invités à venir à la ferme chaque année. Ils peuvent venir quand ils veulent ici. [...] Nous on est des fermiers-fermières de famille, on est avant le médecin. On nourrit les gens. On leur apporte la santé dans leur maison en souhaitant qu'ils n'aient pas besoin du médecin de famille. [...] Donc, il y a un sentiment d'appartenance qui se crée entre la ville et la campagne, entre les fermiers-fermières et les partenaires, des gens de la ville.

De plus, une autre initiative régionale renforce la solidarité entre les agriculteurs et les citoyens par une forme de mise en marché bien particulière, le marché de solidarité régionale de l'Outaouais (MSRO). Il sera davantage explicité dans la section traitant de la rentabilité, mais pour l'instant cette mesure encourage la production locale par l'achat de denrées alimentaires locales et régionales.

4.2.2 La solidarité entre les agriculteurs de la Petite-Nation

L'intégration des fermes au milieu agricole local est un fait notable chez les intervenants. Ainsi, la solidarité entre les agriculteurs apparaît pour plusieurs agriculteurs de différentes manières. Voici d'abord un agriculteur qui résume bien le propos de la majorité au sujet des relations de solidarité entre les fermiers :

Mais, moi, j'essaie d'être plus rassembleur pour le travail d'agriculteur. [...] Comment dire, c'est hyper pratique parce que, comme agriculteur [...] pour réussir c'est vraiment d'avoir l'apport des autres fermes dans les environs, c'est vraiment important. [...] On partage le travail d'agriculteurs. [...] C'est pour ça dans le fond que tu ne peux pas t'isoler. C'est pour ça que les autres relations avec les producteurs, c'est hyper important. Si tu t'isoles, ça ne va pas bien. [...] Moi, je suis content parce qu'avec les agriculteurs, on a vraiment une bonne relation bio ou conventionnelle. [...] Nous, on partage ce métier-la. Tu sais, on a beaucoup à apprendre des autres. [...] Ça fait qu'un moment donné, on se rend des services. [...] Des échanges gagnant-gagnant, (*sic*) [dont] chacun bénéficie. [...] C'est beaucoup d'échanges comme ça, qui n'impliquent pas nécessairement de l'argent. Très souvent, c'est des échanges de services. [...] Les producteurs bio, dans le bio, c'est quand même bien jusqu'à maintenant, il y a beaucoup d'échanges et de collaboration.

Dans le même ordre d'idée, une autre agricultrice renchérit en précisant sur « l'échange » entre les fermes au niveau interpersonnel même :

« C'est sûr que les autres fermes qui font de l'ASC comme nous, on est plusieurs dans la région. C'est sûr que l'on se connaît tous. On covoiture pour des réunions. Des fois on fait des achats en groupe. On fait des soupers [rire]. On se rencontre. Des fois, on a besoin d'acheter de la paille. Ça peut-être des agriculteurs conventionnels aussi. On achète des fumiers pour faire nos composts. Donc, on fraternise, c'est facile fraterniser entre agriculteurs. On connaît pas mal (*sic*) d'agriculteurs autour. [...] [E]ntre agriculteurs, des fois c'est le soutien moral, des échanges, des échanges entre nous. Un soutien entre fermes qui peut être important, qui amène de l'eau au moulin. Les visites entre fermes, on se visite entre nous.

Pour un autre agriculteur, la solidarité entre les agriculteurs s'exprime comme un sentiment de collectivité : « [e]ntre producteurs bio, c'est comme une confrérie, on est là pour s'épauler. [...] On peut tout le temps pousser notre part, contribuer à la communauté comme ça, la solidarité communautaire. On peut tout le temps, tout le temps. » Pour un autre agriculteur, la solidarité est une question de « réseau » entre agriculteurs locaux auquel s'ajoute une aide aux nouveaux agriculteurs dans leur mise en marché. D'ailleurs, ce dernier résume bien le point de vue de la majorité des intervenants en décrivant la relation qui existe entre les fermes comme d'une « famille élargie » où il existe « un support mutuel » entre les agriculteurs. Enfin, pour un autre agriculteur, la solidarité entre agriculteurs s'exprime par le fait d'« être proche » des agriculteurs par souci de représentation sur un conseil d'administration. Il exprime aussi ce fait qui résume bien l'importance de la solidarité entre agriculteurs : « Nous autres, on travaille avec tous les producteurs.[...] Je pense que j'ai des bonnes relations avec mes confrères et consœurs en agriculture, parce que l'on ne peut pas faire ça tout seul. »

Dans des circonstances d'approches qui sont diamétralement opposées, la solidarité fait plutôt place au conflit entre certaines fermes. L'approche biologique versus l'approche agro-industrielle qui emploie des intrants chimiques apparaît problématique entre des fermes

voisines. Voici comment une agricultrice explique cette mésentente entre fermes : « il y a eu même des frictions par rapport à ça. C'est arrivé qu'ils aient arrosé en période où c'était venteux. Nous autres on est allé les voir, " excusez, mais ça, ça ne se fait pas ". Il y a eu aussi des problèmes avec les bassins d'irrigation. » Pour une autre agricultrice, la solidarité pourrait être renforcée davantage. Voici les obstacles et les limites qu'elle dénote :

On a des bonnes relations, le problème c'est que l'on se voit pas tant que ça. On est tous chacun de notre bord, l'on se regroupe pas tant que ça, il n'y a pas beaucoup de cohésion. Il y a une concentration, mais on pourrait être beaucoup plus forts, beaucoup plus organisés, mais on ne l'est pas pour une raison. Ce n'est pas parce que tout le monde a déboulé un peu, on est quand même pris chacun chez soi. On est comme tellement débordé. Ça n'arrive juste pas ou ce n'est pas le moment. Mais quand on se voit, c'est agréable. Il n'y a pas d'animosité. [...] Il y a tout [le temps] une personnalité assez forte dans l'entreprise. Moi, je pense que c'est dynamique! Il y a moins de fréquentations parce que c'est justement peut-être des personnalités, du monde qui fonce beaucoup. Ça fait que l'on est tous super occupés à faire nos affaires.

Or, pour la majorité des intervenants, l'implication d'une façon ou d'une autre sur des regroupements agricoles leur permet de participer en renforçant les liens dans le milieu agricole. Plusieurs intervenants ont mentionné s'impliquer sur la Table de concertation agroalimentaire du Conseil local de développement de Papineau pour y développer et réaliser des projets agricoles variés qui regroupent les agriculteurs. Une agricultrice mentionne son implication soutenue avec l'OBNL provincial Équiterre, qui selon elle supporte énormément les fermes biologiques à travers l'initiative de l'ASC à l'échelle du Québec. Un autre agriculteur mentionne l'importance de l'implication sur les différents comités régionaux au niveau agricole, municipal, environnemental pour le développement de la région. La majorité des intervenants ne se sent pas représentée par le syndicat de l'UPA qui selon eux est rattaché davantage à l'agriculture industrielle. Les propos de cette agricultrice résument bien la majorité des entrevues : « on trouve que ça ne correspond pas beaucoup à nos attentes, en tant qu'agriculteurs, à la dynamisation des campagnes même si c'est des petites fermes, la viabilité des petites fermes, le développement des petites fermes comme nous qui sont viables et rentables. » Seul un intervenant croit que son implication dans le syndicat de l'UPA est une façon d'amener un autre point de vue positif et « d'exprimer ses idées pour se faire entendre et respecter » plutôt que de critiquer et de se « mettre à dos du monde ». Pour une autre agricultrice, ce manque de solidarité syndicale fut l'occasion de joindre une instance syndicale citoyenne non reconnue officiellement en agriculture, l'Union Paysanne, et de s'y impliquer activement vu les nombreux problèmes qu'elle vit en agriculture comme plusieurs de consœurs et confrères du métier.

4.3 L'avenir de l'agriculture

À travers le discours des intervenants, il est apparu que l'avenir de l'agriculture les préoccupe à plusieurs égards. L'idée d'une agriculture transmise aux générations futures, la vocation des territoires agricoles menacés par le récréotourisme et la villégiature, la remise en question des politiques agricoles du Québec, le soutien de la relève agricole et l'accès à la terre sont les différents aspects ayant été mentionnés dans les entrevues.

4.3.1 L'agriculture transmise aux générations futures

Un des agriculteurs résume dans ces mots la perspective à long terme partagée par la forte majorité des intervenants par l'expression « de penser plus loin ». Pour un autre agriculteur, qui résume bien la perception de plusieurs intervenants, l'agriculture conventionnelle est un contre-exemple de cette vision pérenne de l'agriculture qu'il pratique :

Une agriculture qui va laisser la terre en meilleur état qu'elle a été prise. J'ai pris une terre ici qui a été abusée au point de vue de l'exploitation qui en a été faite depuis une quinzaine d'années. On exploitait, l'exploitation agricole exploite, ça dit ce que c'est. Actuellement, c'est ça qui est fait pour l'agriculture, on exploite les animaux, on exploite la terre, on exploite le sol, on exploite l'eau. On s'en fout un peu de comment ça va être laissé aux générations futures.

Dans l'idée d'améliorer la terre, une agricultrice présente une vision qui rejoint aussi le propos de la majeure partie des intervenants : « [c]'est un choix très conscient de nourrir la terre, de prendre soin de la terre pour qu'elle prenne soin de nous, des générations futures; pour nous et pour les générations bien bien bien futures. » Dans l'idée de faire de l'agriculture durable, un autre agriculteur évoque cette mission partagée par la majorité : « Moi, j'avais un objectif, [...] de trouver une façon que ça peut (*sic*) être durable, [et] que, quand je retourne la ferme à la prochaine génération, ça va être juste mieux. »

4.3.2 Vocation changeante d'un territoire agricole à récréotouristique

L'avenir de l'agriculture dans la région semble compromis dans la mesure où les fermes ne sont plus acquises pour l'agriculture. Un agriculteur s'exprime sur la question :

Maintenant, c'est devenu l'agriculture et la campagne de la Petite-Nation, c'est devenu du loisir. La majorité ici des fermes, qu'il y a ici dans le secteur ou une bonne partie, ont perdu leur vocation d'agriculture réelle, mais, en fait, une agriculture qui est appliquée à une agriculture de loisir. Les gens achètent les terres, parce qu'ils veulent aller en campagne, avoir des grands espaces (*sic*), mais pas nécessairement pour faire de l'agriculture. Ici sur le rang, la majorité des fermes ont perdu leur vocation. Elles sont maintenant occupées par des gens qui sont à la retraite.

Selon un autre agriculteur qui abonde aussi en ce sens, la vocation de « villégiature » estivale a transformé beaucoup la région agricole en région récréotouristique avec les résidences secondaires, ce qui a permis aux municipalités de profiter de ces « taxes » pour investir dans la refaction de nombreux « chemins » dans la région. Pour cet agriculteur, il appert que l'avenir de l'agriculture est une chose qui semble incertaine dans ce contexte. D'ailleurs, malgré qu'il aborde la cinquantaine, il se considère toujours comme relève agricole dans l'esprit de cette agriculture qui « disparaît de partout au quotidien ».

4.3.3 L'avenir : une réforme agraire au niveau des politiques

L'avenir de l'agriculture doit passer par une réforme de la loi de la protection du territoire et de l'activité agricole, c'est ce qu'en pensent plusieurs intervenants. Voici un passage qui résume bien l'esprit de plusieurs intervenants :

[...] ce qui arrive souvent que pour les petites fermes, les petites exploitations, ça peut être compliqué parce qu'il y a des nouveaux modèles qui se développent. Il y a des gens qui veulent se mettre à deux ou trois familles pour exploiter une terre. Ils veulent construire deux trois maisons et on voit bien que c'est pas possible. Bien, acheter une terre zonée blanc pour faire de l'agriculture, ce n'est pas n'ont plus une bonne chose; parce que c'est difficile après au niveau de la reconnaissance, au niveau d'être producteur agricole. C'est normal qu'il y ait des nouveaux modèles qui se développent, puis je souhaite qu'il y ait, qu'avec le zonage qu'il y ait du travail qui se fasse là-dessus. Je pense que le rapport Pronovost en parle aussi d'ailleurs. [...] Je pense qu'il y a du travail à faire de ce côté-là, pour permettre à d'autres modèles d'agriculture de s'installer. Puis, c'est ça de l'exploitation de terre à plusieurs familles, et ça ce n'est pas quelque chose qui est bien vu en ce moment par le zonage agricole.

Seule une agricultrice ne voit pas la loi comme un obstacle à l'établissement de nouveaux projets agricoles sur des portions à « morceler » avec l'éventuelle « construction » de maison, seulement, la « persévérance » est nécessaire face à la Commission de la protection du territoire agricole du Québec pour démontrer et prouver la capacité à tirer suffisamment de revenus agricoles par la production « maraîchère » notamment. Pour elle, cette loi est une « force » comparativement à la spéculation foncière agricole qui a cours aux « États-Unis et même en Ontario ». Pour un autre intervenant, qui recoupe le propos de certains autres agriculteurs, « le prix c'est un obstacle » à « l'établissement » et à « l'achat », ce qui crée la forte « pression » en faveur du « morcellement » des « terres » agricoles de la région. Il ajoute l'aspect suivant concernant la loi: « Mais c'est sûr que ça l'a un rôle bien important le zonage. Dans une région comme la nôtre, un moment donné, il faudrait voir si on ne pourrait pas l'adapter à notre réalité. » De façon plus générale, pour une autre agricultrice qui résume l'idée de plusieurs entrevues, l'agriculture, qui s'inscrit dans une vision d'avenir pour « nourrir la terre » et « dynamiser les campagnes » avec « des petites fermes [...] viables et rentables », est une question de réforme agraire qui doit venir d'une politique-cadre du gouvernement, puisque, pour l'instant, il s'agit d'initiatives « très marginales ». À ce propos, elle affirme :

je crois que l'agriculture biologique où souvent dans n'importe quel domaine que ce soit l'élevage, la production animale, la production végétale peuvent nourrir la terre. J'en suis convaincu de cela. Je suis tout à fait convaincu. C'est une question de volonté. C'est une question de réorganisation. Ça demande beaucoup de volonté pour faire un truc comme ça. Mais, c'est à nous, c'est des choix de société que l'on a à faire. Mais, nous on l'a fait personnellement ce choix-là, et on est très content qu'il y ait des gens qui embarquent, qu'il y ait des producteurs qui le fassent.

Pour deux intervenantes, la Commission pour l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ) représente un espoir pour le milieu agricole plus en marge vue, entre autres, le fort taux de participation aux audiences publiques « de petites fermes marginales qui ont présenté leurs problématiques. » Pour un autre agriculteur qui se démarque, les fermes de petite dimension, qui ont été exclues de l'agriculture avec l'industrialisation des années 70, auraient eu besoin de lois spécifiques pour être maintenues en place et garder les campagnes vivantes, ce qui est encore vrai aujourd'hui dans la région.

4.3.4 Le soutien à la relève agricole

Le soutien à la relève agricole est un défi qui reste encore à remplir pour assurer un avenir à l'agriculture, plusieurs agriculteurs s'accordent sur ce fait. Un agriculteur résume cette position des autres quant à l'état de la situation:

Quand, je vois des discours comme l'éveil agricole, tout ça dans les journaux, à la semaine verte. On encourage la relève! [inspire] Je l'avale de travers, parce que c'est beau dans le fond, c'est vrai qu'il encourage la relève, ils encouragent la relève, le fils ou la fille de quelqu'un qui a du quota pour 3,8 millions (*sic*). Il encourage ça, c'est vrai, mais pour des grosses *business*. L'accès à la propriété juste dans le résidentiel, ça devient de plus en plus dur. Dans le domaine agricole, c'est encore plus dur. C'est le bout où je trouve ça malheureux. [...] On est là puis on parle de terres en friche. On aimerait que les jeunes viennent, on a des projets. Il y a des jeunes qui ont plein d'idées. Ils ont de l'énergie et tout ça, mais il manque les sous. Concrètement, il y en a pas d'aide, le soutien il n'est pas là.

Pour un autre agriculteur qui affirme le souhait de plusieurs, l'avenir de l'agriculture passe par « des moyens déterminatifs pour aider les jeunes qui veulent s'établir » en agriculture. Il dénote aussi la difficulté pour la relève agricole de s'établir en employant l'expression « club réservé ». Pour la relève de première génération, l'établissement en agriculture est souvent impossible vu le coût exorbitant des fermes selon cet intervenant. Il ajoute aussi qu'il apparaît illogique que le prix des fermes se situe dans les 300 à 400 mille dollars, puisque pour une ferme maraîchère « des jeunes qui veulent vivre d'agriculture, c'est impossible, tu ne peux pas générer des revenus pour payer ça. » Cet agriculteur se démarque aussi par le fait de vouloir « aider d'autres jeunes à s'établir, » cela fait partie de ses « rêves ». Cet intervenant conclut que l'avenir de l'agriculture est un réel problème au Québec. Pour renchérir sur ce point, un autre agriculteur déplore que « l'âge moyen des cultivateurs au Québec est de 53 ans ».

4.3.5 L'accès à la terre agricole

L'avenir de l'agriculture apparaît aussi comme une question d'accès à la terre pour plusieurs agriculteurs. La région de la Petite-Nation étant changeante dans sa vocation territoriale et ayant été le théâtre de l'abandon de l'agriculture à petite échelle depuis les années 70, donne

lieu à l'apparition d'un autre type de fermes qui a aussi des conséquences sur sa valeur foncière. Voici comment ce phénomène est décrit par un agriculteur :

la campagne de la Petite-Nation, c'est devenu du loisir, une agriculture de loisir. Les gens qui achètent les terres veulent avoir une place pour aller se promener, avoir un cheval, peut-être un VTT, aller à la chasse au chevreuil. De la conserver la terre, ce n'est plus leur priorité, ce qui a fait en sorte que les prix ont augmenté énormément. Moi, [depuis que] je suis arrivé, en dix ans, j'ai vu les prix presque tripler ici, du fait que maintenant les gens achètent massivement des fermes, pas pour leur valeur agricole.

Un autre agriculteur décrit les effets de l'apparition de ce type de ferme dans la région comme d'un abandon indirect de l'agriculture sur ces « fermes loisirs » par le fait que les gens travaillent souvent à l'extérieur de la région et l'agriculture ne représente pas leur revenu. Il ajoute que ce phénomène amène souvent un retour de la friche lorsque ces résidents ne veulent pas louer leur terre aux agriculteurs autour qui veulent maintenir la vocation agricole. De plus, ces voisins n'ont pas l'habitude d'entretenir les clôtures et de faucher les « mauvaises herbes » ce qui crée sur les terres agricoles environnantes un effet d'essaimage problématique. Cet agriculteur ajoute que ces résidents ont tendance à construire de grosses résidences dispendieuses qui, une fois que les allers-retours ville et campagnes les ont épuisés et que les services moins présents les découragent de vivre à la campagne, ces fermes loisirs ne sont « plus achetables » par des agriculteurs vus leur trop forte valeur foncière. Pour une agricultrice qui aimerait s'établir en maraîcher, avoir « 20 acres » en culture serait suffisant pour son projet. Or, dans ses plans, une terre de « 100 acres » serait éventuellement « morcelée ». Or, elle s'« inquiète » à savoir si, au moment où elle cédera la terre aux « générations futures », la vocation agricole sera maintenue. Pour un autre agriculteur, la spéculation foncière et l'accès à la terre en appellent d'une intervention gouvernementale plus adaptée et rigoureuse :

Mais c'est sûr qu'une région comme la nôtre, le prix des terres, il faut vraiment un moment donné envisager éventuellement des lois. Il y a beaucoup de monde qui demande pour le morcellement de terres. Le danger derrière ça, des gens qui ont un but derrière ça, c'est de pouvoir construire une maison, et leur projet après ça, ils vont le laisser aller. Dans le fond, c'est de voir, c'est qui les gens qui sont sérieux derrière ça.

Pour un autre agriculteur, la spéculation foncière en milieu agricole réduit la rapidité avec laquelle la relève a accès à la terre :

Aujourd'hui, tu as plein de nouveaux producteurs, mais ça prend tellement de temps avant de ramasser le " *cash down* " pour acheter une terre que souvent, tu arrives à l'aube de la quarantaine avec la maturité, l'expérience et les fonds nécessaires. Mais là, tu arrives à un âge où là il n'y a plus de programmes d'aide. L'aspect financier n'est plus là. Ça fait que ça a joué contre nous autres ça.

4.4 La rentabilité de l'agriculture

Dans le cadre de la présente recherche sur l'agriculture durable, il apparaît crucial de souligner cet aspect qui est ressorti comme prioritaire pour plusieurs intervenants. Pour reformuler le concept d'agriculture durable, il apparaissait a priori important d'interroger les agriculteurs sur la dimension environnementale, la dimension sociale, mais aussi la dimension économique. Parmi l'ensemble des entrevues, la majorité des agriculteurs sont particulièrement touchés par cet aspect financier que représente la rentabilité de l'agriculture. La rentabilité, comme le résume bien un agriculteur, est un « gros problème » et s'observe entre autres par la diminution du nombre de fermes et d'agriculteurs. Selon lui, « il faut essayer de trouver d'autres manières pour rester rentable, parce que si on n'est pas rentable, on ne peut plus exister ». Pour un agriculteur mitigé sur la rentabilité de l'agriculture d'aujourd'hui, il reste malgré tout une option :

Moi, je pense que c'est une problématique dans le secteur, du fait que les fermes sont devenues pas abordables pour l'agriculture; du fait que les prix sont trop élevés, puis ne sont plus rentable, ne sont plus rentabilisables. [...] La seule rentabilité que je vois ici, dans le coin, c'est dans le bio, parce que sur des petites parcelles, ils peuvent produire de façon intensive avec un prix bien supérieur que (sic) ce que le régulier peut proposer.

Un autre agriculteur, résumant les propos de la majorité, entrevoit la rentabilité comme l'objectif d'une agriculture qui doit « au moins être autosuffisante et dégager des petits profits » pour être à même d'accomplir sa mission de « modèles » et « convaincre » que l'agriculture est efficiente et inspire la génération suivante à poursuivre. Bref, l'agriculture doit être rentable et viable, ce qui est bien résumé par autre agriculteur dans ces termes: « [...] durable aussi, il faut que ça dure financièrement, économiquement. Tu sais, les gens qui sont là, il faut qu'ils aillent le goût de continuer aussi ». Plusieurs autres aspects entrent en ligne de compte au niveau de la rentabilité de l'agriculture pour les agriculteurs. Ces différentes facettes se décomposent ainsi : les facteurs d'influence de la rentabilité, le seuil de

rentabilité, l'autre rentabilité de l'agriculture et la mise en marché autonome en circuit court par la vente directe.

4.4.1 Des facteurs d'influence sur la rentabilité de l'agriculture durable

La rentabilité de l'agriculture est directement influencée par bien des facteurs. La rentabilité varie entre autres par l'investissement de départ, le niveau d'endettement, les subventions, le financement, l'assurance récolte et la mise en marché. Le tableau 4.1 présente les résultats des différentes entrevues en ce qui concerne la dimension socio-économique.

Tableau 4.1 Résultats des entrevues avec les agriculteurs et agricultrices de la Petite-Nation au niveau de la dimension socio-économique

Intervenant/ situations	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Revenu	40 000\$ & +	< 10 000\$	40 000\$ & +	30 000 à 40 000\$	10 000 à 20 000\$	< 10 000\$	20 000 à 30 000\$	20 000 à 30 000\$	10 000 à 20 000\$	< 10 000\$	20 000 à 30 000\$
Rentabilité	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
% revenu familial	100%	100%	50%	90%	0%	1%	100%	100%	100%	0%	60%
Endettement	Non	Prêt	Non	Prêt	Non	Non	Prêt	Non	Non	Prêt	Prêt
Assurance récolte	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Type de production	Maraichère bio	Polyélevage bio	Élevage bovin	Élevage bovin	Polyélevages miel & bleuets	Maraichère bio	Maraichère bio	Maraichère bio & élevage	Maraichère bio & élevage	Maraichère bio	Maraichère bio
Revenu ext.	Non	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Oui
Type de mise en marché	Diversifiée ASC & MSRO	Diversifiée MSRO et marchés publics	Diversifiée (MSRO, Marché pub., & à la ferme)	Kiosque à la ferme	Kiosque à la ferme et visite agro-touristique	Revente au ferme et magasin	Diversifiée (ASC, MSRO et kiosque à la ferme)	Leur réseau de distribution en magasin	Leur réseau de distribution en magasin	Diversifiée (ASC, MSRO, kiosque à la ferme)	Diversifiée (ASC et Marché publics)
Type de Financement	Subvention MAPAQ	FAQ ¹⁶	Personnel ¹⁷	Banque et subvention	Personnel	Relève ¹⁸ & personnel	Divers ¹⁹	Divers	Divers	FAQ, Prime à l'établissement	FAQ et personnel
Genre	F	F	H	H	H	F	H	H	H	H	F
Scolarité	Universitaire	Universitaire	Secondaire	Collégiale	Universitaire	Universitaire	Universitaire	Université	Collégiale	Universitaire	Universitaire
Âge	51 ans & +	41 - 50 ans	51 ans & +	41 - 50 ans	51 ans & +	31 - 40 ans	41 - 50 ans	51 ans & +	51 ans & +	41 - 50 ans	41 - 50 ans

¹⁶ Prêt garantit de la Financière agricole du Québec (FAQ)¹⁷ Il s'agit d'un investissement personnel associé à un revenu extérieur à la ferme, ou encore d'un prêt personnel notamment.¹⁸ Subvention du MAPAQ¹⁹ Comprend plus de deux sources de financements dont le prêt garantit et la prime à l'établissement à la FAQ, diverses subventions gouvernementales et des prix de reconnaissance notamment.

4.4.1.1 L'investissement de départ et le niveau d'endettement

La rentabilité d'une ferme est reliée à l'investissement de départ au démarrage de la ferme et aussi au niveau d'endettement de l'entreprise. Pour un agriculteur, ces deux aspects influencent énormément le roulement économique de sa ferme vu que l'investissement initial a été atteint seulement vers la fin de la trentaine et les paiements mensuels élevés les amènent, sa conjointe et lui, à devoir travailler à l'extérieur de la ferme. Pour une autre agricultrice qui a acheté sa ferme à la mi-quarantaine avec une somme qui n'a pas causé d'endettement non rentabilisable par les bénéfices de la ferme, le revenu familial vient entièrement de l'activité agricole. Pour une autre agricultrice pas encore établie, la question d'endettement influence directement sa « qualité de vie » en termes de « stress » lié à la capacité de remboursement de la dette générée par la ferme. Elle préfère continuer à travailler à l'extérieur et investir sur la ferme « graduellement » étant en plus sur une terre louée. Voici le questionnement qui l'habite par rapport à l'aspect financier lié à l'endettement :

Comment je vais faire pour faire de l'agriculture pour essayer de ne pas être pris avec ça, avec cette contrainte financière-la? Ça, ça ne m'intéresse pas, parce que moi, je le sais, comment je suis en plus. Je suis très anxieuse par rapport à ça. Ça, c'est quelque chose que? C'est comme une instabilité que je ne serai pas capable de " manager ", de gérer. Puis, je ne veux pas avoir ça. [...] Je préfère commencer plus petit et essayer de trouver une façon. Ça ne me dérange pas d'avoir des dettes, mais je ne veux pas que ces dettes me stressent trop. Sinon, je ne serai pas heureuse, puis, ça ne sert à rien de faire de l'agriculture.

Pour un autre agriculteur, l'endettement n'a jamais été un obstacle pour sa ferme, il affirme que, depuis ses débuts dans les années 80, il « a toujours réussi à avoir assez de revenus pour répondre à [...] [ses] besoins. » De plus, aujourd'hui, sa ferme est libre de dettes et il ne cherche plus autant qu'avant à développer son marché puisqu'il vit une certaine « autonomie financière ». Pour un autre agriculteur qui n'a pas non plus de dette depuis plusieurs années, l'endettement n'était pas un gage d'indépendance ce qu'il l'a amené à travailler beaucoup à l'extérieur de la ferme pour les payer le plus rapidement possible. Pour un autre agriculteur, le niveau d'endettement doit être « bas » et le niveau de « profit » doit être intéressant pour avoir une « bonne situation financière » ce qui assure la rentabilité de sa ferme. Un autre agriculteur mentionne un aspect important sur l'endettement lié au roulement de la ferme qui

représente la situation de plusieurs intervenants quant à la difficulté d'épargne associée au plan de retraite :

les gens vont dire des fois : " Ah! Les agriculteurs, toi, tu vas faire ton argent quand tu vas vendre ta terre. " [...] Mais, il n'y a pas de logique avec ça. Tu sais, la vendre aujourd'hui, on ferait juste clairer nos dettes, on n'aurait pas nécessairement rien de plus. Mais, ce n'est pas logique. [...] On devrait pouvoir que quelqu'un puisse prendre la relève pour continuer. [...] Que notre fond de pension ne soit pas dépendant de la vente de la ferme à gros prix en sachant après que la ferme ne pourra pas continuer. Ça va être acheté par quelqu'un, mais qui ne la cultivera pas.

4.4.1.2 Les subventions, le financement et l'assurance

La rentabilité de la ferme est aussi une question d'accès au financement, aux subventions et à l'assurance-récolte. D'abord, la rentabilité agricole vient avec le type de financement accessible aux fermes. Un agriculteur explique la réalité du financement en agriculture non conventionnelle :

C'est certains que, moi, je trouve que les créanciers ne sont pas aidant. Il faut que tu te battes en tabarnouche. C'est dur d'avoir le " *cash* " et de te faire financer. Il faut que tu donnes toute en garantit. [...] Malgré que [...] le prêt est garanti par la Financière vu que ma conjointe et moi avons un diplôme du MAPAQ [...] Malgré ça, les banques, oublie-ça pour te donner une marge crédit de 15 000 \$. [...] Moi, je trouve que ça, c'est le bouté pas évident. Il faut vraiment que tu arrives avec du cash, que tu arrives avec papa et maman, la famille en arrière qui a du cash. [...] Je te dirais que les institutions de façon très froide, c'est des chiffres, [...] eux autres la rentabilité comme eux autres la voulait, je ne m'en allais pas en maïs grains sur 200 hectares, pour dire que ça valait tant en bourse puis c'était côté, puis pour tant d'investissement, j'étais pour rapporter tant. J'étais pour rapporter tant et puis comment en temps. [...] Il y a un ratio, puis ça te prend un facteur d'endettement qui est inférieur à tant de %, ils ont leur charte, ils ont leurs critères puis c'est des banquiers

Pour un autre agriculteur, résumant la situation de la majorité des intervenants en régie biologique, le financement des projets en agriculture biologique demande un historique de réussites d'agriculteurs entrepreneurs ayant prouvé leur « qualité de gestionnaires »:

Je pense que pour une institution financière en bout de ligne, il faut que ton projet soit viable. C'est beaucoup les gens qui sont derrière le projet. [...] C'est certain que tu avais un projet bio, ils te regardaient, parce qu'il y avait quand même, qu'il n'y avait pas de gros bagage. C'est quand même relativement nouveau, il y a comme un espèce de respect à gagner, un bagage accumulé. Au départ, je pense qu'ils te regardaient [...] un peu plus sceptique. [...] Je pense qu'il a fallu travailler très fort. On avait quand même tous les deux grandi dans ce milieu-là. Moi, j'avais une formation en administration, agronome, une formation en agriculture [...]. Crime, on était solide. Je te jure, il a fallu faire un devoir un moment donné et retourner. On avait une côte à remonter. Justement, ce n'est pas un modèle de ferme qui est habituel. [...] Mais ça évolue, je te dirais. Nous on est établis, mais, là, on a des projets et ça va nous prendre des sous. Et je te jure, il va falloir travailler fort pour arriver à le faire. [...] Ça prend un dossier hyper solide et également de la persévérance. Vraiment, il faut que tu sois entrepreneur, porteur du projet, du dossier, il faut que tu te démarques.

Dans la même optique, un autre agriculteur croit que « le niveau d'expérience » de l'agriculteur influence énormément la facilité à obtenir du financement. Pour une autre agricultrice en polyélevage biologique, la rentabilité associée au financement reste modeste dans la mesure où le choix de son conjoint et elle était « de ne pas trop s'endetter » avec la ferme. Le problème qu'elle dénote vient du fait que le « modèle » d'agriculture « diversifiée » qu'ils pratiquent n'est pas « aidé », subventionné ou « soutenu par l'État » comparativement aux élevages industrielle qui reçoivent l'ASRA qui permet d'équilibrer le revenu des fermes. Pour une agricultrice avec 35 ans d'expérience en horticulture maraîchère, c'est avec étonnement qu'elle accueille pour la première fois cette année une subvention gouvernementale. Elle résume les propos de la majorité des intervenants en dénotant que souvent les critères d'admissibilité « ne correspondaient pas » à leur âge et leurs habitudes d'acheter de la machinerie « usagée » notamment. Or, cette fois-ci, la subvention attribuée faisait référence à la « diversification en circuits courts » et elle était associée à de la recherche sur l'utilisation des « grands tunnels » en collaboration avec le « Ministère de l'Agriculture ». Dans le même sens, une autre agricultrice dénote que pour la « production biologique » les programmes de financement sont pratiquement inexistants. De plus, elle ajoute que le processus d'amélioration continue qui prévaut en régie biologique est souvent une question de « temps ou d'argent qui fait en sorte que tu ne peux pas le faire. » Pour un agriculteur, qui se démarque dans ses propos, le problème de la rentabilité est peut-être lié au fait d'avoir besoin du soutien de l'état par les subventions. Quant à lui, si les familles d'aujourd'hui investissaient autant d'argent dans l'alimentation que le faisaient les familles du temps de ses grands-parents, soit « 70% de leurs revenus » versus 30% aujourd'hui, les agriculteurs n'aurait pas autant de besoins des subventions de l'État. Un des soutiens, pas sans

conséquence sur le revenu des fermes, vient de l'assurance récolte pouvant aider à pallier aux saisons plus difficiles selon une agricultrice qui se démarque :

Au niveau de la financière agricole, elle offre des services d'assurances, agristabilité et agriinvestissement, une partie fédérale et une partie provinciale, c'est la financière agricole qui s'occupe de ça. Quelque part on a une assurance ici au niveau de notre production. Donc, ça, c'est un service que l'on se sert au niveau de la financière agricole [FAQ]. Par exemple, si on a une diminution de notre production à cause d'une maladie, les rendements sont beaucoup plus bas que les dernières années, on a le droit à une compensation.

Pour cette agricultrice qui voit une « amélioration » et « de plus en plus d'efforts » se faire au niveau des programmes d'assurances, la FAQ est actuellement à la révision de ses « critères » d'admissibilité pour intégrer dans ses « services » les fermes biologiques en ASC qui ont des « productions aussi diversifiées ».

4.4.1.3 La mise en marché diversifiée

Pour plusieurs fermes, la mise en marché diversifiée apparaît comme un choix, ou plutôt comme une manière de sécuriser les débouchés de vente de leurs produits pour s'assurer un revenu en cas d'affaiblissement d'une ou plusieurs mesures d'écoulement de leur production. Pour 7 agriculteurs sur 11, la mise en marché diversifiée fait partie de leur stratégie de vente.

4.4.2 Le seuil de la rentabilité

La rentabilité en agriculture signifie tirer un revenu adéquat de l'activité agricole comme telle. C'est ce qu'exprime un agriculteur dans ce passage :

On est rendu à un point où on a beaucoup grandi, mais [...] il faudrait beaucoup investir, si on veut devenir rentable, si on ne veut pas juste courir après. Comme l'autre il disait, " vivre décemment d'agriculture pas juste vivre sur une terre". Il dit : "oui, je veux aller vivre sur une terre. Oui, tu vas vivre, tu vas survivre, mais tu veux-tu avoir un petit peu plus. " [...] On a quand même une bonne réputation, nos produits sont bons, les gens ils les aiment, ils les achètent. Mais malgré tout ça, on a une contrainte, c'est fou! Financièrement, c'est difficile au bout à chaque année. [...] On travaille comme des fous, mais on n'arrive pas à dégager quelque chose d'intéressant. On va faire quoi?

Pour cet agriculteur qui arrive difficilement au dépassement du seuil de rentabilité, l'agriculture représente pour lui une « vocation » qui mérite une reconnaissance sociale, notamment, pour son « rôle » nourricier qui a un « coût énorme ». De plus, ces coûts restent souvent à la merci des agriculteurs qui n'arrivent pas même à dégager « un salaire minimum » selon lui. Pour lui, l'atteinte d'un salaire minimum en agriculture est un objectif qui mérite d'être reconnu socialement et politiquement. À ce niveau, la difficulté d'arrivée à un revenu qui permet aux agriculteurs de vivre de l'activité agricole cause le phénomène de foyer pluriactif. En fait, le foyer pluriactif se définit par le fait qu'un des membres de la famille va chercher un emploi à l'extérieur de la ferme pour équilibrer le budget familial. Cette situation touche la majorité des intervenants. Un agriculteur résume bien la situation, qui, dans la région, est telle que le foyer pluriactif, qui intègre un revenu extérieur à la ferme, est rendu nécessaire pour maintenir plusieurs fermes en activité en plus d'autofinancer leur développement dans certains cas. Bref, pour plusieurs agriculteurs interviewés, le seuil de rentabilité de l'agriculture, devenu un défi de taille aujourd'hui, impose aussi la nécessité d'aller chercher une source de financement du projet agricole associée aux revenus d'un autre emploi.

4.4.3 L'autre rentabilité de l'agriculture durable

Il appert que la rentabilité de l'agriculture, à première vue, semble considérer strictement l'aspect économique au point de vue financier. Pour un agriculteur qui se distingue par son propos, la rentabilité de l'agriculture doit aller plus loin. En d'autres termes, il est question d'élargir la perspective de la notion de rentabilité en ne limitant pas seulement le sens du terme à la dimension économique. Il s'agit, selon lui, d'évaluer la rentabilité à d'autres niveaux pour être en mesure de statuer sur l'efficience globale de cette agriculture rentable ou pas. Voici ce qu'il explique :

Mais la rentabilité se calcule seulement qu'en fric. Elle ne se calcule pas en génération, elle ne se calcule pas en héritage de fond de terre, en héritage de diversité. La rentabilité ce n'est pas juste de faire un bilan financier, puis de dire on dégage des profits. Ce qui reste après qu'il y a eu une agriculture qui a été faite pendant un an. Qu'est-ce qui s'est passé sur le terrain? Si on allait faire vraiment un bilan qui n'est pas juste financier. Qu'est-ce qui reste dans le sol? La terre est-tu améliorée? On se rendrait peut-être compte qu'elle est foutuement (*sic*) déficitaire cette agriculture-là qui sur papier est la plus rentable.

4.4.4 La mise en marché autonome en circuits courts par la vente directe

Pour la majeure partie des intervenants, la mise en marché autonome répond d'un critère de rentabilité. En ne passant pas par un réseau de distribution conventionnelle ou le prix doit être réduit énormément pour que 2 ou trois intermédiaires se fassent un profit sur la vente des aliments, les fermes réussissent à tirer une meilleure rentabilité par la vente directe de leur production agricole selon les propos d'une agricultrice qui représente la vision de la majorité des interviewés. Ces ventes s'effectuent aussi au niveau local. Une agricultrice explique les raisons qui motivent le choix des agriculteurs à faire de la mise en marché autonome :

Ici, c'est de nous à eux. Donc, c'est de la terre à l'assiette que l'on dit en, des agriculteurs. C'est un prix équitable pour nous, et l'on a un meilleur prix que si l'on vendait à un gros grossiste, des fois les prix sont coupés, c'est incroyable. On n'est pas capable, on a de la difficulté à compétitionner avec la Californie par exemple. Parfois, on veut vendre nos courgettes en plein été, tout le monde en a, et en plus il en rentre de la Californie, encore de la courgette à des prix tellement bas. Des fois, il faut casser les prix. On n'a pas besoin de faire ça. Pour nous, donc, on a un meilleur prix. On réussit à gagner mieux notre vie parce qu'on le vend à un prix raisonnable pour nous. Puis le partenaire a un prix qui a bien de l'allure.

Une autre agricultrice explique sa démarche en ce qui concerne l'importance de cette autonomie :

La mise en marché : assez simple, tout ce qui est vendu directement par le producteur à la ferme ou via un marché public, marché de solidarité, panier ASC et hors quotas, hors convention de mise en marché et il n'y a pas de prélevé qui est pris. [...] Il faut arrêter de juste miser sur les épiceries, c'est que l'on veut mettre le bio comme le conventionnel, on veut les mêmes canaux de productions, de distributions. [...] l'épicerie c'est fou! Mais, il faut consommer autrement, parce que c'est des petites entreprises. [...] C'est tout ce qui est alternatif les gens qui réussissent à en vivre.

Pour elle, « le niveau local », faisant partie de ses « valeurs », devait être ancré dans l'entreprise de polyélevage biologique au niveau de la vente. Comme elle explique, la vente de produits biologiques de la « Californie » au Québec reste une aberration. Pour un autre agriculteur, le marché « local » dans un rayon de « 160 km » de la ferme rejoint Montréal et

Gatineau ce qui « fait plaisir à bien du monde » de pouvoir « mange[r] local dans leur assiette. » Pour cet agriculteur qui a lui-même développé son réseau de distribution autonome dans les « magasins d'aliments naturels », permet de rassembler beaucoup de produits des fermes autour pour fournir le « marché de proximité » des grands centres urbains. De plus, la vente de sa production dans les environs ne permet pas un revenu viable pour la ferme, ce qui les a amenés à distribuer dans les villes autour. La mise en marché autonome en circuits courts est d'abord une question de vente directe. Ce qu'explique une agricultrice, qui résume les propos de tous, c'est une démarche de mise en marché axée sur « le contact vers le client » sans intermédiaire de vente par les magasins par exemple. Elle l'exprime ainsi « on vend direct ». D'ailleurs, la vente directe a aussi un avantage indéniable pour les fermes au niveau économique comme le démontre un autre agriculteur :

On a appris que si l'on voulait faire de l'argent pour rester sur la ferme, il faut être capable de faire assez d'argent. Et la seule manière de le faire, c'était de vendre au consommateur directement pour détourner les autres parties dans le système de la chaîne de distribution et *marketing*. C'est là que l'on a commencé à faire notre *marketing* de vendre directement aux consommateurs.

4.4.4.1 L'agriculture soutenue par la communauté (ASC)

L'agriculture soutenue par la communauté permet à 5 des fermes passées en entrevue de s'assurer un « marché qui est stable » d'année en année et permet à la ferme de « s'agrandir » et même « d'exister » comme le résume ainsi une agricultrice. De plus, selon elle, l'ASC empreinte d'une réelle « solidarité » marque la prise de « risque » partagée entre les « gens » participants et « l'agriculteur » au niveau de la récolte. Voici comment une autre agricultrice résume les particularités de cette forme de mise en marché :

On a décidé de vendre directement aux gens par des paniers. [...] Ça fait une grosse différence parce qu'on ne les appelle pas des clients, ni des consommateurs, on les appelle des partenaires, parce qu'ils achètent une part des récoltes. C'est un partenariat que l'on a ensemble. [Premièrement,] [l]es gens s'engagent en début de saison à prendre les paniers pour toute la saison puis nous, on s'engage à leur livrer leurs légumes toutes les semaines. C'est un geste social que les gens font en faisant ça, parce que payer d'avance un produit que tu n'as pas encore dans ta maison, que tu n'as pas encore reçu, c'est quelque chose de particulier. [...] [Deuxièmement,] [l]'ASC [...] c'est une boîte à surprise. [...] Il y a quelques fermes qui font des boîtes un petit peu plus personnalisées, mais la plupart des produits qui sont dedans, c'est quand même des produits qui sont prêts à même temps. Le troisième critère, [...] il faut y aller aux heures d'ouverture, au point de chute, c'est assez restreint souvent.

Pour un autre agriculteur, cette forme de mise en marché est une « initiative fragile » qui demande de « reste[r] à l'affut » dans la mesure où cette mise en marché « s'estomper[ait] ». La réserve de cet agriculteur pour l'ASC vient de sa constatation que l'initiative « stagne un petit peu » vu la diminution des paniers vendus dans les dernières années. Selon lui, il y a des gens « qui essaient et qui ne reviennent plus » ensuite, car l'ASC « ne convient pas à leurs besoins ». Pour un autre agriculteur, « ce ralentissement à la grandeur de la province » vient du fait que « les gens [...] veulent aussi être capables de choisir ce qu'il y a dans le panier. » Pour lui, cette formule « est évolutive » et « va devoir s'adapter [et] évoluer » pour « suivre la tendance [...] des besoins des consommateurs et des partenaires » puisqu'elle est un « incontournable » pour bien des fermes. Pour une autre intervenante, l'agriculture biologique avec l'ASC devrait être un choix qui s'impose dans certains contextes publics :

[...] Les institutions ce qui est génial c'est qu'elles ont besoins de nourriture puis on a les jeunes, les malades, ils ont besoins de bien manger. Tu sais, ça va de soi. Je pense que le système de santé et d'éducation pourrait se payer ça, avoir une bonne alimentation. Puis, il y en a partout des CLSC, des hôpitaux, des écoles.

4.4.4.2 Le kiosque à la ferme et le marché public

La majorité des interviewés ont dénoté les avantages associés au kiosque à la ferme. Elle appert que le fait de pouvoir de rester à la ferme et être attentif à la production permet premièrement d'épargner sur les coûts de transports, deuxièmement de gagner du temps du temps à la ferme et troisièmement de ne pas avoir de perte des fruits et légumes invendus qui subissent la chaleur et le transport.

La mise en marché à travers le marché public apparaît comme une mesure intéressante pour certains agriculteurs. Un des agriculteurs résume cet avis partagé par plusieurs en dénotant l'importance du marché public sous l'aspect « réseautage avec les autres producteurs pour la mise en marché » qui a permis avec ce « groupe [...] très dynamique » de lui « ouvrir des portes », d'apprendre « l'approche avec la clientèle », de créer des « opportunités » qui lui ont permis de prendre de « l'expansion ». Un autre agriculteur renchérit, le marché public est avantageux pour ces raisons :

.Le moindrement que l'on est bien positionné, que l'on a le minimum de structure qui ne coûte pas trop cher. C'est facile pour un maraicher. C'est sûr que par expérience, les boulangers, les maraichers, puis maintenant depuis que en région l'on a les vignobles, les cidres et tout ça, les gens quasiment à la limite des produits de base. Les gens vont courir les marchés publics pour aller rencontrer le producteur local. C'est dans ce sens-là que je dis que c'est facile entre guillemets. Les gens viennent à toi. Les gens en veulent. Si on est bien positionné, si tu as une belle clientèle, dans le sens que si d'un point de vue territorial, que géographiquement tu es dans une zone comme ici, on a beaucoup de tourisme. Ça a été facile, la preuve on l'a fait avec peu de moyens, on a travaillé fort oui, mais c'était quand même un niveau de difficulté qui était atteignable avec le peu de ressources que l'on avait. Donc, c'est une bonne part de mise en marché.

Pour cet agriculteur, qui mentionne un fait partagé aussi par l'ensemble, le marché public est avantageux dans la mesure où le marché doit être à proximité de la ferme pour éviter la perte de temps en déplacement et réduire le temps d'absence à la ferme, deux éléments qui créent le « paradoxe » selon lui des marchés publics. Pour une agricultrice qui se démarque, cet obstacle lié au déplacement est outrepassé par le fait d'avoir des points de chute pour les paniers biologique de l'ASC aux marchés publics des grands centres urbains. Ainsi, la vente vaut le déplacement. De plus, l'important, selon elle, avec le marché public se situe au niveau de la clientèle cible de « travailleurs » et d'acheteurs multiethniques qui donne l'opportunité à la ferme de développer un marché de légumes exotiques en demande. Pour cette agricultrice, la présence de la ferme sur ces marchés publics est constante à l'année ce qui permet aussi une « clientèle d'une fidélité incroyable ». Cette opportunité a permis à la ferme de développer une « culture hivernale » de verdure biologique en serre pour vendre aux marchés publics.

4.4.4.3 Le marché de solidarité régionale

La mise en marché à travers le marché de solidarité régionale de l'Outaouais (MSRO)²⁰, inspiré d'un regroupement en Estrie à Sherbrooke les AmiEs de la Terre de l'Estrie²¹, est une initiative relativement récente qui fut le résultat d'un regroupement de producteurs qui ont développé une coopérative de solidarité d'agriculteurs et de consommateurs avec le support de la Table agro du CLD Papineau. Cette mise en marché permet aux consommateurs de faire

²⁰ <http://www.marcheoutaouais.com/>

²¹ <http://www.amiesterre.com/>

leur commande en ligne à travers une multitude de produits locaux en provenance de toutes sortes de fermes comme l'explique un agriculteur membre fondateur. De plus, selon une agricultrice, cette initiative a permis de faire « encore plus connaître les producteurs de la région » par le fait de « développer plus de marchés locaux » en « vente directe. » Pour cette agricultrice, qui partage le même avis que la majorité des entrevues, deux gros avantages de cette initiative viennent du fait que les agriculteurs n'ont pas besoin d'être « toujours présents » au marché et ce marché peut fonctionner toute « l'année » comparativement un marché public extérieur. Pour les producteurs de viande, cet avantage est indéniable. D'ailleurs, un éleveur dénote l'opportunité de marché incontournable des « centres urbains » qui sont la réalité de mise en marché de la forte majorité des intervenants. Pour un autre agriculteur, l'autre avantage du marché de solidarité est que les consommateurs font des commandes aux fermes qui les préparent et les livrent, ce qui fait qu'il n'y a pas de perte, ce qui arrivé au marché « est déjà vendu. » Pour lui, il constate que beaucoup de ses anciens partenaires en ASC ont passé à cette initiative et achète toujours de leurs produits. Pour un autre agriculteur, ce « rapprochement [entre] le consommateur [et le] fermier, [...] c'est [...] l'idéal » et cela permet en plus « d'avoir un meilleur prix aux cultivateurs. » Pour un autre agriculteur, l'accent est mis sur le fait que les gens peuvent « choisir » ce qu'ils veulent acheter comparativement aux paniers bio de l'ASC.

CHAPITRE V

L'AGRICULTURE DURABLE : PHILOSOPHIE HOLISTE, SOLIDARITÉ, AVENIR ET
RENTABILITÉ, LA PROXIMITÉ MISE EN PERSPECTIVE

La notion d'agriculture durable, issue de la réflexion théorique de bien des auteurs des années 80 et 90, peut *a posteriori* s'inspirer du vécu des agriculteurs et agricultrices de la Petite-Nation par l'émergence d'éléments nouveaux. Il appert qu'ils et elles font de l'agriculture une vocation au nom d'un profond respect de la nature, d'une solidarité sociale, d'une vision d'avenir pour l'agriculture et en vue de l'atteinte d'une rentabilité de l'activité agricole. Tous ces éléments du discours des agriculteurs et agricultrices de la Petite-Nation permettent d'enrichir le concept d'agriculture durable à partir du cadre conceptuel présenté *a priori*. Dans la présente discussion, un concept englobant permet de dégager un visage nouveau à la conception d'agriculture durable, soit celui de la proximité. La proximité est partie prenante de l'ensemble des dimensions de l'agriculture durable dans la mesure où ce concept crée un rapprochement d'éléments par une certaine logique. D'abord, en ce qui concerne la dimension environnementale, ce concept de proximité peut s'inspirer de conceptions extraites du discours des intervenants au sujet de leur philosophie holiste de l'agriculture comme d'une relation de proximité avec la nature. Ensuite, considéré sous l'angle de la dimension sociale, le concept d'agriculture durable est relié à une forme de proximité de par l'esprit de solidarité qui règne, d'une part, entre les agriculteurs et les citoyens et d'autre part, entre les fermiers eux-mêmes. Dans un troisième temps, la perspective d'avenir de l'agriculture, laquelle anime l'ensemble des agriculteurs interviewés, découle d'une notion de proximité avec la relève et la génération qui suit. Finalement, considérée sous l'aspect de sa dimension économique, l'agriculture durable peut s'inspirer de la notion de rentabilité de l'activité agricole dans une perspective de proximité territoriale avec la mise en marché en circuits courts.

5.1 La philosophie holiste de l'agriculture : une relation de proximité avec la nature

D'abord, à partir de l'analyse du discours des agriculteurs et des agricultrices de la Petite-Nation, il apparaît que le concept d'agriculture durable peut s'inspirer de leur philosophie holiste et de leur approche pour voir l'émergence d'un concept de proximité avec la nature. Ce lien de proximité entre l'agriculture et la nature, représentant une proximité de type écologique, se définit à partir de principes qui animent la philosophie holiste de l'agriculture des intervenants. Cinq principes sont ressortis du discours des interviewés, soit le « respect », « l'harmonie », la « protection », la « préservation » et l'« équilibre » avec la nature. Ces principes, issus de la philosophie holiste de l'agriculture des intervenants, fondent cette relation de proximité écologique. Le premier élément, qui apparaît essentiel pour démontrer la proximité entre l'agriculture et la nature, vient de l'harmonie entre les animaux sauvages et la ferme, tous les deux coexistent librement avec la présence de l'autre. De plus, la notion de préservation et de protection définissant le concept de proximité écologique de la philosophie holiste des agriculteurs s'observe par l'élevage en prairie maintenue à l'état de nature. En accord avec l'idée de respect, mais aussi d'équilibre, un agriculteur précise qu'il s'agit de « laisser faire la nature ». Sur une ferme d'élevage, l'idée de respect est démontrée plutôt par le fait de laisser les animaux dans la nature afin de respecter les besoins propres à leur espèce. Pour ce qui est du concept d'harmonie, qui définit aussi la proximité écologique de la philosophie holiste de l'agriculture, un intervenant évoque le fait de redonner et de retourner à la nature ce que l'agriculture avait avec acharnement tenté de mettre en culture permettant ainsi l'harmonie de la trame agriculture-nature. La proximité écologique de l'agriculture, pour une autre intervenante, se manifeste par la conscience d'avoir cette capacité de répondre à ce besoin fondamental de l'être humain, se nourrir grâce à la terre. Ainsi, la proximité écologique de la philosophie holiste des intervenants met l'accent sur les processus naturels qui interviennent dans l'agriculture. Ces exemples démontrent le lien de proximité écologique, agriculture-nature, permettant d'élargir et de préciser la portée du concept d'agriculture durable, notamment en ce qui a trait à sa dimension environnementale, par l'émergence des principes qui fondent la philosophie holiste de l'agriculture des intervenants. En fait, ce lien de proximité avec la nature vient répondre directement à la problématique de

distance et de rupture entre l'agriculture conventionnelle et la nature, problématiques décelées préalablement (CHAPITRE I) par bien des auteurs (Peret, 2005; Deléage, 2005; Parent, 2002; Estevez et Domon, 1999). Du point de vue de la dimension environnementale de l'agriculture durable, le concept de « reproductibilité », telle qu'avancée par Landais (1998), implique directement ce lien de proximité avec la nature, comme d'un « lien écologique » qui laisse présager les cinq principes précités. En fait, ces cinq éléments concourent directement à une gestion des ressources naturelles par la pratique d'une agriculture durable et reproductible, correspondant effectivement à celle des agriculteurs interviewés. L'idée de proximité entre la nature et l'agriculture se déploie dans la philosophie holiste de l'agriculture des intervenants. D'abord, elle est exprimée par la proximité écologique de l'agriculture écosystémique, prenant en considération l'eau, l'air, le sol et la biodiversité. Ensuite, la proximité écologique s'observe dans l'approche préconisée par les agriculteurs. Ces liens de proximité écologiques, impliquant une gestion particulière des ressources naturelles, ont *a posteriori* permis l'ajout d'éléments pertinents pour la redéfinition du concept d'agriculture durable.

5.1.1 La proximité de la philosophie holiste de l'agriculture écosystémique

La philosophie holiste de l'agriculture écosystémique qui dénote cette proximité écologique va plus loin encore lorsque la gestion des ressources naturelles est considérée. La proximité de l'agriculture à l'écosystème s'exprime d'abord par la protection de la ressource hydrique, ensuite par l'amélioration de l'air, puis par le développement de la ressource pédologique et finalement par la préservation de la biodiversité.

5.1.1.1 La relation de proximité agriculture-nature par la protection de l'eau

Pour une forte majorité des intervenants, la protection de la ressource hydrique refait fréquemment surface lorsqu'est abordé le choix de bannir tous pesticides et engrais de

synthèse en agriculture. Il est prouvé que la pollution de l'eau est fortement liée à l'emploi d'agents chimiques (fertilisants et pesticides) en agriculture (Fleury, 2011). Or, malgré que la majorité des agriculteurs soient certifiés biologiques et affirment ne pas utiliser ces produits de synthèse, certains pesticides et fertilisants d'origine naturelle peuvent néanmoins présenter un risque de pollution de l'eau si l'utilisation est fréquente et l'irrigation abondante. Cependant, il reste que généralement ces conséquences sont de moindre importance comparativement à celles générées par l'agriculture conventionnelle (Benbrook, 2008). D'ailleurs, une étude réalisée en 2010 par deux chercheurs du Ministère de l'Environnement du Québec faisait état de la pollution hydrique en milieu maraîcher conventionnel à Châteauguay. Cette étude conclut à une présence de pesticides inquiétante pour la qualité de l'eau du bassin versant et que « l'action conjuguée de plusieurs pesticides, dont les concentrations dépassent simultanément les critères de qualité de l'eau est préoccupante » (Giroux et Fortin, 2010). Une autre étude réalisée par le Ministère de l'Environnement du Québec faisait aussi état d'une augmentation de la présence de pesticides dans les eaux souterraines à proximité des cultures de pommes de terre intensives (Giroux et Sarrasin, 2011). Il faut ajouter qu'une troisième étude de ce même ministère rapporte que « les cultures fruitières (petits fruits, pommes) et maraîchères font l'objet d'applications fréquentes de divers pesticides, ce qui entraîne une pression élevée à l'hectare » (Tellier, 2006). Ces études démontrent la présence de pesticides dans l'environnement et les conséquences réelles sur la qualité de l'eau, la dégradation de laquelle est associée à l'emploi de pesticides en agriculture. En effet, comme il en a été question dans la présentation du cadre conceptuel (voir deuxième chapitre), d'après Landais (1998), l'agriculture durable doit être reproductible, ce qui invite à une qualité écologique des pratiques agricoles déterminantes des conséquences sur les ressources naturelles, et ce, en évitant la pollution environnementale diffuse dans le temps et l'espace. De surcroît, il a aussi été question plus tôt d'une forme d'agriculture qui n'est pas durable, c'est-à-dire l'agriculture raisonnée. Celle-ci, qui souvent se prétend durable, prévoit plutôt une réduction de l'emploi des intrants chimiques en agriculture avec des exigences environnementales minimales (Feret et Douget, 2001). Or, il a été démontré qu'il existe néanmoins des conséquences de cette utilisation modérée : la présence de résidus de pesticides dans les aliments (Boutin et *al.*, 2011), la bioaccumulation, la décroissance et l'affaiblissement du système immunitaire chez plusieurs espèces aquatiques en contact

(Tellier, 2006)²², ainsi que la dégradation de l'état de santé des travailleurs exposés à ses produits, et ce, au dire d'un intervenant agronome d'expérience maintenant agriculteur biologique depuis plus de 10 ans. En fait, cet aspect est crucial pour la redéfinition du concept d'agriculture durable dans la mesure où la dernière politique agricole du gouvernement du Québec en matière de développement durable prévoit toujours une utilisation rationnelle des pesticides²³ sans pour autant les proscrire. Ainsi, il apparaît maintenant plus évident que le choix des agriculteurs interviewés de ne pas utiliser ces produits de synthèse est aussi associé à la protection de la qualité de l'eau, critère indéniable de la réelle durabilité de l'agriculture. D'ailleurs, les agriculteurs ayant une ferme en régie biologique se voient interdire l'utilisation de ces produits chimiques par le cahier de charge associé à la certification biologique. Par ailleurs, un agriculteur mentionne que même avec une fertilisation naturelle, l'apport de matière organique par le compost doit être fait avec un dosage équilibré pour éviter la pollution de l'eau par le ruissellement. À ce sujet, il a été démontré que « le bon niveau de matière organique constaté dans les sols en agriculture biologique augmente leur capacité de rétention de l'eau » (Fleury, 2011). Une méthode aussi axée sur la protection de l'eau consiste en la présence d'une couverture végétale permettant au sol de résister à l'érosion. À cet effet, un éleveur fait la promotion des prairies permanentes en élevage pour éviter l'érosion et le lessivage. Ces prairies tiennent lieu de bandes riveraines assurant la protection de la qualité de l'eau. Ce point est appuyé scientifiquement par le fait de ne pas avoir de moments « où le sol reste nu, limitant ainsi le lessivage des nitrates » (*Ibid.*) provenant du fumier présent dans les champs pâturés. Ainsi, ces diverses actions pour protéger la ressource hydrique permettent d'observer la proximité écologique de la philosophie holiste de l'agriculture écosystémiques des intervenants. Enfin, la préservation de la qualité de l'eau par une volonté d'éviter toute source de pollution issue de l'activité agricole amène à inclure la protection de la ressource hydrique dans la redéfinition du concept d'agriculture durable.

²² « Certains de ces pesticides ont été détectés au Québec et au Canada dans les tissus de chevaliers cuivrés (de Lafontaine *et al.*, 2002), d'amphibiens (Centre Saint-Laurent, 2005a), de loutres (Harding *et al.*, 1999) [cité dans] (Tellier, 2006). »

²³ « En matière de protection de l'environnement, la préservation de la qualité de l'eau, l'amélioration de la santé des sols, l'utilisation rationnelle des fertilisants et des pesticides, [...] sont autant de domaines où les progrès doivent se poursuivre. » Extrait tiré de l'article 3.5, axe quatrième, Le développement durable, de la « Politique de souveraineté alimentaire », MAPAQ, Gouvernement du Québec, 2013, p.39

5.1.1.2 La relation de proximité agriculture-nature par l'amélioration de la qualité de l'air

Il est important de mentionner que le rapport du GIEC de 2007, faisant état des changements climatiques, maintient que le réchauffement global de la planète est en partie « attribuable à l'agriculture » (GIEC, 2007). De plus, ce rapport statue que :

l'agriculture génère 13.5 % des émissions anthropiques de gaz à effet de serre, dont 9 % sont dues à l'élevage. Rappelons que le secteur des transports contribue pour sa part à 13,1 % des émissions. L'incidence de l'élevage est liée au fait que les fumiers sont responsables de 65% des émissions mondiales d'hémioxyde d'azote, gaz au potentiel de réchauffement global de 296 fois plus élevé que le CO₂ (GIEC, 2007).

En fait, la qualité de l'air en agriculture, plus particulièrement en ce qui a trait à la réduction des émissions de GES, est souvent une question débattue relativement à l'emploi de la machinerie. Pour certains agriculteurs de la Petite-Nation, il s'agit d'avoir une pratique d'élevage en prairie permanente, alors que pour d'autres, il s'agit d'effectuer un travail du sol par les animaux, en l'occurrence par les « cochons-culteurs ». En prairie permanente, le travail du sol étant absent, aucune utilisation de la machinerie n'est prévue. Conséquemment, aucune émission de GES associée aux pratiques mécanisées en champs n'est générée. D'ailleurs, l'élevage en prairie permanente favorise une meilleure qualité de l'air dans la mesure où elle fait office de piège à carbone (Huyghe et *al.*, 2005). Une autre étude mentionne que ce piège à carbone des prairies permanentes qui emmagasinent le carbone dans le sol « semble dépasser, en équivalent CO₂, l'émission de CH₄ [méthane] et de N₂O [protoxyde d'azote] (Fleury, 2011) » des déjections animales en champs. En comparant la prairie avec la culture fourragère, on note que « les prairies quant à elles stockent en moyenne 65 tonnes de carbone par hectare, contre 40 tonnes pour les cultures (Huyghe et *al.*, 2005). » En effet, selon cette étude, le travail du sol, surtout son labourage, a comme conséquence le « déstockage du carbone et sa libération dans l'atmosphère sous forme de gaz carbonique (CO₂) » (*Ibid.*). Il convient aussi de mentionner que bien que la culture en champs agisse comme piège à carbone, une quantité non négligeable de GES est produite par la machinerie employée pour la préparation du sol, l'ensemencement, l'épandage, la coupe, etc. En effet, ces émissions de GES, principalement dues à la combustion d'énergies fossiles générée par les procédés de fabrication, le transport des engrais de synthèse ainsi que l'emploi de la machinerie sur les fermes, résultent d'installations plus polluantes pour l'air en agriculture

conventionnelle qu'en agriculture biologique (Fleury, 2011; Rosatie et Aumaître, 2004; De Boer, 2003). D'ailleurs, une étude portant sur l'énergie utilisée en agriculture aux États-Unis chiffre l'apport de la production d'engrais de synthèse et des pesticides à 36 % (Niggli et *al.*, 2008). Malgré tout, la préservation et l'amélioration de la qualité de l'air sont des considérations particulièrement importantes pour l'agriculture durable dans la mesure où la consommation mondiale de viande ne semble pas aller en s'amenuisant alerte la FAO. Celle-ci prévoit que l'émergence des pays en voie de développement « pourrait entraîner le doublement, 465 millions de tonnes, de la production mondiale annuelle de viande d'ici à 2050²⁴ ». D'ailleurs, une agricultrice biologique en élevage diversifié se disait particulièrement consciente de l'importance de diminuer sa consommation de viande, mais aussi de bonifier cette pratique par une alimentation de viande de moindre impact pour l'environnement et de meilleure qualité pour la santé humaine, courant mieux connu sous le terme « flexitarien ». Rappelons que cette agricultrice biologique soulignait en outre l'importance d'avoir de petits troupeaux d'animaux sur les champs afin de diminuer leur charge sur l'environnement. En effet, une étude statue que l'élevage biologique utilise généralement davantage de superficies de terres pour leur élevage, ce qui diminue les impacts environnementaux (Van der Werf et *al.*, 2009). Enfin, il semble que l'enrichissement du concept d'agriculture durable soit l'occasion de remettre en question encore une fois l'emploi des agents chimiques, notamment les engrais de synthèse, et d'encourager la promotion d'une alimentation moins riche en viande, qui, en raison de l'élevage, apparaît comme une source indéniable de méfaits sur la qualité de l'air malgré l'atténuation qui s'observe en prairie permanente et en régie biologique. Bref, la proximité écologique associée à la qualité de l'air est indirectement observable et représentée par la conscience et la volonté de réduire les émissions polluantes due à la combustion d'hydrocarbure et à l'utilisation d'intrants chimiques.

²⁴<http://www.fao.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/ag/againfo/programmes/fr/lead/toolbox/Indust/LossAgbi.htm>

5.1.1.3 Le lien de proximité agriculture-nature par l'amélioration de la qualité du sol

Un lien fondamental de proximité écologique, apparu chez la forte majorité des agriculteurs interviewés, permet une contribution à l'enrichissement sémantique du concept d'agriculture durable : il s'agit de l'amélioration et de la préservation de la qualité de la ressource pédologique, indissociable d'une agriculture durable. En fait, il est crucial de bien cerner le rôle du sol pour la vie sur la planète, ce dernier assurant « des services écologiques essentiels » (Fleury, 2011) au niveau de toutes les ressources naturelles (filtration de l'eau, captage de carbone de l'air, production alimentaire, existence de la biodiversité, etc.). Un autre aspect incontournable pour l'agriculture durable provient du statut de « ressource limitée et non renouvelable » (*Ibid.*) qu'on attribue au sol. Le concept de reproductibilité de l'agriculture de Landais (1998) occupe ici une place prépondérante dans la considération de la pratique agricole dans son lien de proximité écologique avec la précieuse ressource pédologique. Pour un agriculteur, cette importance du rapport au sol est représentée par l'emploi du terme « emprunt » pour décrire les produits qu'il en récolte. Il s'agit dès lors, pour la forte majorité des intervenants, d'entretenir et de nourrir le sol dans un objectif de pérennité de l'agriculture pour les générations à venir. L'ensemble des intervenants en maraîchage biologique mentionne l'importance d'enrichir le sol de matière organique, soit par des engrais verts, des amendements de compost de fumiers recyclés, du voisinage ou de la ferme même, ainsi que l'emploi particulier de légumineuses comme semis intercalaire qui fixe l'azote de l'air au sol, le tout dans cadre d'une pratique de rotation de culture. En effet, les engrais verts sont particulièrement importants pour la fertilité des sols dans la mesure où ils la « maintiennent et l'augmentent [...] par mobilisation et remise à disposition des éléments nutritifs, notamment l'azote et le phosphore, stimulation de la vie microbienne, amélioration de la structure du sol (sic) » (Lamine et Bellon, 2009). Ainsi, comme le démontre Fleury, de nombreuses études ont fait état de « la richesse en matière organique des sols cultivés est plus élevée en agriculture biologique qu'en agriculture conventionnelle » (Fleury, 2011). De plus, une autre façon pour plusieurs agriculteurs d'entretenir le sol se situe au niveau d'un travail minimal, voire inexistant, assurant la vitalité d'éléments biotiques, tels que les vers de terre, ou encore, les micro-organismes. En effet, le travail du sol peut être problématique dans la mesure où il

occasionne une « semelle de labour » résultant d'une compaction ou un « tassement » du sol et en limitant la porosité du fait d'une déstructure physique (Lamine et Bellon, 2009). Cette situation nuirait grandement à l'activité biologique du sol (*Ibid.*). D'ailleurs, une autre manière de favoriser « la vie du sol » est liée à « l'absence de produits phytosanitaires », notamment en régie biologique (Fleury, 2011) et, en élevage traditionnel nourri à l'herbe. *A posteriori*, il apparaît que chez certains agriculteurs interrogés, la préservation du sol est intégrée et transmise d'une génération à la suivante comme d'un patrimoine familial et écologique. C'est d'ailleurs ce qui avait été avancé dans le cadre conceptuel, à savoir que la ferme familiale représente l'instance par excellence pour prendre en considération les impératifs écologiques de la ferme (Jean, 2000). De plus, il semble que, d'une génération à l'autre, l'approche promulguée puisse changer — passage de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture biologique — en fonction d'une prise de conscience écologique imposant un renouvellement de la philosophie de l'agriculture. Par souci de remédier au problème de fragilité du sol, plus particulièrement en ce qui a trait à l'érosion du sol, un agriculteur dit avoir été capable d'influencer la ferme familiale conventionnelle et de l'amener à modifier ses pratiques en se préoccupant davantage de la ressource pédologique, et ce, par le truchement d'un transfert de connaissances. À cet effet, Fleury établit l'existence d'un phénomène d'influence positive de l'agriculture biologique sur l'agriculture conventionnelle : « l'agriculture biologique est dans ce contexte, une source de pratiques et d'expériences qui peuvent être transférées dans le domaine de l'agriculture conventionnelle » (Fleury, 2011). Dès lors, considérant que la préservation et l'enrichissement du sol, par des moyens naturels et respectueux de la vie, apparaissent essentiels et cruciaux pour les agriculteurs de la Petite-Nation, leur philosophie holiste de l'agriculture écosystémique et leur relation de proximité avec la nature, il semble pertinent d'utiliser cet élément de protection et d'amélioration de la ressource pédologique comme outil susceptible d'alimenter le concept d'agriculture durable et de contribuer à son caractère de reproductibilité.

5.1.1.4 Le lien de proximité agriculture-nature par la préservation et restauration de la biodiversité

Le lien de proximité entre l'agriculture et la nature repose sur la restauration et la préservation des milieux naturels, et ce, afin d'en assurer la biodiversité, laquelle remplit des fonctions écologiques essentielles, notamment pour ce qui est du cycle de l'eau et de la pollinisation des plantes par les insectes et les oiseaux. D'ailleurs, il convient de mentionner qu'une étude importante, conduite en 1997, établissait que « pour l'ensemble de la planète, la valeur économique des 17 principaux services des écosystèmes est estimée à 33 000 milliards de dollars américains par an alors que le produit national brut total [mondial] est de 18 000 milliards de dollars par an » (Costanza et *al.*, 1997 cités par Fleury, 2011). Concernant le rôle de la biodiversité dans l'agriculture, le contact avec la ressource faunique cohabitant à l'état sauvage avec les fermes a été mentionné à quelques reprises. De cette cohabitation est ressortie l'harmonie du rapport entre l'agriculteur et les animaux sauvages, plus précisément avec les rongeurs, les insectes pollinisateurs et les cervidés. Ainsi, les abeilles jouent un rôle fondamental en rendant un service écologique à l'agriculture, assurant la pollinisation des végétaux dans les fermes maraîchères²⁵. De plus, les fermes ont besoin de ces pollinisateurs pour assurer une bonne fécondation des plantes, ce qui permet une récolte plus abondante et d'une meilleure qualité. Les pollinisateurs garantissent une plus grande « diversité floristique des prairies », ce qui, pour des élevages nourris à l'herbe, se traduit par une plus grande « qualité des produits animaux » (Fleury, 2011) vu l'alimentation diversifiée. De fait, d'après une étude récente, les retombées du rôle joué par les pollinisateurs — particulièrement par les abeilles — représenteraient pour l'ensemble de la planète une valeur de « 153 milliards d'euros » (Gallai et *al.*, 2009). Parmi les autres espèces qui cohabitent avec l'agriculture, un agriculteur, particulièrement impliqué auprès de l'organisme environnemental *Canards illimité*, collabore à la protection, la conservation, et l'entretien des habitats de la bernache du Canada. Celle-ci, lors de son passage migratoire de l'Est canadien, séjourne sur un bon nombre de terres à pâturage dans le cadre de sa nidification printanière. Une autre ferme se démarque particulièrement par son souci de la biodiversité. En effet, cette ferme a restauré

²⁵ www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/capsules/Capsule19.pdf

l'écosystème de sa ferme en ramenant un milieu humide anciennement en culture, en aménageant des bassins et des étangs, et en plantant 7 000 arbres pour créer des brises vents et des corridors de circulation écologiques qui ont effectivement attiré bon nombre d'espèces sauvages. De plus, cette plantation d'arbres a permis la création d'ilots de fraîcheur pour les animaux qui y pâturent. L'objectif recherché par cet agriculteur était de rendre sa ferme la plus diversifiée possible et, pour ajouter à cette motivation, il se consacre à l'élevage d'espèces plus traditionnelles afin de maintenir en vie ces espèces moins productives et rejetées par le système agricole productiviste actuel, lequel mise davantage sur la productivité des espèces. D'ailleurs, la FAO déclarait en 2009 que la biodiversité génétique en l'agriculture a été réduite de 75 % au courant du dernier siècle (FAO, 2009). Quant à l'établissement de haies brise-vent, il contribue efficacement à « [diminuer] la force du vent sur une distance équivalente à 10 fois la hauteur des arbres qui la composent²⁶ ». De plus, les haies brise-vents permettent des « hausses substantielles des rendements dans les champs [...] [grâce à] l'augmentation de l'humidité et de la température dans les champs à l'abri du vent²⁷ ». Dans le cas de la restauration de milieux humides, cela contribue à l'accroissement de la qualité de l'eau puisque les milieux humides agissent autant comme des filtres que comme des éponges qui régulent la crue printanière et empêchent les coups d'eau en cas d'abondantes précipitations de pluie²⁸. Ainsi, comme l'attestent plusieurs études scientifiques, le fait de reconstruire une diversité écologique assure une multitude d'interactions avec la ferme (Brown, 2001; Tschardt et *al.*, 2007). Par ailleurs, tel que mentionné précédemment, la biodiversité du sol représente pour l'agriculture un service écologique essentiel qui assure une fertilité adéquate pour l'agriculture. En effet, comme le souligne le MDDEFP :

À l'intérieur d'un pied carré de sol, on peut compter 50 000 acariens et insectes ainsi que 12 millions de vers. De la même façon, un seul gramme de sol peut contenir 30 000 protozoaires (organismes unicellulaires), 50 algues, 400 000 champignons et des milliards de bactéries²⁹.

En somme, cette biodiversité, qui figure à bien des niveaux, doit être prise en considération, lorsqu'est envisagée l'idée d'une agriculture durable, surtout en ce qui a trait à sa dimension

²⁶ <http://www.mddefp.gouv.qc.ca/biodiversite/capsules/capsule4.pdf>

²⁷ (*Ibid.*)

²⁸ <http://www.mddefp.gouv.qc.ca/biodiversite/capsules/capsule6.pdf> et <http://www.mddefp.gouv.qc.ca/biodiversite/capsules/capsule7.pdf>

²⁹ <http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/capsules/Capsule9.pdf>

environnementale. Conséquemment, diverses mesures expriment la proximité écologique de la volonté d'accroissement de la biodiversité provenant de la philosophie holiste de l'agriculture des agriculteurs interviewés. Il y a le non-emploi de pesticides — lesquels menacent la biodiversité des insectes prédateurs³⁰ et pollinisateurs ainsi que la vie dans le sol —, l'aménagement de haies brise-vents, la cohabitation harmonieuse avec la faune sauvage, le maintien en élevage d'une diversité d'animaux moins commerciaux et la protection de la vie pédologique.

5.1.2 La philosophie holiste de l'agriculture : la proximité écologique des approches

La philosophie holiste de l'agriculture des intervenants de la Petite-Nation est directement liée à l'approche qu'ils adoptent dans la pratique de leur métier. Dès lors, il s'agira de présenter la proximité écologique sous l'angle de vue des approches suivantes : l'agriculture biologique, l'élevage nourri à l'herbe, l'élevage naturel, l'élevage traditionnel de races anciennes, le marché local et le recyclage à la ferme.

5.1.2.1 La proximité écologique de l'approche biologique

La philosophie de l'agriculture, associée à l'approche biologique, est une avenue prometteuse pour l'agriculture durable, et ce, pour bien des raisons. D'abord, il apparaît dans cette étude que l'agriculture biologique entretient un lien de proximité avec la nature, particulièrement dans sa gestion des ressources naturelles, préconisant la protection, la préservation, l'équilibre, l'harmonie et le respect de ces dernières. Une récente étude du MDDEP confirmait les effets positifs sur l'environnement et ses ressources de l'agriculture biologique (Boutin et *al.*, 2011)³¹. En fait, Fleury atteste du sérieux de cette approche : « L'agriculture biologique a

³⁰ <http://www.mddefp.gouv.qc.ca/biodiversite/capsules/capsule10.pdf>

³¹ « [Les] systèmes de production biologique ont recours à de nombreuses pratiques qui ont une incidence positive sur plusieurs indicateurs agroenvironnementaux et que, conséquemment, ces systèmes vont

acquis aujourd'hui un niveau de reconnaissance qui en fait une alternative crédible à l'agriculture conventionnelle (Fleury, 2011). » D'ailleurs, cette idée représente l'avis de la majorité des intervenants de la Petite-Nation, ceux-ci étant fortement sous régie biologique par souci d'équilibre écologique et de respect de la nature, notamment par le fait de nourrir le sol et de ne pas utiliser de pesticides et d'engrais de synthèse. De fait, il appert que l'agriculture biologique se pratique dans l'objectif principal de produire de la nourriture tout en « préservant l'environnement » (Lamine et Bellon, 2009). Ce qui est aussi l'avis de la forte majorité des intervenants de la Petite-Nation. Ainsi, l'agriculture biologique est une approche qui est certifiée par des organismes indépendants qui viennent attester de la conformité de la ferme à la régie biologique, conformité assurée par le suivi des cahiers de charges comme le mentionnent les agriculteurs biologiques interviewés. Au Québec, ce processus de certification est surveillé par le Conseil des appellations réservées et des termes valorisants (CARTV) et légitimé par la Loi sur les appellations réservées et des termes valorisants (LARTV). D'ailleurs, le CARTV reconnaît à l'agriculture biologique ses orientations durables par les principes sous-jacents à la régie biologique, notamment par la certification, en matière d'amélioration continue et de santé générale de l'écosystème agricole, tel que précédemment décrit dans le cadre conceptuel³². Voici ce qu'il avance au sujet de l'agriculture biologique :

La mise en place d'un système de production biologique repose sur l'application de normes spécifiques et précises de production, dont l'objectif est de réaliser les agrosystèmes les meilleurs possible, qui demeureront durables sur le plan social, écologique et économique. Ce système de la gestion de production est conçu pour favoriser la santé de l'agrosystème, y compris la biodiversité, les cycles biologiques et l'activité biologique des sols (CARTV, 2011).

Le processus de certification est une démarche qui pour l'ensemble des agriculteurs biologiques interviewés permet de donner une crédibilité à l'approche biologique par la

généralement afficher une meilleure performance environnementale. On observe en effet des effets positifs sur des indicateurs liés à la qualité des sols (taux de matière organique et d'activité biologique, et contrôle de l'érosion), à la qualité de l'eau (risques de contamination par l'azote et les pesticides) et à la qualité de l'air (émissions de GES, séquestration du carbone et risques de dérive aérienne des pesticides). [...] [Les] systèmes biologiques ont une influence positive sur la biodiversité des espèces sauvages et domestiquées » (Boutin *et al.*, 2011).

³² Extrait du chapitre II. Or, l'agroécologie a permis de mieux définir les enjeux environnementaux, voire écologiques, de l'agriculture durable par la mise en évidence de « l'attention et l'administration rigoureuse qu'en appelle l'écosystème de la ferme avec toutes ses variables associées aux stades de développement des plantes adventices, de l'état du sol, des insectes ravageurs et des prédateurs, des maladies, des champignons, etc. » lesquelles sont autant de facteurs qui peuvent influencer « l'agroécosystème » et en requiert une « connaissance » approfondie (Hall *et al.*, 1989). Enfin, un autre aspect intéressant que l'agroécologie intègre est, selon Conway, le concept de « résilience » associée à l'agriculture durable dénotant « la capacité d'un agroécosystème à maintenir sa productivité lorsqu'il est soumis à des événements perturbateurs majeurs, de toute nature » (Conway, 1987 cité dans Peret, 2005).

rigueur de ce système de traçabilité et permet à ceux-ci d'évaluer leurs performances en ce qui a trait à l'amélioration continue de leur ferme. D'ailleurs, en France, les agriculteurs biologiques démontrent aussi un penchant pour l'amélioration continue, comme le mentionne Fleury : « ils sont souvent très attentifs et ouverts pour adopter ou plus encore innover dans de nouvelles pratiques améliorant leurs performances environnementales » (Fleury, 2011). À ce compte, Bourdais, un chercheur français pionnier qui s'est penché sur les réelles performances environnementales de l'agriculture biologique rend compte des bienfaits sur les ressources hydriques et pédologiques ainsi que sur la biodiversité de l'emploi d'intrants naturels (Bourdais, 1999). Ainsi, la proximité écologique observable avec l'approche biologique est associée aux suivis rigoureux des diverses exigences du cahier de charges. Au Québec, Boutin et ses collaborateurs, pour le compte du MDDEP, dans une étude sur l'agriculture biologique, affirment que « l'ensemble [...] [d]es résultats a permis d'évaluer l'apport potentiel du secteur biologique à la poursuite des objectifs de développement durable de l'agriculture québécoise » (Boutin et *al.*, 2011). Enfin, il semble que la philosophie holiste de l'approche biologique est fort intéressante pour alimenter l'intention du concept d'agriculture durable, de même que pour ce qui se rapporte à son processus de suivi associé au cahier de charges de la certification biologique, l'impossibilité d'utiliser des pesticides et intrants chimiques, la perspective d'amélioration continue et les pratiques agricoles associées à l'amélioration de la fertilité du sol.

5.1.2.2 La proximité écologique de l'approche en élevage nourri à l'herbe

La philosophie holiste de l'agriculture associée à l'élevage nourri à l'herbe est une approche inspirante pour le concept d'agriculture durable. L'élevage nourri à l'herbe représente une approche innovatrice pour faire face à bon nombre de problèmes environnementaux des élevages bovins industriels conventionnels. D'ailleurs, une étude produite aux États-Unis statuait sur l'élevage bovin nourri à l'herbe que : « *increasing the scale of the grass-fed beef sector—as an example of alternative livestock systems—is an important step toward solving the major problems with the conventional U.S. beef industry* » (Gwin, 2009). D'abord, cette

approche prévoit un élevage en pâturage sans aucun apport de grains dans l'alimentation des bovins, ce qui réduit énormément l'apport en excès d'acide gras Oméga-6 amoindrissant ainsi les risques sur la santé humaine associés aux cancers et aux maladies cardiovasculaires³³. En fait, l'alimentation des bovins à l'herbe dispense une viande plus riche en acide linoléique et en Oméga-3 plus bénéfique pour la santé humaine (*Ibid.*; Poulson et al., 2004; Weiss et al., 2004). Il convient d'ajouter que les ruminants, qui disposent de quatre estomacs, ont la capacité de digérer des herbes non comestibles pour les humains, en l'occurrence la diversité des herbes qui poussent naturellement dans les prairies permanentes des champs à pâture³⁴. De plus, les animaux ne reçoivent pas d'hormones de croissance et de vermifuges ou autres antibiotiques à des fins de prévention comme en élevage conventionnel, ce qui élimine les problèmes de pollution diffuse associée aux déjections animales souillées par ces produits résiduels (Gwin, 2009). De fait, l'approche nourrie à l'herbe n'engendre pas une pression environnementale aussi forte sur l'eau et l'air que dans l'élevage conventionnel vu les élevages plus petits en règle générale (*Ibid.*). Rappelons que les élevages conventionnels nourrissent principalement les bovins à l'aide de grains et d'hormones de croissance afin de favoriser un gain en poids (viande plus grasse) plus rapidement, ce qui augmente les pressions environnementales, de par l'énergie utilisée pour la culture du grain, laquelle emploie des pesticides, des engrais de synthèse et de la machinerie énergivore, et occasionne de la pollution atmosphérique et de la pollution hydrique associée à l'érosion des sols nus et au lessivage du phosphore et de l'azote³⁵. Du côté de l'approche nourrie à l'herbe, on n'utilise pas de machinerie vu la non-culture de fourrage à grain et le non-travail du sol, ce qui réduit les coûts de production (*Ibid.*). De plus, les prairies permanentes maintenues à l'état naturel favorisent l'accroissement de la biodiversité au niveau du sol et des herbes qui y poussent. Elles favorisent également l'infiltration et la rétention de l'eau de pluie, diminuant par le fait même l'érosion des sols en faisant office de bandes riveraines. Au final, les prairies permanentes permettent aussi « la séquestration de tonnes de carbone dans les systèmes racinaires complexes » des herbes du pâturage³⁶. Au niveau de la production bovine

³³ Consulté sur le site AgriRéseau :

<http://www.agrireseau.qc.ca/bovinsboucherie/documents/Paturagespaysage.pdf>

³⁴ <http://beyondfactoryfarming.org/fr/les-alternatives/production-fr/bovins-nourris-a-l-herbe>

³⁵ Consulté sur le site AgriRéseau:

<http://www.agrireseau.qc.ca/bovinsboucherie/documents/Paturagespaysage.pdf>

³⁶ <http://beyondfactoryfarming.org/fr/les-alternatives/production-fr/bovins-nourris-a-l-herbe>

conventionnelle, il appert que les besoins en grains pour nourrir les animaux, seulement aux États-Unis du début des années 80, équivalaient à nourrir 400 millions de personnes (Pimentel et *al.*, 1980). Quoique cette étude ne somme pas l'humanité de devenir végétarienne, elle mentionne néanmoins l'importance de l'approche nourrie à l'herbe pour épargner sur les coûts de production de la viande et transférer l'alimentation de céréales des animaux aux humains. En effet, dans une perspective de croissance démographique, la pression de la demande alimentaire mondiale ira toujours en augmentant. Alors, n'est-il pas nécessaire d'évaluer la demande énergétique de la production de viande? Enfin, l'approche nourrie à l'herbe fait aussi référence à une agriculture traditionnelle qui se faisait avant l'ère de l'industrialisation et de l'intensification de l'agriculture productiviste. D'ailleurs, un agriculteur interrogé, promouvant cette approche, représente la quatrième génération dans sa famille, laquelle a maintenu cette philosophie de proximité avec la nature laissant les animaux en contact avec la prairie permanente et naturelle. Au final, l'élevage de bovins nourris à l'herbe est une approche permettant une préservation et une protection de la ressource hydrique, pédologique et atmosphérique par le pâturage en prairie permanente, caractère à considérer pour le concept d'agriculture durable.

5.1.2.3 La proximité écologique de l'approche de l'élevage naturel

Cette approche de l'élevage naturel apporte certaines nuances associées à l'approche précédente sans pour autant la renier. D'abord, l'élevage naturel emploie aussi en grande partie la méthode du pâturage des bovins. Cependant, dans ce type d'élevage, l'alimentation est complétée avec une part de grains pour attendrir la viande. En effet, il appert que la même situation a cours aux États-Unis dans le monde de l'élevage bovin où l'agence fédérale de l'alimentation USDA proposait une autre niche qui devait porter le nom de « naturel » pour se distinguer légèrement de la niche nourrie à l'herbe, sans pour autant nier le principe sans hormones de croissance (Gwin, 2009). En fait, cette étude relate l'émergence de cette autre niche naturelle dans le cadre d'éleveur qui ont voulu trouver un équilibre entre l'élevage principalement aux grains et l'élevage strictement nourri à l'herbe. Voici ce que des groupes

d'éleveurs, mitigés entre les deux approches, avance : « *some grass-fed groups, anxious to boost growth rates and enhance beef tenderness, insist that "grass-only" purity is not only unrealistic but overrated. One group founder said his fellow ranchers hotly debated what supplements should be allowed* » (Ibid.). Ainsi, cette modération de l'approche nourrie à l'herbe, avec un apport de grains en fin de ligne, donne lieu à la niche d'élevage naturel. Celle-ci semble encore pertinente pour enrichir le concept d'agriculture durable dans la même mesure que l'approche précédente. Or, il faut se demander si la production de céréales provient de méthode de culture respectueuse de l'environnement au niveau des techniques de culture associée à l'emploi de pesticides, d'un travail du sol relié au potentiel d'érosion et de lessivage?

5.1.2.4 La proximité écologique de l'approche traditionnelle d'élevage diversifié de races anciennes

L'approche traditionnelle de l'élevage diversifié de races anciennes permet de contribuer à maintenir la diversité biologique associée aux animaux d'élevage. En fait, cette biodiversité des animaux d'élevages apparaît de plus en plus problématique par la décroissance de la banque génétique mondiale de l'ensemble des races qui ont marqué l'histoire agricole de l'humanité, et ce, depuis les débuts de la sédentarité. En effet, selon la FAO, cette diversité animale associée à l'élevage est incessamment réduite. Selon la FAO, il semble que la perte de biodiversité associée aux animaux d'élevage s'accroît de « 6 races par mois » parmi les « 4 500 races [...] développées au cours des 12 000 dernières années³⁷. » D'ailleurs, un des agriculteurs interviewés a à cœur cette notion de maintenir la biodiversité des races anciennes en vie de par sa propre motivation personnelle. De fait, cet aspect est relevé par la FAO soulignant que souvent la survie de races anciennes est due à des « amateurs » ou des « agriculteurs à temps partiel³⁸ » ce qui devrait plutôt être la responsabilité d'organisations mondiales et gouvernementales. L'enjeu derrière la disparition de nombreuses races est celui lié à l'adaptabilité des races commerciales à l'environnement. C'est-à-dire que bon nombre de

³⁷ <http://www.fao.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/ag/againfo/programmes/fr/lead/toolbox/Indust/LossAgbi.htm>

³⁸ Ibid.

racres anciennes ont des avantages écologiques comparativement aux racres sélectionnées pour leur productivité et leur commercialisation³⁹. Par exemple, une maladie pourrait affecter des animaux d'élevage commerciaux et pas les variétés plus anciennes⁴⁰. Particulièrement au niveau des espèces domestiquées pour l'élevage, Conservation nature affirme ce qui suit :

Ainsi, plus de 6 300 racres d'animaux domestiques ont été identifiées depuis le début de l'élevage. Aujourd'hui, plus de 1 300 de ces racres sont éteintes ou en danger immédiat d'extinction. C'est en Europe où on enregistre les plus forts taux d'extinction (55 % pour les mammifères, et 69 % pour les oiseaux)⁴¹.

En effet, la FAO et Conservation nature n'arrive pas au même chiffre dans leur évaluation de la biodiversité des racres domestiquées. Il faut se demander quels sont leurs critères de sélection des racres domestiquées. De façon générale, l'Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), mentionnait que parmi les 44 837 espèces animales et végétales inscrites au répertoire, c'est 38 % de celles-ci qui sont menacées de disparition (UICN, 2008). Selon la FAO, en 2001, il faut mentionner que pour les tomates et le maïs, juste aux États-Unis, c'est respectivement 81 % et 91 % des variétés qui sont disparues (FAO, 2001). Ainsi, la biodiversité en agriculture est aussi une question de legs aux « générations futures », et ce, dans l'idée de « transmission d'un patrimoine » de biodiversité (Fleury, 2011). Enfin, le maintien de la biodiversité des racres anciennes en agriculture en va directement d'une considération de durabilité.

5.1.2.5 La proximité géographique par l'approche du localisme

La proximité de type géographique fait référence à l'approche localiste qui pour la majorité des agriculteurs interviewés, fait référence à la vente et la distribution de leur denrée alimentaire sur le marché local. En fait, le concept de localisme qui est cœur de la notion d'agriculture durable particulièrement dans l'idée de réduire le kilométrage alimentaire associé à l'importation et à l'exportation des aliments. Cette proximité géographique de l'approche du localisme peut être associée à l'agriculture de proximité. En effet, cette agriculture de proximité pour Norberg-Hodge et ses collaborateurs, mise sur le marché local

³⁹ <http://www.conservation-nature.fr/article2.php?id=106>

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.*

puisque « l'accent est mis sur la consommation de produits locaux et la réduction de la distance entre le producteur et les consommateurs » (Norberg-Hodge et *al.*, 2005). D'ailleurs, le rapprochement entre l'agriculteur et le consommateur favorise l'accès à des aliments frais de meilleures valeurs nutritives que les aliments ayant traversé des centaines, voire des milliers de kilomètres et mûris par un procédé artificiel en chambre froide vaporisée au gaz d'éthylène (*Ibid.*). Il faut ajouter que cette chaîne de production et de distribution agro-alimentaire conventionnelle au kilométrage alimentaire démesuré a une empreinte écologique énorme associée aux fortes émissions de gaz à effet de serre liées au transport international (Rousseau et Durand, 2009). Par contre, l'agriculture de proximité, dans le cas des agriculteurs de la Petite-Nation, fonctionne énormément avec la clientèle urbaine par l'ASC, par les marchés publics urbains et le MSRO décrivant ici une agriculture de proximité périurbaine axée sur le marché des consommateurs citadins à proximité géographique. Il reste tout de même que l'établissement tout récent d'un marché public dans la région de la Petite-Nation favorise davantage l'accès à la population encore plus locale en donnant une vitrine et un point de vente aux agriculteurs de proximité. Or, il semble que pour un agriculteur interviewé, l'encouragement de la population locale reste encore un défi à surmonter. De fait, des expériences de campagnes de sensibilisation à l'achat local dans plusieurs pays démontrent des effets positifs sur l'encouragement des agriculteurs locaux » (Norberg-Hodge et *al.*, 2005). De plus, il faut mentionner que de plus en plus de citoyens se questionnent sur la provenance des aliments comme le statue Boutin : « Face à une distance de plus en plus grande de la source de leurs aliments, de nombreux citoyens cherchent à renouer avec les agriculteurs, à savoir d'où viennent leurs aliments et à raccourcir le chemin parcouru entre la fourche et la fourchette (Boutin et *al.*, 2011). » Cependant, il incombe de préciser ce qui est entendu par local en terme de marché et d'agriculture de proximité durable. Deux chercheurs américains se sont penchés sur le concept de " *food miles* ", communément traduit par kilométrage alimentaire. En fait, il est ressorti de cette étude que selon les consommateurs consultés, la notion de local n'est pas clairement définie au niveau de la distance, elle oscille entre 25 *miles* et 100 *miles*⁴² (Duram et Oberholtzer, 2010). Dans certains cas, il s'agit de concevoir local comme dans le même état (ou province) (*Ibid.*). Dans d'autres cas, local

⁴² Le kilométrage alimentaire selon cette source varierait entre 40 à 160 km entre le producteur et le consommateur.

signifie dans le même comté ou le comté voisin, voir le deuxième voisin (*Ibid.*). Dans d'autres circonstances, il est question de la distance entre la ville et la campagne, entre le consommateur et l'agriculteur (*Ibid.*). Cette étude soulève le point que le kilométrage alimentaire, même si la moyenne dans la production et la distribution conventionnelle s'élève à 2 400 km, il reste que ce concept détourne la question de l'importance de l'agriculture durable comme mode de production, plutôt que de cibler l'attention seulement sur le mode de distribution (*Ibid.*). Ainsi, il apparaît évident qu'une agriculture conventionnelle qui aurait une empreinte écologique désastreuse, mais qui serait distribuée localement n'en serait pas pour autant une agriculture durable au sens de la conception de proximité présentée dans la présente recherche. Le marché local apparaît donc comme un élément intéressant à considérer dans l'émergence de nouveaux éléments précisant le concept d'agriculture durable dans sa reproductibilité incarnée dans son lien au territoire, axe central du développement local dans la dimension écologique au sens de Landais (1998).

5.1.2.6 La proximité géographique liée au recyclage sur les fermes

Le recyclage en agriculture durable semble un aspect intéressant en ce qui concerne les conséquences associées au transport des intrants qui en agriculture conventionnelle est souvent problématique. En fait, les agriculteurs de la Petite-Nation ont majoritairement mis de l'avant une idée de recyclage des matières fertilisantes à proximité géographique de leur ferme dans le cas des fermes maraîchères ou sur la ferme même dans le cas des élevages directement en champs. En effet, il apparaît que « la présence d'animaux sur l'exploitation peut permettre au système d'être autonome en matières fertilisantes pour les productions végétales, qui elles-mêmes permettent l'autonomie alimentaire pour les animaux » (Fleury, 2011). D'ailleurs, cet aspect est particulièrement vrai pour les agriculteurs interviewés, qui travaillent avec le recyclage de fumiers provenant des fermes avoisinantes, s'ils ne réussissent pas à s'autosuffire en n'ayant pas d'animaux ou suffisamment de compost. En fait, la production biologique en soi apparaît pour le CARTV comme une forme d'agriculture qui est définie comme telle par « le recyclage de résidus végétaux et

animaux⁴³ ». Par ailleurs, le recyclage ne s'arrête pas là, une ferme se démarque particulièrement en faisant le recyclage d'huile de friture pour le chauffage hivernal de ses serres de cultures, et une autre en donnant une deuxième vie à des bâtiments agricoles et des matériaux de construction recyclés. Il faut aussi ajouter que les normes biologiques en vigueur au Québec obligent un emballage recyclable et récupérable dans les productions (Boutin et *al.*, 2011). Bref, le recyclage semble un aspect de plus à considérer dans la notion d'agriculture durable afin de réduire l'empreinte écologique associée aux intrants des fermes et en gardant à l'esprit l'idée de proximité géographique des fertilisants naturels utilisés, des combustibles de chauffages des serres et des matériaux de construction recyclés.

5.2 La solidarité comme proximité identitaire et relationnelle

Ce deuxième thème représenté par la solidarité apparaît, dans la dimension sociale, comme porteur d'un aspect qui fait écho à la vivabilité au sens de Landais (1998). En effet, pour Landais, la vivabilité est attribuable en partie à l'insertion des agriculteurs dans le réseau local des agriculteurs, en d'autres termes, le tissu social. En l'occurrence, la présente recherche, la solidarité se place comme un facteur de possibilité et de réussite de cette agriculture pratiquée par les intervenants de la Petite-Nation, lesquels vivent une proximité de type identitaire et relationnelle. Il semble que la solidarité se présente comme un élément déterminant pour la redéfinition du concept d'agriculture durable. Il s'agit d'une solidarité qui s'affiche d'abord dans la proximité relationnelle et identitaire entre les citoyens et les agriculteurs, la solidarité ville-campagne. De plus, cette solidarité est observable ensuite dans les relations de proximité, de soutiens et d'échanges entre les agriculteurs mêmes du territoire ainsi que dans les associations agricoles.

⁴³ <http://cartv.gouv.qc.ca/normes-biologiques-de-reference-du-quebec>

5.2.1 La solidarité : proximité identitaire et relationnelle entre les citadins et les agriculteurs

Dans un premier temps, la solidarité est une question de proximité identitaire et relationnelle entre les agriculteurs interviewés et les consommateurs. Pour la majorité des agriculteurs, cette solidarité s'affiche par le lien de proximité identitaire et relationnelle qui se tisse entre la ville et la campagne, entre l'agriculteur et le citadin. En fait, l'agriculture soutenue par la communauté (ASC), chapeautée par Équiterre, permet cette relation solidaire dans la mesure où les fermes biologiques sont supportées par les consommateurs, lesquels prennent l'appellation de partenaires en achetant des paniers de légumes hebdomadaires pour toute la saison, voire pour toute l'année dans certains cas. En effet, comme l'explique bien une agricultrice, le fait que le citoyen de la ville s'engage financièrement à prendre une part des récoltes payées en début de saison, crée cette solidarité entre les citadins partenaires des agriculteurs de la région. Cette solidarité ville-campagne entre le consommateur et l'agriculteur crée une « proximité identitaire » par le partage de « valeurs » associées à la production biologique et à la vente directe « accordant davantage de place à la durabilité des pratiques » (Hérault-Fournier et al., 2013). De plus, comme le mentionnent Norberg-Hodge et ses collaborateurs, l'initiative des paniers de légumes biologiques de l'ASC « permet d'offrir une sécurité accrue pour les agriculteurs en leur garantissant un marché pour leurs produits (Norberg-Hodge et al., 2005). » De plus, l'agriculteur prend l'appellation de fermier de famille qui, comme le dit si bien une agricultrice, précède le médecin de famille. De facto, cette idée relance la solidarité entre le fermier de famille et les partenaires par le fait d'amener une alimentation nutritive de qualité qui est bénéfique pour la santé des partenaires. Ce fait est appuyé par plusieurs nutritionnistes et spécialistes de la santé « qu'il n'existe pas de meilleure façon de s'alimenter que de consommer les produits locaux en saison (*Ibid.*). » Le lien proximité ville-campagne est particulièrement présent en agriculture biologique comme peut l'affirmer une recherche du MDDEP : « [l]es liens sociaux entre les entreprises biologiques et leur milieu se manifestent entre autres par un plus grand rapprochement entre ces agriculteurs et les citoyens (Boutin et al., 2011). » D'ailleurs, une agricultrice mentionnait que l'ASC était un contexte favorable au développement du sentiment d'appartenance entre les fermiers et la ville. D'ailleurs, une recherche statuait sur cette forme de mise en marché

direct comme le lieu d'éducation et de sensibilisation des citoyens par l'opportunité de cette relation qui s'établit et permet la discussion, l'échange de recettes, des visites à la ferme, etc. (Richardson, 2008). Ainsi, ce contexte de socialisation crée par l'ASC favorise cette solidarité entre la ville et la campagne. D'ailleurs, l'initiative des Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en France, l'équivalent de l'ASC, favorise aussi la « reconstruction du lien social entre les agriculteurs et consommateurs » (Van Dam et *al.*, 2009). Il semble que l'agriculture biologique se prêterait davantage à ce réseau de proximité (Richardson, 2008) par son mode de production et de distribution qui en appelle de l'établissement de ce réseau. Ainsi, cette solidarité crée une forme de « proximité relationnelle » qui « correspond à la relation direct entre le producteur et le consommateur [...] [allant] des échanges d'informations [aux] relations d'amitiés parfois » (Hérault-Fournier, 2013). Bref, la solidarité ville-campagne semble être l'apanage de l'ASC qui facilite la proximité identitaire et relationnelle entre le citoyen et l'agriculteur en dispensant la santé par la fraîcheur des aliments sains et de saison et en renforçant le sentiment d'appartenance entre les agriculteurs et les citadins, éléments cruciaux d'une agriculture durable.

5.2.2 La solidarité entre les agriculteurs : une proximité identitaire et relationnelle

Ensuite, la solidarité s'exprime par une proximité identitaire et relationnelle entre les agriculteurs. Pour la majorité des agriculteurs, la solidarité est une question de réussite, d'apprentissage, d'échange de services gagnant-gagnant, de partage d'un métier, de support mutuel, de soutien moral, de collaboration qui laisse entrevoir un rassemblement d'agriculteurs tel une famille élargie voir même une confrérie. En fait, la solidarité, par la proximité identitaire et relationnelle des agriculteurs entre eux, semble aussi être une situation observable en France entre les agriculteurs en biodynamie. En effet, une recherche qualitative de Van Dam et ses collaborateurs rapportaient ce qui suit : « Enfin, ils entretiennent des contacts plus informels. Ces rencontres ont plusieurs raisons d'être. La motivation, d'abord : c'est moins dur, nous expliquent-ils, de travailler à plusieurs que de se retrouver seul (*sic*) (Van Dam et *al.*, 2009). » Un agriculteur de la Petite-Nation insiste sur le

fait de toujours être en mesure de pouvoir contribuer à la solidarité communautaire en agriculture, et un autre ajoute que pour les nouveaux, l'aide à la mise en marché de leurs produits va de soi. D'après la recherche de Van Dam et collaborateurs, il semble que ce phénomène est aussi courant en France par un processus de « parrainage » entre les agriculteurs biologiques expérimentés et les néophytes (*Ibid.*). En effet, plusieurs agriculteurs ont mentionné la difficulté de réussir en travaillant seul en agriculture, un agriculteur disait : « si tu t'isoles, ça ne va pas bien ». D'ailleurs, Van Dam et collaborateurs précisent que ce système de parrainage en résulte ainsi : « les échanges permettent également aux nouveaux agriculteurs bios de sortir de leur isolement » (*Ibid.*). D'ailleurs, Boutin rapporte ce qui est ressorti d'un groupe de discussion avec des agriculteurs biologiques sous le thème des retombées sociales des systèmes de productions biologiques : « les producteurs concluent que l'agriculture bio contribue à établir une plus grande solidarité rurale » (Boutin et al., 2011). De fait, au niveau de l'implication des agriculteurs sur les différentes instances et associations régionales en agriculture, la forte majorité des agriculteurs ont siégé ou siège encore pour participer à la réalisation de projets agricoles, de représentation syndicale ou coopérative, dans un contexte de solidarité associative et de concertation locale. En fait, cet aspect rejoint le point de vue de Landais (1998) au niveau du tissu social, l'agriculture durable devient ainsi significative pour les agriculteurs solidaires entre eux. Enfin, la solidarité, qui s'exerce entre les agriculteurs, renforce ainsi le tissu social d'une région et contribue à la vivabilité de l'agriculture au sens de Landais comme facteur exogène. Or, il appert que, dans certains cas, les approches employées en agriculture peuvent créer des différends voir des conflits entre agriculteurs voisins, particulièrement en ce qui concerne la pollution diffuse par l'air dans le cas d'application d'intrants chimiques où les conditions climatiques venteuses causent la contamination de productions maraichères biologiques avoisinantes. D'ailleurs, Richardson rapportait ce fait concernant la relation entre bios et conventionnels qui est, dans certaines circonstances, tendue pour des communautés (Richardson, 2008). Bref, la solidarité apparaît comme un élément nourricier pour le concept d'agriculture durable résultant d'une plus grande vivabilité des agriculteurs et renforçant ainsi le tissu social rural par la proximité identitaire et relationnelle.

5.3 L'avenir comme perspective inspirante de l'agriculture durable

Le troisième concept, qui est ressorti de l'analyse des entrevues, met en exergue une considération importante pour les agriculteurs, l'avenir de l'agriculture comme nouvelle condition de l'agriculture durable. En fait, ce concept d'avenir vient directement positionner la perspective à long terme envisagé par les agriculteurs dans leur manière d'aborder l'agriculture durable. Autant l'idée de proximité intergénérationnelle, du moins avec la génération qui suit, que l'envie de préserver la vocation agricole du territoire pour enfin la transmettre à la relève agricole sont abordées ici. De plus, les facteurs compromettant de l'avenir de l'agriculture appellent une réforme des politiques agricoles du Québec.

5.3.1 Envisager l'avenir par la transmission d'une agriculture durable aux générations futures

L'avenir de l'agriculture semble d'abord passer par un souci de la vision à long terme dans la pratique quotidienne du métier. En fait, l'ensemble des agriculteurs consultés entrevoit dans l'agriculture qu'il pratique une perspective d'amélioration continue pour l'environnement en ayant la volonté d'améliorer la terre cultivée. En effet, pour les majorités des agriculteurs, en prenant soin de la terre, c'est une façon de se nourrir de façon durable et aussi d'assurer le lègue aux générations futures d'une terre en meilleur état. D'ailleurs, il semble que cette posture éthique des agriculteurs consultés se présente comme une autoresponsabilisation. En effet, comme il a été présenté en introduction de la présente recherche, en matière d'agriculture durable au Québec, l'idée d'autoresponsabilisation des agriculteurs se voit confirmée dans cette recherche par la volonté affirmée des intervenants à transmettre une agriculture durable aux prochaines générations. De plus, la mise en place d'une agriculture durable impose un ajustement structurel qui a été souligné dans le rapport Pronovost:

[...]une utilisation appropriée des fertilisants et des pesticides et d'autres pratiques qui préservent la qualité de l'environnement afin que la génération suivante reçoive en héritage un environnement en santé, capable de pérenniser l'agriculture. De même, l'agriculture doit assurer la préservation des terres de qualité, ce qui requiert un encadrement législatif garantissant la protection des terres agricoles. (CAAAQ et Pronovost, 2008).

Bref, cet avenir de l'agriculture selon la présente recherche semble reposer sur la détermination de la vocation agricole des territoires ruraux, la réforme des politiques agricoles, le soutien à la relève et l'accès à la terre.

5.3.2 L'avenir de l'agriculture appelle la protection de la vocation agricole des territoires ruraux

Selon les résultats de la présente recherche, l'avenir de l'agriculture passe en outre par la mise en valeur de la vocation agricole des régions rurales du Québec, en l'occurrence la Petite-Nation. La majorité des intervenants mentionnait leur inquiétude quant au changement de vocation du territoire agricole de la région dérivant de plus en plus vers une agriculture de loisir et récréotouristique ou la culture est troquée par les chevaux et les véhicules tous terrains (VTT). En effet, comme une étude sociographique de Péricard (2006) le démontre, bien des régions rurales du Québec ont vu la vocation agricole décroître avec l'agroproductivisme. En fait, instaurée dans les années soixante-dix, cette industrialisation de l'agriculture, nécessitant une intensification de la production, ne s'appliquait pas dans ces territoires à faible potentiel productif (Péricard, 2006). D'ailleurs, l'agriculture des régions, ayant des sols moins productifs et des terres moins grandes que ceux des basses terres du St-Laurent de la Montérégie, notamment, n'arrive pas automatiquement à rivaliser avec ces entreprises agricoles hyper développées technologiquement (*Ibid.*). Cette transition de l'économie agricole des régions à une économie plus diversifiée, faisant place davantage à une « pluriactivité, » est qualifiée par Péricard de « période post-productiviste » (*Ibid.*). Ainsi, les régions rurales post-productives se caractérisent de la sorte selon Péricard :

[par une] transformation graduelle des campagnes en des espaces de plus en plus hétérogènes, où se développent des nouvelles activités, résidentielles, récréatives, touristiques, patrimoniales, micro-industrielles, artisanales et autres. [...] Cette évolution est inévitable entre autres du fait de la disponibilité de millions d'hectares de terre inutilisée ou grandement sous-utilisée par l'agriculture. (Péricard, 2006).

De plus, pour bien des régions rurales distantes des centres urbains, une large portion des terres agricoles reste à faible potentiel agricole (Dugas, 2010) de par la pauvreté des sols et la géographie montagneuse par exemple. De plus, la population agricole des régions représente 7 % de la démographie du territoire rural québécois (Péricard, 2006). Or, selon le rapport Pronovost, il reste tout de même qu'« outre sa fonction nourricière, l'agriculture représente un mode de vie et un moyen dynamique d'occuper le vaste territoire qui est le nôtre » (CAAAQ et Pronovost, 2008). Or, d'après Bruno Jean, interviewé dans le cadre d'une étude d'un collectif de chercheurs, il en va ainsi : « Citons l'exemple de personne née et ayant passé leur jeunesse à la campagne, qui ont habité pendant 30 à 40 ans en ville, et qui retournent en région rurale pour leur retraite. La campagne s'est donc diversifiée, et les agriculteurs y sont minoritaires » (Rousseau et Durand, 2009). D'après ce même chercheur, l'agriculture durable doit être associée à cette fonction d'occupation du territoire (Jean, 2000). Or, il faut nuancer la situation de l'occupation du territoire agricole au Québec qui régresse sans cesse par un retour des terres en friches comme le mentionnent plusieurs intervenants dans la présente recherche. Péricard soulève la problématique suivante :

Au Québec, de vastes régions ont une proportion bien inférieure de leur territoire qui est utilisé par l'agriculture, la question se pose alors : comment encourager la création et le développement d'exploitation agricole différente (à petite échelle et dans des secteurs non conventionnels) et d'autres formes de mise en valeur de l'environnement rural dans ces zones dont les caractéristiques et la localisation ne sont pas propices à l'agriculture industrielle? Au Québec la réglementation actuelle ne permet pas de proposer de réponse satisfaisante (Péricard, 2006).

Ainsi, la vocation agricole des régions semble faire l'objet d'un questionnement en profondeur de la politique agricole en vigueur au Québec. Bref, à la suite de la Commission Pronovost (2008) et du rapport Ouiemet (2009), questionnant le fonctionnement de la Commission de la protection du territoire agricole, un programme provincial d'élaboration de Plans de développement de la zone agricole (PDZA) par municipalités régionales de comté (MRC) prévoyait une valorisation de la vocation agricole adaptée aux particularités de chaque territoire⁴⁴. Enfin, la région de la Petite-Nation est actuellement à la rédaction de son plan de développement de la zone rurale, il reste à voir comment la réalité de la région saura prendre en considération le développement durable de l'agriculture pour sa pérennité, son avenir.

⁴⁴ <http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Productions/developpementregional/Pages/PDZA.aspx>

5.3.3 La réforme agraire et les ajustements des Politiques agricoles du Québec

L'avenir de l'agriculture en matière de durabilité pour la forte majorité des intervenants passe par une réforme des Politiques agricoles. En fait, il est ressorti que des nouveaux modèles en agriculture avaient peine à émerger en campagne vu le caractère restrictif des lois et règlements en place actuellement. D'ailleurs, lors de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec (CAAAQ), un mémoire des étudiants de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval énonce ce qui suit :

" Nous croyons fermement à l'avenir de ce secteur. Par contre, plusieurs indices portent à croire que nous avons atteint, en quelque sorte, les limites du modèle agricole actuel.[...] Ainsi, sans renier les gains importants faits par l'organisation actuelle des politiques agricoles, nous croyons qu'il faut faire preuve d'autant d'audace qu'à l'époque qui nous a précédés afin de redéfinir la place de l'agriculture dans la société" (CAAAQ et Pronovost, 2008 citant – Les étudiants et les étudiantes de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval, dans leur mémoire présenté à la Commission, le vendredi 7 septembre 2007 à Montréal).

En fait, une forte majorité d'intervenants ayant participé à la Commission Pronovost, abondent dans le même sens en se demandant « où allait notre agriculture » et « craignant que, dans ce monde en mutation profonde, la simple poursuite des politiques qui ont fait le succès de ce secteur jusqu'ici ne conduise à une amplification de la crise, à une sorte d'impasse » (*Ibid.*). À ce niveau, la transmissibilité au sens de Landais (1998) semble faire défaut pour l'agriculture du Québec. Pour Bruno Jean, le professeur titulaire de la Chaire du Canada en développement rural, « [les] problèmes ruraux nécessitent la mise en place de solutions de renforcement des capacités des communautés dont la construction passe par l'action et les politiques publiques » (Rousseau et Durand, 2009). Il semble que la réforme des Politiques agricoles québécoise fait l'unanimité. En fait, les Politiques agricoles, pour Clermont Dugas, géographe à l'Université du Québec à Montréal, représentent un véritable empêchement à l'établissement de nouveaux producteurs qui n'envisagent pas la voie de l'agriculture industrielle (Dugas, 2006). D'ailleurs, à cet effet, la Commission conclut ce qui suit par rapport aux Politiques agricoles du Québec :

Le diagnostic que pose la Commission se veut limpide : le secteur agricole et agroalimentaire est en train de se refermer sur lui-même. Les systèmes qu'il a mis en place créent des obstacles à l'émergence de nouveaux types d'agriculture, au développement de produits originaux et à l'exploration de nouvelles possibilités commerciales (CAAAQ et Pronovost, 2008).

Une agricultrice interviewée mentionnait la volonté de beaucoup de jeunes voulant s'établir à plusieurs familles pour faire de l'agriculture, mais que ce genre d'initiatives n'était pas bien accueilli à la CPTAQ, vu les normes d'application relatives à la Loi de la protection du territoire et de l'activité agricole (LPTAA). À ce niveau, la Commission Pronovost statuait qu'au niveau de

[l]a protection du territoire agricole,[...] on souhaite davantage de souplesse dans l'application de cette loi dans la « zone verte » afin de faciliter l'implantation dans cette zone de fermes de taille variable et l'exercice d'activités complémentaires à l'agriculture, dans une dynamique de revitalisation des communautés rurales (*Ibid.*).

Cette volonté de la population, exprimée à travers cette consultation publique, a été déterminée par la Commission comme l'opportunité de mettre en place une agriculture « plurielle » qui facilite l'émergence de fermes de multiples dimensions, surtout des petites et des moyennes (*Ibid.*). Cette agriculture plurielle permettrait l'émergence de cette nouvelle « agriculture diversifiée par la taille de ses installations, par ses méthodes de production et par la gamme de ses produits [...] plus artisanales ou de niche » (*Ibid.*). Or, cet ajustement de la Politique agricole, en matière de protection du territoire et de l'activité agricole, devrait se faire en toute complémentarité avec l'ajustement « des programmes financiers de soutien à la production agricole par la reconnaissance de ce type d'agriculture » qui actuellement apparaît « comme une lacune majeure » (*Ibid.*). En effet, une agricultrice en appelait de cette volonté d'une réforme de la politique en dénotant l'importance de l'agriculture biologique dans sa mission de nourrir la population et de dynamiser les régions par ces petites fermes viables et rentables. Il faut ajouter que le rapport Ouimet (2009) renchérit dans le même sens :

[l]a volonté gouvernementale d'utiliser l'agriculture comme levier de développement économique régional devra être considérée dans l'application de la LPTAA afin de favoriser l'émergence de nouveaux modèles de fermes, favorisant le plein développement du potentiel agricole de la zone agricole (Ouimet, 2009).

Bref, la réforme des Politiques agricoles québécoises ne doit pas non plus mettre fin radicalement à l'ensemble des mesures mises en place dans les années 70. Comme le recommande le rapport Pronovost, des « changements graduels » seraient plus appropriés (CAAAQ et Pronovost, 2008). Enfin, pour le morcellement des terres agricoles, le rapport

Ouimet statue que « peu importe la région, on trouve environ 20 % d'entreprises agricoles qui possèdent 25 hectares et moins (Ouimet, 2009). » Bref, ces fermes de petite taille, comme c'est le cas dans la Petite-Nation, laissent place à un avenir pour la relève en agriculture à condition que la spéculation foncière puisse-t-elle être régulée par une nouvelle politique agricole inspirée de l'agriculture durable, comme projet de société au sens de Landais (1998), l'appel d'un contrat social renouvelé.

5.3.4 Le soutien à la relève et l'accès à la terre

Dans le cas de la présente étude, il apparaît que l'avenir de l'agriculture passe par la relève agricole et l'accès à la terre. Considéré par la Commission Pronovost comme un véritable « enjeu de société », l'avenir de l'agriculture n'est pas actuellement rassurant vu « la difficulté de transférer les fermes à la relève, assombrissant les perspectives d'avenir de la profession » (CAAAQ et Pronovost, 2008). En fait, la transmissibilité de Landais (1998) est vraiment un facteur de considération important pour le concept d'agriculture durable, puisqu'une agriculture qui n'est pas transmissible n'est donc pas durable et n'a pas non plus d'avenir. Voilà un défi crucial à prendre en considération dans la redéfinition de l'agriculture durable, investir dans l'avenir par le transfert des fermes à la relève agricole. Voici quelques faits importants mentionnés. D'abord, selon le dernier recensement de 2011, « l'âge moyen des exploitants agricoles québécois était le plus faible au Canada, soit de 51,4 ans comparativement à 49,3 ans en 2006 » (Statistique Canada, 2011)⁴⁵. Malgré la comparaison pan canadienne, il reste tout de même que cet âge moyen est un indicateur significatif en ce qui concerne le défi criant de relève agricole au Québec. Ensuite, encore selon le dernier recensement de 2011, le nombre de fermes québécoises dénombrées à 29 437 a connu une diminution de 4% par rapport à 2006 (Statistique Canada, 2011). De plus, le Diagnostic sur l'établissement des jeunes en agriculture mentionnait qu'en 2001, il y avait 32 000 fermes au

⁴⁵ consulté en 2013 <http://www.statcan.gc.ca/pub/95-640-x/2012002/prov/24-fra.htm>

Québec⁴⁶, ce qui représente une baisse d'environ 14 % en dix ans, soit la perte d'environ 2 600 fermes. Si l'on considère qu'environ 260 fermes par année disparaissent au Québec, ce qui représente la disparition de 5 fermes par semaine, le bilan n'est pas positif pour l'avenir de la relève agricole. Un autre élément majeur au niveau de la relève agricole vient du prix élevé des terres agricoles (Boutin et *al.*, 2011). D'ailleurs, le collectif de chercheurs, dirigés par Rousseau, a interviewé Frédéric Sauriol alors secrétaire générale de l'Union paysanne qui s'exprimait ainsi sur la question de la spéculation foncière agricole : « [l']accès au sol est de plus en plus difficile à mesure qu'on se rapproche des centres urbains, notamment parce que la Loi sur la protection du territoire agricole n'a pas permis d'y endiguer la spéculation » (Rousseau et Durand, 2009). Selon lui, il doit y avoir une fin à la « spéculation foncière » (*Ibid.*). Cette spéculation foncière en milieu agricole est un phénomène très présent dans la Petite-Nation. D'ailleurs, la forte majorité des personnes interrogées dans le cadre de cette étude l'ont mentionné. Un agriculteur spécifie qu'il a vu le prix des fermes triplé en dix ans. Par conséquent, il devient pratiquement impossible de rentabiliser l'achat d'une ferme par l'activité agricole comme l'affirme un autre agriculteur. Il faut rappeler que la vocation du territoire, s'apparentant davantage à de l'agriculture loisir de retraité, contribue à la hausse du prix des fermes convoitées dont la région de la Petite-Nation. Il apparaît que la France vit le même problème au niveau de la spéculation foncière, vu la popularité des petites fermes loisirs pour de l'élevage de chevaux, ce qui fait que les agriculteurs consultés revendiquaient une loi pour « fixer des prix de vente des terres agricoles » (Van Dam et *al.*, 2009). Cette revendication est aussi ressortie lors des entrevues avec les agriculteurs de la Petite-Nation qui observent le même phénomène de rareté associé à la spéculation foncière. Ce phénomène est observable dans l'ensemble de la province selon Pericard qui soulève que l'accueil de famille agricole sur des terres de petites dimensions est rendu un « vaste défi » (Péricard, 2006). De fait, le Diagnostic sur l'établissement des jeunes en agriculture au Québec⁴⁷ avance que « [l']augmentation de la valeur des fermes a influencé la façon dont les jeunes font leur entrée en agriculture et nécessite la disponibilité d'importants capitaux pour l'acquisition des biens agricoles ». De plus, cette étude ajoute que « [l]ors du transfert de la ferme familiale, la

⁴⁶Consulté en 2013

<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Politique%20jeunesse/Volet%201/ResumeDiagnostic.pdf>

⁴⁷ Consulté en 2013

<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Politique%20jeunesse/Volet%201/ResumeDiagnostic.pdf>

relève recevrait, en moyenne, un don équivalant à environ 50 % des capitaux propres dans le but de lui faciliter l'accès à la propriété⁴⁸ ». Ce qui veut dire que ce type de don sur une ferme qui vaut par exemple 250 000 \$ représente une somme de 125 000 \$ en donation par le propriétaire. D'ailleurs, selon le groupe de CIRANO, la valeur moyenne des fermes au Québec en dollar courant est passée de 144 000 \$ en 1986, à 289 000 \$ en 1996 et à 664 000 \$ en 2006⁴⁹. Concernant la relève agricole le diagnostic souligne que « [l']entrée en agriculture peut se faire de différentes façons : par une combinaison de location et d'achat des actifs agricoles, avec l'aide d'un intégrateur, par l'ajout d'un nouvel atelier à une entreprise existante, par le parrainage d'une entreprise existante, etc⁵⁰ ». Toutefois, des chercheurs relèvent que l'aide d'un intégrateur ne représenterait pas une vision d'avenir pour l'agriculture durable qui doit davantage faire place à l'autonomie de la ferme familiale plutôt que d'être un simple maillon de l'intégration verticale des mégas entreprises en périphérie de la ferme (Dupont, 2009; Jean, 2000). D'ailleurs, cette volonté que les fermes « continuent d'appartenir à des familles et d'être gérées par elles » fut vivement exprimée lors de la Commission Pronovost (CAAAQ et Pronovost, 2008). Ainsi, la difficulté d'accès à la terre par l'établissement sur une ferme pour la relève agricole, représente actuellement un gros problème de perte de superficie agricole par le retour des terres en « friche » et ensuite en « boisé » selon Guy Debailleul, professeur titulaire de l'Université Laval du département d'économie agroalimentaire et sciences de la consommation (cité dans Rousseau et Durand, 2009). Selon lui, des « déséquilibres » sont présents entre les régions de production industrielle « qui drainent les soutiens publics (St-Hyacinthe, la Beauce et les Appalaches) et les régions périphériques en perte de vitesse ou en déprise agricole » (*Ibid.*). Bref, le soutien de l'État pour favoriser l'établissement de la relève agricole de tout type (1re et 2^e génération) et l'accès à la terre est plus que nécessaire pour permettre à l'agriculture d'avoir un avenir durable. Or, ce phénomène de manque de relève est observable « dans l'ensemble des sociétés agraires mondiales » et il faut ajouter qu'au niveau économique les perspectives de rentabilité

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ Consulté en 2013

http://qe.cirano.qc.ca/tab/theme/activite_economique/agriculture/valeur_moyenne_des_fermes

⁵⁰ Consulté en 2013

<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Politique%20jeunesse/Volet%201/ResumeDiagnostic.pdf>

de l'agriculture sont peut-être liées à l'avenir incertain de l'agriculture difficilement transmissible, et ainsi questionnable au niveau de sa durabilité.

5.4 La rentabilité de l'agriculture durable

La présente démarche de recherche a fait ressortir un quatrième thème essentiel à la viabilité de l'agriculture, et ce, pour l'ensemble des agriculteurs. Il s'agit de la rentabilité, qui varie d'une entreprise à une autre pour bien des raisons. D'abord, la rentabilité représente un défi en agriculture et peut s'observer par le fort taux d'endettement de la moyenne des agriculteurs au Québec. D'ailleurs, une étude du MAPAQ souligne que « [l']entreprise agricole requiert une forte capitalisation par rapport aux revenus qu'elle génère, soit environ cinq dollars d'actif par dollar de vente⁵¹. » Cela représente un taux d'endettement important par ferme. De plus, « [depuis] une dizaine d'années, l'augmentation plus rapide des dépenses par rapport aux recettes a réduit la marge bénéficiaire des entreprises agricoles⁵² » selon cette même étude du MAPAQ. Le niveau d'endettement des fermes a des conséquences sur les perspectives d'avenir de l'agriculture en général laissant place à une image de moins en moins radieuse de la pratique, diminuant ainsi la transmissibilité de l'agriculture au sens de Landais (1998). En effet, comme il a été mentionné précédemment, la relève agricole a de la difficulté à s'établir et la rentabilité, étant incertaine, la concomitance de ces facteurs ne semble pas contribuer à freiner la diminution du nombre de fermes. D'ailleurs, pour un agriculteur interviewé, cette difficulté à transmettre les fermes est une conséquence du modèle actuel trop coûteux en actif, non profitable et pas non plus autosuffisant au niveau de l'alimentation et du revenu familial. En somme, cette agriculture est difficilement viable au niveau économique au sens de Landais (1998). Or, pour ce même agriculteur, l'agriculture biologique semble amener un espoir en termes de rentabilité de la pratique agricole. En effet, selon Boutin et ses collaborateurs, il semble que l'agriculture biologique soit plus rentable pour deux raisons principales : les systèmes de production biologique sont moins coûteux en terme d'opération

⁵¹ Consulté en 2013

<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Politique%20jeunesse/Volet%201/ResumeDiagnostic.pdf>

⁵² *Ibid.*

et d'utilisation d'intrants et les revenus de la vente sont meilleurs vu la valeur ajoutée des denrées alimentaires biologiques et la mise en marché par une vente directe aux consommateurs (Boutin et *al.*, 2011). Bref, ces deux raisons favorisent le « transfert à la relève » puisque le facteur rentabilité est rencontré (*Ibid.*). Ainsi, l'agriculture biologique apparaît plus viable au niveau économique et donne une image positive de l'agriculture, signes de transmissibilité et de reproductibilité, éléments essentiels à une véritable agriculture durable selon Landais (1998). Les prochains paragraphes se déclinent comme suit : les facteurs qui influencent la rentabilité, le seuil de rentabilité, et la rentabilité multifonctionnelle.

5.4.1 Les facteurs influençant la rentabilité de l'agriculture

La rentabilité de l'agriculture dépend de plusieurs paramètres. Ceux-ci deviennent des aspects fondamentaux à considérer pour atteindre une rentabilité de l'agriculture, devenant ainsi durable économiquement. Plusieurs facteurs influencent la rentabilité de l'agriculture soit : le niveau d'endettement, le capital de départ, l'âge, l'accès au financement, les subventions offertes, l'accès à des programmes d'assurances-récolte et la mise en marché diversifiée.

5.4.1.1 L'investissement initial et l'endettement des fermes

Comme il a été mentionné en introduction de ce paragraphe, la rentabilité est énormément influencée par le niveau d'endettement des fermes. En fait, certains agriculteurs interviewés font face à un niveau d'endettement tel que, une fois les comptes payés, il n'y a pas de surplus, ce qui force la famille à maintenir un travail extérieur à la ferme. En effet, plus l'investissement initial est élevé, plus le taux de rentabilité doit être important pour une ferme afin d'atteindre un revenu de subsistance. Pour d'autres agriculteurs expérimentés de l'étude, le fait d'avoir à leur disposition un capital de départ important pour l'acquisition de la ferme a

fait une différence sur les paiements mensuels raisonnablement bas favorisant ainsi la rentabilité de la ferme. Une agricultrice de l'étude qui est présentement en location et voulant s'établir d'ici quelques années entrevoit ce passage difficilement, vu le niveau d'endettement qu'elle anticipe pour l'achat d'une ferme, ce qui selon elle ne serait pas un gage de bonne qualité de vie, conséquence de l'anxiété associée au remboursement. Cette agricultrice travaille actuellement à l'extérieur pour ne pas à endurer le stress lié à l'endettement. À ce niveau, le diagnostic sur l'établissement d'une relève agricole au Québec statue ce qui suit :

Si certains jeunes choisissent de débiter en agriculture à temps partiel, pour d'autres, le statut d'agriculteur à temps partiel est davantage une obligation due à un sous financement qu'un véritable choix. Le fait d'être considéré comme un agriculteur à temps partiel rend l'entreprise ou l'agriculteur non admissible à certains programmes et subventions⁵³.

D'ailleurs, il semble que l'abandon du métier des jeunes agriculteurs est souvent associé à la qualité de vie⁵⁴. La rentabilité semble compromise par l'agriculture à temps partiel et la difficulté d'accéder au financement⁵⁵. De plus, le rapport Pronovost fait état du caractère restrictif associé aux conditions actuelles du marché qui demande un investissement initial important pour s'établir comme relève (CAAAQ et Pronovost, 2008) diminuant donc le potentiel de rentabilité de l'agriculture. Par ailleurs, de façon générale au Québec, les agriculteurs n'ayant pas de plan de retraite, la vente de la ferme représente souvent une voie privilégiée, ce qui influence à la hausse aussi le prix des fermes⁵⁶. Un agriculteur déplorait cette situation qui fait que par manque de rentabilité de l'activité agricole, les agriculteurs ont de la difficulté à épargner des fonds pour leur retraite et vendent la ferme à haut prix, l'agriculture n'étant pas poursuivie par la suite. À ce niveau, Debailleul voit davantage la situation d'un angle macro : « [la] politique agricole contribuerait donc à rendre les agriculteurs plus riches lorsqu'ils cèdent leur exploitation tout en les obligeant à vivre modestement tant qu'ils sont en activité » (Debailleul, 1991). Bref, une meilleure rentabilité de l'agriculture permettrait aux agriculteurs d'envisager une meilleure qualité de vie à court, moyen et long terme. Ainsi, le capital de départ et le niveau d'endettement sont deux facteurs déterminants de la rentabilité de l'agriculture. Ils influencent directement la viabilité

⁵³ Consulté en 2013

<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Politique%20jeunesse/Volet%201/ResumeDiagnostic.pdf>

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Le prochain paragraphe traite de cet aspect.

⁵⁶ *Ibid.*

économique de l'agriculture et la vivabilité du foyer familial (comme il a été explicité au CHAPITRE II), deux éléments fondateurs de l'agriculture durable.

5.4.1.2 L'accès au financement, aux subventions et à l'assurance-récolte

La rentabilité de l'agriculture est aussi influencée par l'accès au financement, aux subventions et à l'assurance-récolte. Comme il été exprimé par plusieurs intervenants, le financement pour l'agriculture non conventionnelle est encore vu avec méfiance par les financiers, malgré la scolarité à l'appui. Un autre agriculteur mentionnait l'importance de faire ses preuves et de démontrer la capacité de l'agriculture biologique d'être rentable, ce qui peut éventuellement fortement influencer l'accès au financement et aux programmes d'assurance-récolte notamment. Lors de la Commission Pronovost, un bon nombre d'intervenants ont exprimé leurs réticences quant à la complexité du processus d'accès au financement, et ce, particulièrement pour le démarrage de petites fermes et de fermes à temps partiel (CAAAQ et Pronovost, 2008). De plus, la Commission conclut en spécifiant le besoin de favoriser, et ce, de façon prioritaire, le financement des fermes familiales de petite taille et de taille moyenne en limitant par ailleurs le financement des grandes fermes (*Ibid.*). D'ailleurs, malgré que cette étude s'adressait davantage aux pays en voie de développement, en 2007, la Banque mondiale a déposé un rapport intitulé « L'agriculture au service du développement » lequel met l'accent sur l'importance d'encourager l'agriculture de petite taille tant familiale que vivrière (Banque mondiale, 2007). La majorité des agriculteurs interviewés adhèrent à la certification biologique et considèrent que le fait de devoir payer pour prouver que l'agriculture pratiquée respecte l'environnement et ne pollue pas est une aberration comparativement à l'agriculture conventionnelle fortement subventionnée qui pour sa part a une empreinte écologique dans certains cas désastreuse. Il appert que la même situation a cours en France pour les producteurs biologiques (Van Dam et *al.*, 2009). Autant chez les agriculteurs français que chez les agriculteurs québécois, les coûts associés à la certification biologique (*Ibid.*) devraient être assumés par l'État selon ceux-ci. Ce remboursement ferait preuve d'une reconnaissance de la contribution de l'agriculture biologique à l'agriculture durable comme

démontré (Boutin *et al.*, 2011). Une autre agricultrice souligne le problème associé à la compétition entre l'agriculture biologique non subventionnée et l'agriculture conventionnelle subventionnée, en l'occurrence pour l'élevage du porc. Cette subvention prend la forme d'une assurance qui permet une équité entre les coûts de production et le revenu, l'Assurance stabilité du revenu agricole (ASRA). Comme le dénote Debailleul, cette forme d'assurance n'est pas viable dans la mesure où elle couvre seulement 20 % des producteurs du Québec et affichait en 2009 « un déficit cumulé de près d'un milliard de dollars » (interviewés par Rousseau et Durand., 2009). Pour cette agricultrice qui déplore le fait de ne pas recevoir d'aide à la production dans l'élevage biologique, ce fait réduit la marge bénéficiaire de son entreprise et de son développement. Plusieurs intervenants mentionnent la difficulté de répondre aux critères d'admissibilité des subventions soit : l'âge et l'achat d'équipement neuf seulement. Par contre, deux programmes de subventions sont salués par les agriculteurs en maraichage, soit la subvention à diversification en circuits courts et la subvention sur l'utilisation des grands tunnels. Une agricultrice déplorait pourtant le peu de subventions disponibles pour les producteurs biologiques. À ce niveau, Denis La France, responsable du Programme de transfert de technologie en agriculture biologique, va dans le même sens :

L'agriculture biologique a par contre toujours été développée par des gens disposant de peu de moyens ou de soutien des industries agricoles et alimentaires. Or, une fraction des ressources consacrées aux modèles industriels et à la "pétrochimie agricole" permettrait à la filière de se développer beaucoup plus rapidement (Rousseau et Durand, 2009).

Un autre agriculteur parle des subventions comme quelque chose de problématique en agriculture au sens où la dépendance aux subventions a créé la société de consommation actuelle où les gens dépensent le moins possible pour l'alimentation et beaucoup plus pour des biens de consommation de luxe, le transport et les vacances. De fait, l'agriculture subventionnée aujourd'hui réduit énormément le coût des aliments, une étude de l'OCDE en 2008 révèle que les dépenses associées à l'alimentation pour les foyers occidentaux sont inférieures à 20 % (OCDE, 2008). D'ailleurs, il n'est pas étonnant que les consommateurs en général ne soient pas conscients de la vraie « valeur des aliments » (Rousseau et Durand, 2009). En fait, pour Rodolphe De Konink, professeur titulaire de l'Université de Montréal du Département de géographie, le maintien du bas prix des aliments est directement lié à « l'industrialisation et à l'urbanisation » qui dans l'histoire récente à tranquillement « dicté » les règles aux agriculteurs en appelant d'une augmentation de plus en plus importante de la

production, intensifiée sous la pression de la demande urbaine et des industries (Rousseau et Durand et Durand, 2009). D'ailleurs, cette agriculture productiviste reliée aux industries en amont et en aval crée le phénomène de « l'intégration verticale » décrit par Dupont (Dupont, 2009). En fait, les travailleurs des industries maintenus dans des conditions salariales minimales doivent avoir accès à des aliments peu coûteux. Par conséquent, l'industrialisation de l'agriculture laisse bientôt place un plusieurs programmes de subvention qui permet ainsi l'investissement des fermes dans les industries périphériques (intrants, fertilisants, pesticides, machinerie, pétrole, etc.). Ainsi, ces dernières peuvent fonctionner avec une main-d'œuvre abordable qui consomme davantage de biens matériels de ces mêmes industries et s'alimente à bas prix comme l'explique De Konnick (Rousseau et Durand, 2009). Somme toute, il faut se demander à quel point les subventions aux grandes entreprises agricoles nuisent à l'émergence d'une agriculture durable de fermes familiales petites et moyennes parfois biologiques, si les consommateurs ont développé l'habitude d'une alimentation à faible prix grâce aux subventions allouées à l'agriculture industrielle? Par ailleurs, l'assurance-récolte semble être aussi un élément qui peut favoriser la rentabilité des petites fermes d'agriculture durable de la région, surtout pendant les saisons plus difficiles au niveau du climat. En effet, une des fermes les plus rentables de la Petite-Nation bénéficie de cet accès à l'assurance-récolte. Or, il semble que les critères d'accès à l'assurance-récolte ne sont pas tout à fait ajustés encore aux types d'entreprises de la région, aux dires d'une des agricultrices consultées. Cependant, la Financière agricole du Québec responsable de l'attribution de ces assurances semble travailler à l'adaptation de ces programmes pour les petites fermes à production diversifiée biologique selon l'agricultrice qui bénéficie de l'assurance. Bref, si la rentabilité de l'agriculture est importante pour les petites fermes interviewées dans la Petite-Nation, il semble que le financement adéquat, certaines subventions et l'assurance-récolte peuvent être des dispositifs favorables à l'atteinte de cette rentabilité, élément fondateur d'une agriculture durable au niveau économique.

5.4.1.3 La mise en marché diversifiée pour assurer une plus grande adaptabilité

Pour la majorité des fermes de la région de la Petite-Nation, la mise en marché diversifiée est un choix. Selon Landais (1998), au niveau économique, le fait d'avoir une diversité de débouchée pour la vente des produits de la ferme sécurise les sources possibles de revenu. Ainsi, la viabilité de l'agriculture devient davantage possible qu'une ferme ayant un seul canal de vente qui en cas de bris, perdrait son marché. Donc, la mise en marché diversifiée permet une plus grande adaptabilité des fermes faces aux aléas de la structure économique de mise en marché alternative, souvent « fragile » comme l'affirme un des intervenants en agriculture biologique interrogée dans cette étude. Bref, la mise en marché diversifiée assure une meilleure pérennité de la rentabilité de l'agriculture durable.

5.4.1.4 La rentabilité grâce à la mise en marché autonome en circuits court par la vente directe, une proximité territoriale

Pour l'ensemble des agriculteurs consultés, la rentabilité associée à la mise en marché autonome en circuits courts est la voie leur assurant un revenu appréciable. En effet, la vente directe de l'agriculteur au consommateur permet un prix équitable qui favorise la rentabilité de l'agriculture. Comme le spécifie Frédéric Sauriol sur la vente directe, les « bénéfices financiers sont sans équivoque pour le producteur et le consommateur puisqu'aucun intermédiaire n'intervient dans la transaction » (Rousseau et Durand, 2009). Ainsi, en ne passant pas par un distributeur, le prix ne doit pas être réduit d'un fort pourcentage pour permettre aux transformateurs et aux revendeurs de faire une marge de profit sur les aliments produits par l'agriculteur. D'ailleurs, le circuit semble répondre à l'avantage souligné par Parent : « [Le] maillon le plus stratégique étant l'accès au consommateur en perçant voire contournant le quasi-monopole d'achat des chaînes d'alimentation » (Parent, 2002). Le circuit court fait aussi référence à la proximité territoriale entre les agriculteurs et les consommateurs (Dénéchère et *al.*, 2008). De plus, le circuit court doit au plus avoir un seul

intermédiaire entre le consommateur et l'agriculteur (Lamine et Bellon, 2009). Pour l'ONG Équiterre, le développement des circuits courts au Québec représente « une voie d'avenir innovatrice pour appuyer notre agriculture⁵⁷. D'ailleurs, le rapport Pronovost dresse plusieurs autres avantages aux circuits courts de distribution :

[...] fraîcheur des produits, faible circulation des produits, économie d'énergie, alternative aux grands réseaux de distribution, meilleures marges de profit aux producteurs, valorisation des produits biologiques et du terroir, moyen efficace de vente pour les petites entreprises agricoles, etc. (CAAAQ et Pronovost, 2008).

Une agricultrice soulevait que la mise en marché par les circuits courts met en exergue l'autonomie des agriculteurs de la région lesquels réussissent ainsi à mieux vivre de l'agriculture par la vente de leurs produits sur le marché local par la vente directe. En effet, les circuits longs apparaissent souvent comme responsables des prix ridiculement bas pour les aliments vendus par les agriculteurs aux distributeurs et aux grossistes. Cette forme de mise en marché s'adresse davantage à de grandes fermes, plus spécialisées dans leur production, ce qui n'est pas le cas pour la majorité des maraichers consultés. Comme il a été présenté dans le cadre conceptuel, la dimension économique de l'agriculture durable doit laisser place à des fermes autonomes de tout processus d'intégration verticale qui rend les agriculteurs dépendants des industries périphériques. Pour plusieurs des agriculteurs biologiques interviewés, l'ASC est une forme de mise en marché autonome de vente directe en circuit court leur permettant de s'assurer un marché relativement stable, appréciable et rentable favorisant ainsi le maintien et le développement de leur ferme. En effet, cet engagement des partenaires en début de saison à payer l'ensemble des paniers assure un montant d'argent qui permet aux agriculteurs de commencer leur saison avec une marge financière intéressante selon les agriculteurs consultés. D'ailleurs, selon l'ONG Équiterre qui coordonne la diffusion des fermes en ASC, l'initiative existe depuis 1995 et elle regroupe plus d'une centaine de fermes au Québec lesquelles distribuent des paniers de légumes dans environ 500 points de chute sur l'ensemble du territoire de la province y ajoutant parfois d'autres produits frais locaux (viande, œufs, pain, fromage, etc.)⁵⁸. Parmi les autres formes de mise en marché autonome en circuits courts par la vente directe, il faut noter les marchés

⁵⁷ http://www.equiterre.org/sites/fichiers/recensement_cc_narratif_final.pdf consulté en 2013

⁵⁸ <http://www.equiterre.org/solution/paniers-bio>

publics qui depuis quelques années suscitent l'engouement des citoyens selon Sauriol qui mentionne la croissance du nombre passé de « 10 en 1990 à 70 en 2009 » (Rousseau et Durand, 2009). Il y a aussi l'initiative du Marché de solidarité régionale de l'Outaouais (MSRO), qui fonctionne par commandes internet, et regroupe une bonne quantité de producteurs conventionnels et biologiques de l'ensemble de la région. Cette initiative permet une vente directe comme les deux autres, en rapprochant les producteurs des consommateurs. D'ailleurs, selon plusieurs agriculteurs interrogés, cette initiative partage un avantage avec l'ASC, puisque le déplacement est assuré par la vente, ce qui n'est pas nécessairement le cas des marchés publics. En effet, le marché public pour certains agriculteurs est risqué vu la possible perte de fraîcheur des fruits et légumes notamment dans le transport et la possibilité de ne pas vendre tout. Une agricultrice disait combiner un point de chute de l'ASC avec la présence dans un marché public pour maximiser et bonifier ses revenus de vente. Pour certains, le kiosque à la ferme reste une valeur sûre à condition d'être bien situé et à proximité d'une clientèle cible. Certains intervenants soulignent l'avantage particulier du marché de solidarité qui fonctionne à l'année et qui d'ailleurs récupère souvent d'anciens participants à l'ASC qui préfèrent pouvoir choisir ce qu'ils achètent plutôt que de vivre la surprise du panier hebdomadaire. D'ailleurs, le marché de solidarité regroupe l'ensemble des producteurs de la région au même endroit, ce qui permet de faire des commandes plus complètes. Enfin, l'ensemble de ces initiatives de mise en marché autonome en circuits courts par la vente directe aux consommateurs permettent aux agriculteurs consultés de sécuriser leurs débouchés en tirant aussi un revenu intéressant permettant une rentabilité. En somme, l'ensemble de ces stratégies de mise en marché permettent la réalisation d'une plus grande viabilité économique de l'agriculture, de cette manière, durable par une proximité territoriale entre l'agriculteur et le consommateur.

5.4.2 Le seuil de la rentabilité d'une agriculture durable

Pour plusieurs agriculteurs interviewés, le seuil de rentabilité de l'agriculture est une question importante caractérisant leur relation au travail. En fait, il apparaît que plusieurs fermes

établies depuis quelques années semblent toujours contraintes à s'appuyer sur un revenu extérieur pour survivre financièrement. D'ailleurs, le foyer pluriactif au Québec est un phénomène observable et de plus en plus fréquent aujourd'hui dans le monde agricole (Gervais, 2007), vu entre autres la faible rentabilité agricole. Une agricultrice mentionnait que son emploi extérieur finançait en grande partie l'activité de la ferme. Comme l'exprime Landais (1998), la viabilité est relative à un revenu adéquat issu de l'activité agricole, des débouchés, des performances techniques de la ferme, d'une gestion adéquate des coûts d'exploitation liés à l'autonomie de la ferme par rapport aux intrants, le tout en fonction des profits enregistrés. Le seuil de rentabilité pour un des agriculteurs interviewés n'est même pas égal au salaire minimum. En fait, il rêve de pouvoir un jour avoir un salaire minimum considérant le travail acharné que demande l'agriculture et la vocation qu'elle représente en nourrissant la population. Dans le rapport Pronovost, il est mentionné qu'en 2006 seulement, on dénotait au Québec pour l'ensemble des productions 19 672 faillites (CAAAQ et Pronovost, 2008). Ce chiffre vient remettre en question la viabilité économique de l'agriculture. À ce compte, il faut se demander si l'atteinte du seuil de rentabilité de l'agriculture serait possible sans les subventions gouvernementales?

5.4.3 La rentabilité multifonctionnelle

La rentabilité de l'agriculture est-elle nécessairement rattachée à un bilan financier de l'agriculture, ou peut-elle s'évaluer sur d'autres plans? Une agricultrice s'exprimait sur la question en termes de bilan agronomique du sol après un an d'activité agricole, notamment. En effet, pour cette agricultrice la rentabilité agricole se situe aussi au niveau de « l'héritage de fonds de terre, héritage de diversité » pour les générations futures. Pour elle, la rentabilité est une question qui reste pour l'instant strictement financière. Selon elle, l'exploitation agricole à tout prix rend l'agriculture conventionnelle « déficitaire » en terme de dégradation de la ressource pédologique. Il faut évaluer la rentabilité en évaluant l'amélioration du sol. De fait, l'agriculture conventionnelle actuelle ne calcule pas dans sa rentabilité le coût des services écosystémiques qui sont dégradés. En effet, l'érosion des sols, la pollution diffuse

dans l'environnement hydrique et atmosphérique, les espèces aquatiques qui disparaissent sous l'effet conjugué des pesticides résiduels dans les eaux de surfaces, sont des conséquences qui représentent des coûts énormes au niveau de la perte de services écosystémiques. D'ailleurs, comme le mentionne Harvey Mead, un des fondateurs de l'Union québécoise pour la conservation de la nature et ancien commissaire au développement durable du Québec, « " l'agriculture industrielle" est par définition une agriculture qui ne tient pas compte des externalités qu'elle implique (pollution de l'eau, érosion, déforestation, etc.) » (Rousseau et Durand, 2009). Pour Mead (2009), l'agriculture biologique et le commerce équitable représentent des voies porteuses d'espoir pour la préservation de l'environnement. Un autre concept intéressant mis de l'avant pour calculer les bienfaits apportés par l'agriculture durable est la multifonctionnalité qui, comme présentée a priori, prévoit un arrimage cohérent au niveau social, environnemental et économique. Au niveau environnemental, le rapport Pronovost prévoit ce qui suit :

Dans une optique de multifonctionnalité de l'agriculture, il faut aussi tenir compte des activités complémentaires de la production agricole, notamment de celles qui concourent à la protection de la biodiversité et de certains milieux physiques sensibles, à une meilleure préservation de l'environnement et à la mise en valeur des paysages ou du patrimoine rural (CAAAQ et Pronovost, 2008).

Rappelons que la multifonctionnalité est un critère de performance de l'agriculture durable (Planchais, 2009). Est-il permis d'avancer que la rentabilité globale de l'agriculture durable en serait une multifonctionnelle? La présente recherche s'arrêtera ici dans cette réflexion en résumant que les agriculteurs interviewés dans la Petite-Nation semblent mettre en œuvre une agriculture durable et multifonctionnelle. Par son caractère de protection de l'environnement, par sa fonction nourricière équitable, et par sa transmission d'un patrimoine culturel spécifique, cette agriculture est multifonctionnelle. Par son occupation et sa dynamisation du territoire rural, cette agriculture est multifonctionnelle. Affichant pour certains agriculteurs établis depuis plus de dix ans une bonne performance économique (rentabilité de leur ferme, création d'emplois, offre de biens et services localement), cette agriculture est multifonctionnelle. Bref, la rentabilité de l'agriculture va beaucoup plus loin que le simple bilan financier annuel en mesurant les bienfaits qu'elle dispense autant à la société qu'à l'environnement par la multifonctionnalité, critère de performance de l'agriculture durable selon Planchais (2009).

Bref, au niveau de la dimension économique, le concept d'agriculture durable implique la viabilité rendue possible grâce à la rentabilité. Celle-ci est assurée par les multiples facteurs qui l'influencent : un faible niveau d'endettement, un capital de départ remboursable, une planification adéquate de retraite, un financement approprié, de subventions à la production biologique et au développement, de l'assurance-récolte, une mise en marché diversifiée en circuits courts autonomes par la vente directe, un revenu minimal, une reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture durable rentable économiquement, socialement et écologiquement.

5.5 Expliciter le concept de proximité en lien avec les quatre concepts et le cadre conceptuel

Les quatre thèmes principaux, qui ressortent de la présente recherche, viennent bonifier le modèle initial présenté au CHAPITRE II, le cadre conceptuel de l'agriculture durable. À travers les différentes dimensions de l'agriculture durable, comment la philosophie holiste de l'agriculture, la solidarité, l'avenir et la rentabilité viennent ensemble ajouter un contenu conceptuel permettant d'améliorer l'approche globale que représente l'agriculture durable, et ce, aussi par le concept de proximité?

D'abord, la dimension environnementale de l'agriculture durable implique le concept de reproductibilité selon Landais (1998). La reproductibilité présage de la relation entre l'agriculture et la nature, plus précisément l'écosystème et ses différentes ressources. L'idée de reproductibilité implique une activité agricole dans le temps et l'espace qui n'occasionne pas de pollution diffuse, qui plus est arrive avec des techniques et pratiques durables. Dans la mesure où ces dernières sont adaptées à l'environnement local, elles sont ainsi reproductibles par leur cohérence écologique. En fait, la philosophie holiste de l'agriculture des intervenants met en exergue l'idée de proximité entre l'agriculture et les ressources naturelles. Ces dernières sont considérées dans les approches par les principes s'y rapportant. Ainsi, concept de proximité devient ici significatif, c'est-à-dire que la proximité vient se présenter dans la philosophie holiste de l'agriculture. Par les principes de protection, de préservation,

d'équilibre, d'harmonie et de respect dans la relation de proximité entre l'agriculture et la nature démontre une proximité de type écologique. En fait, la proximité écologique entre l'agriculture et de la nature est induite par le philosophie holiste de l'agriculture écosystémique. Ainsi, par l'intégrité écologique de la ressource hydrique et pédologique, par le souci de la qualité de l'air et par l'attention portée à la biodiversité dans une approche d'agriculture biologique, familiale, d'élevage nourri à l'herbe, naturel, traditionnel local et un recyclage des intrants à la ferme, l'idée de proximité écologique ressort de ces éléments caractéristiques de l'agriculture durable telle qu'inspirée des acteurs de la Petite-Nation. En effet, le concept de proximité écologique se définit alors à partir de l'idée de continuité et de rapprochement entre la pratique agricole et la gestion des ressources naturelles de l'agroécosystème permettant donc la « reproductibilité » du modèle. Ainsi, la reproductibilité est rendue possible par la « qualité du lien écologique » (Landais, 1998) représentée dans la philosophie holiste de l'agriculture des intervenants préservant, protégeant et améliorant la qualité du sol, de l'eau, de l'air, de la faune, de la biodiversité, etc. Enfin, cette agriculture durable de proximité avec la nature permet ainsi de renverser le paradigme dominant productiviste décrié par la distance et la rupture entre l'agriculture conventionnelle et les ressources naturelles dans la pratique industrielle associée à l'emploi d'OGM, de pesticides et d'engrais de synthèse, de la machinerie intensivement, etc. Bref, la reproductibilité de l'agriculture durable est alors conditionnelle à une philosophie holiste de l'agriculture démontrant une proximité avec la nature, c'est-à-dire une proximité écologique.

Ensuite, à travers la dimension sociale, l'agriculture durable implique d'une part, la vivabilité et d'autre part, la transmissibilité. Dans un premier temps, selon Landais (1998), la vivabilité de l'agriculture durable implique la qualité de vie des agriculteurs, et ce, par deux angles, d'un côté celui de l'intérieur qui fait référence davantage à l'aspect psychologique de l'agriculteur, soit son adaptation à l'intensité de travail que requiert la gestion d'une ferme et tout ce qui tourne autour. Et, d'un autre côté, tout l'horizon de la communauté d'appartenance locale auquel l'agriculteur s'intègre soit, le tissu social du monde agricole. La présente recherche s'attarde ici davantage à ce deuxième niveau qui, selon Landais, se réfère aux facteurs exogènes influençant la qualité de vie, donc la vivabilité de l'agriculture. En fait, pour la présente recherche, la vivabilité de l'agriculture se renforce par la cohésion sociale des

agriculteurs exprimée par une solidarité de la population avec l'agriculture, dénotant une proximité identitaire et relationnelle qui se forge aussi entre les fermiers de la région. En effet, les agriculteurs entretenant une proximité identitaire et relationnelle avec les gens de la ville entre autres par l'ASC et le MSRO se sentent davantage supportés par les citoyens comme d'une forme de solidarité avec l'agriculture locale. D'ailleurs, l'engagement des familles, qui deviennent partenaire des fermes biologiques, est qualifié par les agriculteurs de gestes de solidarité. Le fait d'encourager les producteurs agricoles locaux par les initiatives de mise en marché autonome en circuits courts dans le cadre de cette agriculture de proximité entre la ville et la campagne, favorise une plus grande solidarité entre les consommateurs et les agriculteurs qui s'identifie à des valeurs communes — proximité identitaire — et développent des relations enrichissantes - proximité relationnelle. Ainsi, ces liens, qui se tissent socialement du champ jusqu'à l'assiette avec au plus un intermédiaire entre le consommateur et l'agriculteur, permettent la connaissance des fermes régionales et renforce le sentiment d'appartenance à l'agriculture locale. Ainsi, cette solidarité ville-campagne est un gage de vivabilité par la reconnaissance des consommateurs envers les agriculteurs locaux. Cette proximité identitaire et relationnelle entre ceux-ci établit un lien de confiance permettant le déploiement d'une agriculture durable dans l'immédiat grâce à la solidarité qui y règne. Bref, la vivabilité, permise par le lien de solidarité entre citoyens et agriculteurs, est par ailleurs liée à la proximité géographique des fermes et des aliments qu'ils cultivent pour leurs partenaires localement. La solidarité s'affiche aussi dans la proximité identitaire et relationnelle qui existe entre les agriculteurs eux-mêmes. En effet, il apparaît que le tissu social, entretenu par les agriculteurs, favorise la vivabilité des fermes par le soutien qu'ils s'apportent au niveau du travail, de la mise en marché, du transport, du matériel agricole, de l'expertise, des échanges de services non monnayables et même du support moral et affectif. Cette proximité identitaire et relationnelle entre les agriculteurs solidaires est directement liée à la vivabilité des fermes qui se côtoient, s'entraident et se supportent dans un cadre de véritable réseau informel à formel. D'ailleurs, les divers regroupements d'agriculteurs autant au niveau de la concertation que du syndicalisme ou encore de la mise en marché démontrent une solidarité entre les agriculteurs. Notamment, ceci a permis la réalisation de bien des projets dans la région de la Petite-Nation, en l'occurrence la récente création en 2012 de la Coopérative de solidarité Place du marché, un marché publicaitué à Ripon, la Tournée des

épouvantails, la Foire gourmande à Montebello, le Bal des citrouilles, etc., et ce, malgré que certains en voudraient davantage. Enfin, la solidarité se pose comme une réelle proximité identitaire et relationnelle entre agriculteurs, et avec les citoyens partenaires consommateurs, condition de réussite de la vivabilité — liée aux facteurs exogènes de Landais — de l'agriculture durable.

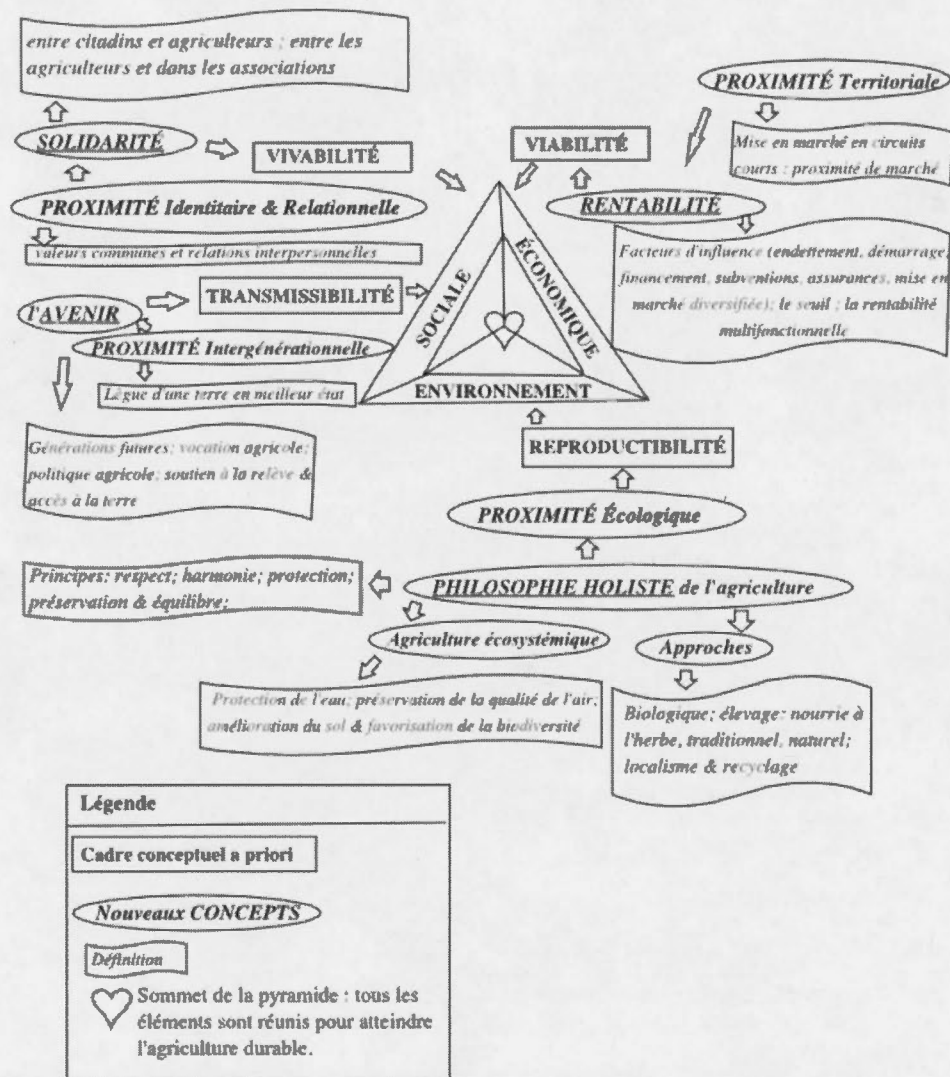
Dans un troisième temps, la dimension sociale de l'agriculture durable intègre un autre élément, soit la transmissibilité de l'agriculture aux générations futures. En fait, pour Landais, l'image positive, qui est perçue de l'agriculture localement et régionalement, permet une plus grande transmissibilité de cette dernière à la relève. Dans le cadre de la présente recherche, cette image positive perçue par la relève ne semble pas être le principal obstacle à la transmissibilité. En fait, la présente recherche souligne l'importance associée à l'idée d'avenir de l'agriculture. En effet, l'avenir de l'agriculture, perçu comme incertain pour plusieurs agriculteurs, laisse entrevoir les limites associées à la perte de vocation agricole des terres de la région victimes de la spéculation foncière, l'agriculture loisir, la terre en friche, et de la plus grande difficulté à la relève de s'établir sur une ferme. En effet, l'importance que la majorité des agriculteurs voient dans l'avenir de l'agriculture en appelle d'une véritable métamorphose des politiques agricoles actuelles. Ces dernières apparaissent actuellement attachées à une période antérieure, les Trentes Glorieuses. Cet épisode est responsable de la première vague d'abandon des fermes de la région de la Petite-Nation n'ayant pas suivi la réforme associée à l'industrialisation agricole vu la faible superficie des terres cultivables, comme le rappelle un intervenant. Ainsi, à l'heure actuelle, la transmissibilité de Landais apparaît problématique dans la mesure où il ne semble pas y avoir de vision d'avenir pour l'agriculture de la région que l'on peut qualifier de postproductive. D'ailleurs, la vocation récréotouristique de la région influence le fait qu'on convoite davantage son territoire comme lieu de repos et de retraite, où l'achat d'une résidence secondaire est tout à fait abordable pour la population des centres urbains, selon le témoignage de plusieurs intervenants. Ainsi, l'agriculture durable, qui permet une transmissibilité pour Landais, est ici condition de l'influence majeure d'une politique agricole portée par une vision de l'agriculture dans un réel projet de société de développement durable. À la lumière de la présente étude, cette vision d'avenir de l'agriculture durable transmissible, favoriserait l'accès à la terre pour la relève,

l'agriculture familiale de taille petite et moyenne, limiterait la spéculation foncière et prévoirait des mesures appropriées pour freiner le retour de la friche. Bref, les intervenants prennent en considération le futur dans une perspective à long terme et dans une idée de proximité intergénérationnelle par le principe responsabilité qui selon Jonas en appelle d'une plus grande conscience des conséquences actions présentes sur le futur (Jonas, 1995). Ainsi, les agriculteurs interviewés de la Petite-Nation ont permis le constat d'une proximité intergénérationnelle, avec la génération suivante du moins, dans le sens de la responsabilisation, de la vision et de la planification lesquelles ressortent d'une véritable éthique intergénérationnelle portée par ceux-ci, et ce, dans la volonté et l'intérêt d'une politique agricole axée sur l'agriculture durable qui favoriserait la transmissibilité à la relève.

Enfin, l'agriculture durable est une question de viabilité économique pour Landais. En fait, le revenu adéquat et suffisant des agriculteurs est dû à l'activité agricole comme telle et au support financier gouvernemental. En effet, pour Landais, l'agriculture durable doit permettre à la ferme et sa famille de pouvoir en vivre par un revenu qui dépend des coûts liés à l'activité, des marchés, des revenus, de l'adaptabilité liée au climat, au marché, au débouché et de l'autonomie de la ferme par rapport aux intrants entre autres. Pour le CEDAPA, l'agriculture durable au niveau économique implique une autosuffisance alimentaire (Deleage, 2011). Pour Planchais (2009), l'agriculture durable se veut un système d'exploitation qui est rentable. En fait, la présente recherche renchérit sur l'aspect de la rentabilité qui s'avère une condition nécessaire de la viabilité de l'agriculture durable, et ce, pour bien des raisons. Dans un premier temps, la rentabilité est une question d'endettement et d'investissement de départ, lesquels sont inversement proportionnels. C'est-à-dire que plus l'investissement de départ est important, moins le niveau d'endettement sera un obstacle à la rentabilité et, à l'inverse, un faible capital de départ peut influencer à la hausse la dette à rembourser et amoindrir le taux de rentabilité de la ferme. Ces deux paramètres varient selon le contexte de démarrage des agriculteurs. Ensuite, d'autres éléments viennent directement faire varier la rentabilité de l'agriculture soit l'accès au financement public, la disponibilité des subventions à l'agriculture durable, et l'assurance-récolte qui tranquillement s'adapte aux nouveaux types d'exploitation, en l'occurrence les fermes maraîchères diversifiées. Le temps passé à l'extérieur de la ferme pour tirer un revenu adéquat influence grandement la

rentabilité, vu la moins grande présence et la difficulté à avoir accès à un financement adéquat pour les agriculteurs à temps partiel entre autres. La rentabilité de l'agriculture a actuellement des conséquences sur la capacité des agriculteurs à prévoir un plan de retraite. De plus, la rentabilité de l'agriculture peut être envisagée à travers la multifonctionnalité de l'agriculture autant au niveau des services écosystémiques qu'elle permet et maintien, que des avantages sur la santé humaine par l'innocuité des aliments et de l'héritage du sol amélioré, riche et plus fertile laissé aux générations futures. De plus, la mise en marché autonome en circuits courts est directement liée à une possible rentabilité de l'agriculture à condition d'être diversifiée et adaptée à la réalité changeante des goûts des consommateurs. Ainsi, cette condition de mise en marché en circuits courts relance le concept de proximité, cette fois, de type territorial favorisant une plus grande rentabilité. Bref, la viabilité de l'agriculture durable devient possible par la véritable mise en œuvre de stratégies efficaces pour l'atteinte d'une rentabilité suffisante et reconnue dans son caractère multifonctionnel. La figure 5.1 a pour objectif de schématiser l'ensemble des résultats qui ont permis au concept d'agriculture durable d'être bonifié dans cette étude.

Figure 5.1 Cadre conceptuel de l'agriculture durable bonifiés par les résultats de l'étude



CONCLUSION

La récente histoire de l'agriculture au Québec a plongé ce secteur dans un modèle de production industrielle qui promeut l'utilisation de pesticides et d'engrais de synthèse, de même que la monoculture d'OGM et l'emploi d'équipements dispendieux. Par conséquent, ce développement technique en agriculture s'est fait au détriment de la qualité de l'environnement, dégradant ainsi la qualité de l'eau, des sols, de l'air et réduisant de plus la biodiversité des campagnes, le tout occasionnant une forme de rupture entre l'agriculture et la nature. L'industrialisation de l'agriculture donne lieu à de forts investissements en actif de la part des agriculteurs, lesquels n'arrivent plus à dégager un revenu adéquat qui permettrait de rentabiliser les dettes associées à l'agrandissement et l'accélération de la productivité des fermes (CAAAQ et Pronovost, 2008). De plus, les agriculteurs étant pris dans une forme d'intégration verticale — contrats d'approvisionnement en intrants et en semences, etc. avec les industries en amont comme en aval — détiennent de moins en moins d'autonomie décisionnelle étant si dépendants des grosses entreprises en périphéries de leur ferme (Dupont, 2009). Dans ce contexte d'intensification de l'agriculture québécoise, un bon nombre de fermiers abandonnent l'agriculture, contribuant ainsi à l'agrandissement des fermes survivantes et industrialisées voisines. En conséquence de la baisse de la population d'agriculteurs dans beaucoup de régions rurales du Québec, beaucoup de petites municipalités se dévitalisent par la baisse du taux d'occupation du territoire (Dugas, 2010) et changent de vocation en se tournant davantage vers le récréotourisme, lequel phénomène est observé davantage dans les territoires proches des centres urbains. En réaction à la mise en place de cette agriculture productiviste issue des Trente Glorieuses, un certain nombre d'agriculteurs résiste à ce changement et s'oriente, dans un but de protection et de respect de la nature, vers des voies alternatives en agriculture écologique et biologique, et ce, avec le soutien de la mouvance écologiste et environnementaliste (Estevez et Domon, 1999). L'agriculture industrielle, décrite à l'international pour ses conséquences désastreuses sur l'environnement, appelle donc l'émergence d'un développement durable (Brundtland, 1987). Suivant la

terminologie du MAPAQ, l'expression « agriculture durable » désigne l'ensemble des initiatives écologique en l'agriculture (Estevez et Domon, 1999). Ainsi, ce concept recouvre bientôt, en l'absence d'une législation le définissant clairement, une multitude de significations variant selon la volonté de différents groupes d'intérêts qui se l'approprient. Or, d'un point de vue scientifique, qu'entend-on réellement par agriculture durable?

La pertinence de la recherche tient précisément à un objectif de clarification de ce concept, qui jusqu'à maintenant restait équivoque et ne portait pas réellement de vision pour l'agriculture, actuellement en crise et en quête d'une nouvelle orientation globale. Un auteur français, Étienne Landais (1998), établit que les trois dimensions de l'agriculture durable, en l'occurrence environnementale, sociale et économique, sont liées à des concepts qui influencent directement la durabilité des exploitations agricoles, soit la reproductibilité, la vivabilité, la transmissibilité et la viabilité (voir CHAPITRE II).

À partir de ce cadre conceptuel, la présente recherche avait pour but de réaliser une étude qualitative sur l'agriculture durable avec des agriculteurs et des agricultrices de la région de la Petite-Nation. À cette fin, des entretiens semi-structurés ont été réalisés. Il s'agissait alors de dégager de leur expérience et de leur vécue en agriculture des éléments pouvant conduire à une plus grande clarté et une meilleure définition du concept d'agriculture durable à travers ses différentes dimensions. Cette recherche n'a pas pour but de représenter la région de la Petite-Nation, mais bien de faire ressortir de l'expérience des agriculteurs des éléments inspirants pouvant être l'opportunité d'apporter davantage de précisions au concept d'agriculture durable. Cette étude permet aussi de mieux comprendre la réalité de l'agriculture durable, sous l'angle de diverses approches locales et particulières. De plus, cette démarche a le potentiel de générer un modèle plus clair de l'agriculture durable au Québec et participer à un renouvellement paradigmatique.

Il est apparu que les agriculteurs interrogés de la Petite-Nation pratiquent l'agriculture dans un souci d'équilibre, d'harmonie et de respect de la nature, qu'ils préservent et protègent par une agriculture écosystémique qui s'aborde par différentes approches, en l'occurrence par l'agriculture biologique, l'élevage, naturel ou traditionnel, nourri à l'herbe, le localisme et le recyclage. Cette philosophie holiste de l'agriculture, de par ses approches et ses pratiques,

s'inscrit dans une conception de la proximité de l'agriculture et de la nature — proximité de type écologique — en vue d'améliorer la qualité de l'eau, de l'air, des sols et de la biodiversité agricole et indigène. Cela étant, cette philosophie holiste de l'agriculture, envisagée, dans sa relation de proximité écologique, devient une condition *sine qua non* à la reproductibilité proposée dans la conception de l'agriculture durable de Landais (1998). Ensuite, la vivabilité de la dimension sociale de la conception de l'agriculture durable conçue par Landais se précise par la solidarité observable dans un contexte de proximité identitaire et relationnelle. Cette proximité entre les agriculteurs de la campagne et les consommateurs urbains de produits locaux rend compte d'une solidarité prenant forme par la mise en marché en circuits courts, parmi lesquels se démarquent l'ASC et le MSRO. Ce rapprochement entre le consommateur et l'agriculteur démontre l'importance d'une solidarité ville-campagne pour les fermes de la Petite-Nation. Ces dernières réalisent l'essentiel de leurs ventes sur le marché urbain et développent ainsi chez les citadins un sentiment d'appartenance à l'agriculture locale favorisant la proximité identitaire -partage de valeurs- et relationnelle - relations interpersonnelles. De plus, la solidarité entre les agriculteurs se traduit par une stratégie d'entraide qui favorise la réussite des fermes et l'amélioration de leur rendement par l'échange de services, l'achat groupé, le support mutuel, les relations interpersonnelles, le tout aussi dans un contexte de proximité identitaire et relationnelle. De plus, comme les interviewés l'ont souligné, la fraternité et le sentiment familial lesquelles existent au sein de la collectivité d'agriculteurs permettent l'entraide et le soutien moral, mais aussi la réalisation de projets commerciaux qui rayonnent dans la région de l'Outaouais. La solidarité représente donc un facteur de renforcement et une condition de réussite collective, permettant de ce fait la consolidation du tissu social et conséquemment, telle que soutenue par Landais, la vivabilité de l'agriculture durable.

Un autre thème important ressortant du discours des intervenants est celui de l'avenir de l'agriculture. À cet effet, la vocation agricole de la région semble compromise, ce qui vient particulièrement toucher les agriculteurs, lesquels voient l'avenir de l'agriculture d'un œil incertain. L'agriculture nourricière disparaît tranquillement de la Petite-Nation pour laisser place à l'agriculture de loisir ou tout simplement au retour de la friche vu la non-utilisation des terres pour l'agriculture. Il apparaît de plus en plus difficile pour les jeunes de la région de

reprendre les fermes et de poursuivre en agriculture étant donné le fort prix d'achat, conséquence de la spéculation foncière du marché immobilier, spéculation qui n'est d'ailleurs freinée par aucune législation. Pour les agriculteurs de la Petite-Nation, la perspective d'un avenir incertain découle de la difficulté à rentabiliser l'achat des fermes à l'aide des revenus générés par l'activité agricole. Par voie de conséquence, la précarité financière de ces derniers favorise la conversion des terres agricoles en lieux récréotouristiques tels que des fermes de loisirs, des fermes équestres ou encore d'espaces permettant la randonnée en VTT, ce qui a pour principal effet d'accentuer la demande et d'accroître la valeur des fermes, intensifiant dès lors les problèmes de rentabilités auxquels sont déjà confrontés les agriculteurs de la région et compromettant l'apparition, voire la possibilité d'établissement d'une relève agricole. Selon les intervenants consultés, des réformes législatives arrimées à une nouvelle politique agricole fondée sur une véritable vision d'avenir de l'agriculture, qui en l'occurrence miserait sur l'agriculture durable, accroîtraient la possibilité des petites et moyennes fermes de la région de se développer et de se multiplier, notamment par l'accès à la terre pour la relève agricole. La transmissibilité de l'agriculture de Landais serait possible en l'occurrence que par l'inclusion d'une vision d'avenir dans la politique agricole provinciale et régionale.

Enfin, la rentabilité de l'agriculture est une problématique importante qui est ressortie comme un élément central de la dimension économique des fermes. La rentabilité est une question de faible endettement, et ce, du démarrage à la transmission dans une optique d'autosuffisance alimentaire des ménages agricoles et de revenu adéquat pour ceux-ci. La difficulté liée à une faible rentabilité peut être source d'un financement inadéquat, d'un manque de subventions ou encore de la difficulté d'accès à des programmes d'assurances-récolte. La faible rentabilité de l'agriculture oblige les ménages agricoles à tirer un revenu extérieur à la ferme pour équilibrer les finances familiales — pluriactivité des ménages. La difficulté d'avoir une rentabilité agricole suffisante pour planifier sa retraite postagricole expliquerait aussi le fort prix de fermes sur le marché. Une rentabilité exemplaire permettrait d'établir un revenu minimal qui rendrait l'agriculture plus durable au point de vue financier. La rentabilité n'est pas seulement une question financière, mais aussi l'occasion de faire reconnaître la multifonctionnalité associée aux bénéfices apportés : les services écologiques dispensés par

l'agriculture durable; le maintien de l'écosystème périphérique aux fermes; l'héritage d'un sol amélioré; la protection de la ressource hydrique; la dynamisation des campagnes; l'offre d'emploi agricole localement et même l'occupation du territoire; etc. La rentabilité est aussi liée à la mise en marché autonome en circuits courts qui laisse une plus grande équité entre l'agriculteur qui vend directement aux consommateurs un produit à un prix raisonnable et profitable pour les fermes. La rentabilité est une condition de possibilité de la viabilité de l'agriculture durable au sens de Landais (1998) et de Planchais (2009).

Ainsi, le concept d'agriculture durable bonifié par la présente recherche est l'opportunité de réorienter l'actuelle politique agricole du Québec en crise selon la CAAAQ (2008). Il semble que les éléments qui sont ressortis de cette étude qualitative ont permis de mettre en lumière certains besoins décriés par les acteurs d'une agriculture nouvelle qui instaure un réel espoir de durabilité pour un secteur, qui jusqu'à tout récemment, était encore responsable d'une forte pollution diffuse dans l'environnement (CAAAQ et Pronovost, 2008). La compréhension de cette réalité de l'agriculture durable, à travers l'expérience partagée de ces agriculteurs, a permis la mise à jour d'un concept parfois trop abstrait et utilisé comme biais idéologique, qui peut parfois redorer l'image d'une agriculture durable, mais qu'en apparence. Comme il a été mentionné en introduction de la présente recherche, le caractère d'autoresponsabilisation des agriculteurs engagés dans la voie de l'agriculture durable est peut-être arrivé à l'étape de la reconnaissance sociale et politique du projet de société qui se dissimule, une société de développement durable où l'avenir des générations futures n'est plus compromis par le productivisme des Trente Glorieuses. D'ailleurs, la responsabilité est peut-être rendue à la redéfinition d'une politique agricole porteuse d'un véritable projet d'agriculture durable comme il a été mis en exergue tout au long de cette étude qualitative par les acteurs interrogés. Il serait pertinent de se demander comment l'utilisation du concept d'agriculture durable par le gouvernement du Québec dissimule un caractère idéologique axé sur le productivisme. De plus, l'agriculture durable au Québec fait tel l'objet d'un réel débat de société, ou s'est-elle diluée dans les multiples déclinaisons qui la rendent davantage parcellaire et décomposée. Une étude déplorait justement le fait que l'agriculture biologique se soit institutionnalisée au détriment du mouvement de pression sociale qu'elle exerçait depuis les années soixante-dix en réaction à l'agriculture industrielle (Lamine et Bellon, 2009). Il faut

ajouter que la multifonctionnalité de l'agriculture durable pourrait aussi intégrer un calcul des coûts épargnés par un maintien des services écosystémiques qu'elle permet dans son déploiement par l'amélioration de la qualité de l'eau, du sol, de l'air et de la biodiversité, ressources qui malgré la croyance populaire ne sont pas illimitées et renouvelables.

ANNEXE

Annexe 3.1 Questionnaire de l'entretien structuré et non direct

En quelle année êtes-vous né-e?

Quelle est votre scolarité?

Êtes-vous originaire de la région?

Depuis combien de temps pratiquez-vous votre métier?

Parlez-moi de votre expérience en tant qu'agriculteur-trice.

(Précision au besoin) Pouvez-vous me parler du parcours qui vous a mené à l'agriculture?

(Précision au besoin) Parlez-moi de votre situation actuelle.

(Précision au besoin) Pouvez-vous me parler de vos motivations à être agriculteur-tric?

Parlez-moi des principes et des valeurs qui sous-tendent votre activité agricole.

Pouvez-vous me parler des moyens de conservation et de protection de l'environnement dans votre pratique agricole?

Pouvez-vous me dire quels sont les services rendus à l'environnement par votre pratique?

(Précision au besoin) Parlez-moi de ce que vous vivez avec la certification biologique?

(Précision au besoin) Pouvez-vous me parler de ce que vous vivez avec les cahiers de charge?

Parlez-moi de vos relations avec la population locale.

(Précision au besoin) Pouvez-vous me décrire la qualité de vos relations avec vos voisins non agriculteurs?

(Précision au besoin) Qu'est-ce qui fait que ça fonctionne bien (ou moins bien) ?

(Précision au besoin) Parlez-moi des démarches que vous avez entreprises.

Pouvez-vous me parler de vos relations avec les autres agriculteurs (bio et conventionnels)?

(Précision au besoin) Qu'est-ce qui fait que ça fonctionne A) bien — ou B) moins bien?

(Précision au besoin) Parlez-moi des démarches que vous avez entreprises.

Parlez-moi de vos relations avec les différentes instances. (ex. table de concertation, syndicats, ministères, différents niveaux de gouvernements, commissions, etc.)

Parlez-moi de votre expérience avec le zonage.

Parlez-moi du fonctionnement de votre réseau de soutien. (ex. table de concertation, syndicats, ministères, différents niveaux de gouvernements, etc.)

Pouvez-vous me parler de ce qui fait que ça A) vous aide — ou B) ne vous aide pas?

Pouvez-vous me parler de comment les institutions financières sont impliquées dans le développement de votre entreprise agricole?

Pouvez-vous me parler de votre expérience avec le financement public?

(Précision au besoin) La Financière agricole du Québec (programme de financement, assurances, etc.)

Parlez-moi de l'influence qu'a sur votre entreprise la mise en marché à travers

A) les marchés publics B) l'ASC C) le marché de solidarité

Comment envisagez-vous le développement de la mise en marché?

Votre revenu agricole annuel net se situerait dans laquelle des tranches suivantes : moins de 10 000 \$; entre 10 et 20 000 \$; entre 20 et 30 000 \$; 30 000 à 40 000 \$ ou 40 000 \$ et plus?

Quel est le pourcentage de votre revenu familial provenant directement de l'activité de la ferme?

Auriez-vous d'autres choses à dire avant que l'on termine cette entrevue?

BIBLIOGRAPHIE

- Agrireseau. *Les pâturages et le paysage: un bien économique*. Récupéré le 17 août de <http://www.agrireseau.qc.ca/bovinsboucherie/documents/Paturagespaysage.pdf>
- Altieri M.A. (1988). Beyond agroecology: Making sustainable agriculture part of a political agenda. *American journal of alternative agriculture*, 3(1), 42-43.
- AmiEs de la Terre. (2012). *Qu'est-ce qu'un marché de solidarité régionale?*. Récupéré de <http://www.amiesterre.com/>
- Auburn, J.S. (1988). *The UC Sustainable Agriculture Research and Education Program (SAREP): Opportunities for Economists to Address the Needs of California Agriculture*. [Programme de recherche et d'éducation]. UC-Davis Agricultural Extension Service. cité dans Hall, D. C., B. P. Baker, J. Franco, D. A. Joly. (1989). Organic food and sustainable agriculture. *Contemporary Policy Issues*, 7, 47-72.
- Banque mondiale. (2007). *Rapport sur le développement dans le monde 2008: l'agriculture au service du développement*. Washington: Banque mondiale. récupéré le 25 juillet 2010 de <http://wdronline.worldbank.org/worldbank/a/langtrans/25>
- Benbrook, C. (2008). Simplifier l'équation des risques dus aux pesticides : l'option biologique. Boulder, Colorado : The Organic Center, *Revue de l'état des connaissances scientifiques: l'option biologique*, 46. Récupéré de http://www.organicagcentre.ca/Docs/OrganicCenterUSA/OrganicOption_2008_f.pdf
- Bourdais, J.-L. (1999). Utilisation d'indicateurs pour évaluer l'impact sur l'environnement de l'agriculture, Application à l'agriculture biologique en Aquitaine, *Ingénieries-EAT*, (20), 3-15.
- Boutin, D. (2004, juin). Réconcilier le soutien à l'agriculture et à la protection de l'environnement - Tendances et perspectives, *Vers une politique agricole VISIONNAIRE*. Acte du 67e congrès de l'Ordre des agronomes du Québec, le 11 juillet 2004 à Sherbrooke, 29. Québec, Ministère de l'Environnement du Québec. Récupéré de http://www.mddep.gouv.qc.ca/milieu_agri/agricole/publi/tendance-perspect.pdf
- Brown, M.-W. (2001). Functional biodiversity and agro-ecosystems management: 2 role in intergrated fruit production. *OIBC wprs Bulletin*, 24(5), 5-12. récupéré de http://www.iobc-wprs.org/pub/bulletins/iobc-wprs_bulletin_2001_24_05.pdf
- Buttel, F.H. (1978). Agriculture in the transition to a sustainable society. *Annual meeting: Rural sociological society and Society for the study of social problems*. 59. San Francisco. California. USA.

- Camerini, C. (2003). *Les fondements épistémologiques du développement durable. Entre physique, philosophie et éthique*. Paris : Editions L'Harmattan.
- Carolane, M.S. (2006). Do You See What I See? Examining the Epistemic Barriers to Sustainable Agriculture. *Rural Sociology Society*, 71(2), 232–260.
- CIRANO. (2013). *Valeur moyenne des fermes*. Récupéré de http://qe.cirano.qc.ca/tab/theme/activite_economique/agriculture/valeur_moyenne_des_fermes
- Conseil des appellations réservées et des termes valorisants. (2011). *Normes biologiques de référence du Québec*. Montréal : CARTV. Récupéré de <http://cartv.gouv.qc.ca/normes-biologiques-de-reference-du-quebec>
- Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois. (2008). *Agriculture et agroalimentaire: choisir l'avenir*. Rédigé par Jean Pronovost. Document de consultation déposé le 31 janvier 2008 au Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation. Québec: Bibliothèque nationale du Québec. Récupéré le 13 octobre 2010 de http://www.caaaq.gouv.qc.ca/userfiles/File/Dossiers_12_fevrier/RapportFr_basse.pdf
- Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois. (2007). *Agriculture et agroalimentaire: assurer et bâtir l'avenir*. Rédigé par Jean Pronovost. Rapport déposé en janvier 2007. Québec: Bibliothèque nationale du Québec. Récupéré le 13 octobre 2010 de http://www.caaaq.gouv.qc.ca/userfiles/File/Doc_consultation_CAAAQ.pdf
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU. (1987). *Notre avenir à tous*. Rédigé par Gro Harlem Brundtland, Déposé en avril 1987 à l'ONU. Québec: Éditions du Fleuve.
- Centre Saint-Laurent. (2005, 6 juillet). *Effets des pesticides sur la santé des amphibiens*. Publié sur le site internet d'Environnement Canada, Récupéré le 3 août 2013 de http://www.qc.ec.gc.ca/csl/pro/pro022ag_f.html
- Conway, G. (1987). The properties of agroecosystems. *Agricultural Systems*, 24, 87-117.
- Crews, T. E. Mohler C. L. and Power A.G. (1991). Energetics and Ecosystem Integrity: The Defining Principles of Sustainable Agriculture. *American Journal of Alternative Agriculture*, 6(3), 146-149.
- Debailleul, G. (1991). Régulation agricole et déstructuration du milieu rural: le rôle des politiques agricoles. *Le Québec rural dans tous ses états*, sous la direction de Bernard Vachon. Montréal: Editions Boréal, 127-147.
- De Boer, I.-J.-M. (2003). Environmental impact of conventional and organic milk production. *Livestock Production Science*. 80(1), 69-77.

- De Lafontaine, Y., N.L. Gilbert, F. Dumouchel, C. Brochu, S. Moore, E. Pelletier, P. Dumont, A. Branchaud. (2002). Is chemical contamination responsible for the decline of the copper redhorse (*Moxostoma hubbsi*), an endangered fish species, in Canada ?. *The Science of the Total Environment*, 298, 25-44.
- Deleage, E. (2011). Les mouvements agricoles alternatifs. *CNAF, Informations sociales*. 2(164), 44-50.
- Deleage, E. (2005). L'agriculture durable: utopie ou nécessité ?. *Mouvements, La Découverte*, 4(41), 64-69.
- Dénéchère, F., Durand, G., Maréchal, G. (2008). *Systèmes alimentaires territorialisés: les circuits courts comme vecteurs de développement territorial. Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon: Éducagri éditions.
- Deslauriers, J.-P., (1991). *Recherche qualitative. Guide pratique*. Montréal: McGraw-Hill éditeurs.
- Dugas, C. (2010). *Aider les municipalités dévitalisées ou protéger le territoire agricole?*. article dans *L'état du Québec 2010*. Institut du nouveau monde. Montréal: Les Éditions du Boréal.
- Dugas, C. (2006). La loi sur la protection du territoire et des activités agricoles : Une loi essentielle mais contestée dans ses modalités d'application. *L'annuaire du Québec*. Montréal: Fides, 538-544.
- Dupont, D. (2009). *Une brève histoire de l'agriculture au Québec*. Québec: Éditions Fides.
- Duram, L. et L. Oberholtzer. (2010). A geographic approach to place and natural resource use in local food systems. *Renewable Agriculture and Food Systems (Cambridge University Press)*, 25(2), 99-108.
- Estevez, B. et G. Domon. (1999, mars). Les enjeux sociaux de l'agriculture durable, Un débat de société nécessaire? Une perspective nord-américaine, *Le Courrier de l'environnement de l'INRA*, (3), [s.p.]
- FAO. (2009). *Draft second report on the state of the world's plant genetic resources for food and agriculture. Final version, 19-23 October 2009*. Récupéré de <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/017/ak528e.pdf>
- FAO. (2007). Récupéré le 13 août 2013 de <http://www.fao.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/ag/againfo/programmes/fr/lead/toolbox/Indust/LossAgbi.htm>
- FAO. (2008). *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture - Les biocarburants: perspectives, risque et opportunités*, Rome: FAO. Récupéré de <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0100f/i0100f.pdf>

- FAO. 2001. *Une question de survie : la FAO approuve un traité international sur la biodiversité agricole, ressource internet*. Récupéré le 12 mai de http://www.fao.org/french/newroom/action/facts_ag_treaty.htm
- Féret, S. et J.-M. Douguet. (2001). Agriculture durable et agriculture raisonnable. Quels principes et quelles pratiques pour la soutenabilité du développement en agriculture ?. *Nature, sciences, sociétés*, 9(1), 58-64.
- Fleury, P. (dir.). (2011). *Agriculture biologique et environnement, des enjeux convergents*. Dijon: Educagri éditions.
- Francis C. A. (1988). Research and extension agenda for sustainable agriculture. *American Journal of alternative Agriculture*, 3(1), 23-26.
- Gallai, N. J.M. Salles, J. Settele et B.E. Vaissière. (2009). Economic valuation of the vulnerability of world agriculture confronted with pollinator decline. *Ecological Economics*, (68), 810-821.
- Gauthier, B. (2006). *Recherche sociale, de la problématique à la collecte de données*. 4e édition, Québec: Presse de l'Université du Québec.
- Gervais, C., (2007). *De l'agriculture à temps partiel au ménage pluriactif, Exploration du concept de la pluriactivité agricole au Québec*. (Mémoire de maîtrise) Université Laval.
- GIEC, (2007). *Bilan 2007 des changements climatiques*. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Genève: GIEC. Récupéré de http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4_syr_fr.pdf
- INRA. (2002). *Le développement durable et la recherche scientifique à l'INRA*. Rapport rédigé par Olivier Godard et Bernard Hubert. Rapport déposé le 22 décembre 2002 à la Direction de l'INRA. Récupéré le 13 janvier 2013 de <http://www7.inra.fr/developpement-durable/RapportDevDurable.pdf>
- Grawitz, M. (2001). *Méthode des sciences sociales*. 11e édition, Paris: Editions Dalloz.
- Gwin, L., (2009). Scaling-up Sustainable Livestock Production: Innovation and challenges for Grass-fed Beef in the U.S.. *Journal of Sustainable Agriculture*, 33, 189-209.
- Hall, D. C., B. P. Baker, J. Franco, D. A. Joly. (1989). Organic food and sustainable agriculture. *Contemporary Policy Issues*, 7, 47-72.
- Harding, L.E., M.L. Harris, C.R. Stephen, J.E. Elliott, (1999). Reproductive and morphological condition of wild mink (*Mustela vison*) and river otters (*Lutra Canadensis*) in relation to chlorinated hydrocarbon contamination. *Environmental Health Perspectives*, 107(2), 141-147.
- Hérault-Fournier, C., A.-H., Prigent-Simonin. (2013). *Au plus près de l'assiette: pérenniser les circuits courts alimentaires*, Dijon: Éditions Educagri.

Huyghe, C. et R. Bournoville. Y. Couteaudier. M. Duru. V. Gensollen. M. Lherm. J.L Peyraud. (2005). *Prairie et cultures fourragères en France. Entre logiques de productions et enjeux territoriaux*. coll. Un point sur, Paris: INRA éditions.

Institute for Alternative Agriculture, (1991). *An agenda for research on the impact of sustainable agriculture*. Maryland: Greenbelt.

Jean, B. (2000). L'agriculture familiale et l'agriculture durable en Amérique du Nord: vers une agriculture "environnementalement correcte". *Desenvolvimento e Meio Ambiente*, (2), 57-72.

Jonas, H. (1995). *Le principe responsabilité*, 3e édition, Paris: Flammarion.

Lamine, C. S. Bellon. (2009). *Transitions vers l'agriculture biologique*, Dijon: Educagri Editions.

Landais, E. (1998, arvil). Agriculture durable: les fondements d'un nouveau contrat social ? *Le courrier de l'environnement de l'INRA*, (33), [s.p.]

MacRae R.J. (1991). *Strategies to overcome institutional barriers to the transition from conventional to sustainable agriculture in Canada : the role of government. Research institutions and agribusiness*. (Ph.D. thesis). McGill University.

MAPAQ. (2009). *Plan d'action ministériel de développement durable 2009-2013 - La fierté d'en vivre. Le plaisir de s'en nourrir*. Déposé en 2009, Gouvernement du Québec, Québec: Direction des communications du MAPAQ, Récupéré de <http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/PlanactionDevdurable.pdf>

MAPAQ. (2014). *Plan de développement de la zone agricole (PDZA)*. Récupéré de <http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Productions/developpementregional/Pages/PDZA.aspx>

MAPAQ. (2007). *Diagnostic de la relève*. Récupéré le 13 août 2013 de http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Politique_jeunesse/Volet1/ResumeDiagnostic.pdf

Marché de solidarité régionale de l'Outaouais. (2013). *Des produits locaux livrés pour vous en un seul point de chute. Simple, écologique et solidaire!* Récupéré de <http://www.marcheoutaouais.com/>

MDDEP. (2013). *Savez vous ce que la nature fait pour nous ?Vive la verdure!* Récupéré de <http://www.mddefp.gouv.qc.ca/biodiversite/capsules/capsule4.pdf>

MDDEP. (2013). *Savez vous ce que la nature fait pour nous ?Les reins de la planète*. Récupéré de <http://www.mddefp.gouv.qc.ca/biodiversite/capsules/capsule6.pdf>

MDDEP. (2013). *Savez vous ce que la nature fait pour nous ?Plus de végétation, moins d'inondations*. Récupéré de <http://www.mddefp.gouv.qc.ca/biodiversite/capsules/capsule7.pdf>

- MDDEP. (2013). *Savez vous ce que la nature fait pour nous ? Des bactéries qui valent des milliards*. Récupéré de <http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/capsules/Capsule9.pdf>
- MDDEP. (2013). *Savez vous ce que la nature fait pour nous ? Les alliés naturels des agriculteurs et des forestiers*. Récupéré de <http://www.mddefp.gouv.qc.ca/biodiversite/capsules/capsule10.pdf>
- MDDEP. (2013). *Savez vous ce que la nature fait pour nous ? Les pollinisateurs: des bestioles appréciées des agriculteurs*. Récupéré de <http://www.mddefp.gouv.qc.ca/biodiversite/capsules/capsule19.pdf>
- MDDEP. (2011a). *Pesticides et nitrates dans l'eau souterraine près de cultures de pommes de terre - Échantillonnage dans quelques régions du Québec en 2008 et 2009*. Rédigé par Isabelle Giroux et Benoît Sarasin, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Direction du suivi de l'état de l'environnement, Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec, Déposé en avril 2011. Québec : Bibliothèque et archives nationales du Québec. Récupéré le 13 août 2013 de http://www.mddefp.gouv.qc.ca/pesticides/pomme_terre/pesti-nitrates2008-2009.pdf
- MDDEP. (2011b, octobre). *Contribution des systèmes d'agriculture biologique à l'agriculture durable. Rapport d'étude*. Rédigé par Denis Boutin, Renaud Sanscartier, Jérôme-Antoine Brunelle, Mary Richardson et Guy Debailleul. [Document PDF]. Rapport déposé le 14 juillet 2011. Québec : la Direction du secteur agricole et des pesticides du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Récupéré le 17 mars 2013 de http://www.mddep.gouv.qc.ca/milieu_agri/agricole/rapport-contribution-systeme-prod-bio-agriculture-durable.pdf
- MDDEP. (2010). *Pesticides dans l'eau de surface d'une zone maraîchère –Ruisseau Gibeault-Delisle dans les « terres noires » du bassin versant de la rivière Châteauguay de 2005 à 2007*. Rédigé par Isabelle Giroux et Josée Fortin, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Direction du suivi de l'état de l'environnement et Université Laval, Département des sols et de génie agroalimentaire, Déposé en mai 2010, Québec : Bibliothèque nationale du Québec. Récupéré le 13 août 2013 de http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/eco_aqua/pesticides/maraichere/pesticides-eau-maraicher.pdf
- MDDEP. (2006). *Les pesticides en milieu agricole : état de la situation environnementale et initiatives prometteuses*. Rédigé par Stéphanie Tellier, Direction des politiques en milieu terrestre, Service des pesticides, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Déposé en 2006, Québec : Bibliothèque nationale du Québec. Récupéré le 7 août 2013 de <http://www.mddep.gouv.qc.ca/pesticides/etat-env/etat-env.pdf>
- Mead, H. L. (2008). *Rapport du vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2007-2008*. Rapport du commissaire au développement durable, Tome II, Vérification générale du Québec, Québec: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Bibliothèque nationale du Canada.

- Mongeau, P. (2008). *Réaliser son mémoire ou sa thèse. Côté Jeans et côté tenue de soirée*. Québec: Presse de l'Université du Québec.
- Niggli, U. A., Fließbach, P. Hepperly and N. Scialabba, (2008). *Low Greenhouse Gas agriculture, mitigation and adaotation potential ef sustainable farming systems. Agriculture Organisation of the United Nation (FAO)* Récupéré de [ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai781e/ai781e00.pdf](http://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai781e/ai781e00.pdf)
- Norberg-Hodge, H., T. Merrifield, S. Gorelick. (2005). *Manger local. Un choix écologique et économique*. Montréal: Les Éditions Écosociété.
- OCDE. (2008). *Comptes nationaux des pays de l'OCDE 1995-2006*. Paris: OCDE.
- Ouimet, B. (2009, avril). *Protection du territoire agricole et développement régional. Une nouvelle dynamique mobilisatrice pour nos communautés*. Rapport remis un ministre de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec. Québec: Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Récupéré le 21 avril 2011 de <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs1927193>
- Parent, D. (2002). *D'une agriculture productiviste en rupture avec le territoire à une agriculture durable complice du milieu rural*. (mémoire présenté à la Consultation publique sur le développement durable de la production porcine), Québec: BAPE.
- Peret, S. (2005). *Quelle agronomie pour le développement durable ? Histoires, concepts, pratiques et perspectives*. (Thèse de doctorat), Institut National Polytechnique de Lorraine.
- Pimentel, D. et M. Pimentel. (1980). The potentialfor Grass-fed Livestock: Ressource Constraints. *Science, New series*, 207(4433), 843-848.
- Planchais, G. (2009). *Stratégie de performance des agriculteurs dans un enjeu d'agriculture durable*. (Thèse de doctorat), École doctorale d'Angers.
- Poissant C. et M.-A. Devynck. (2005). *Agriculture et développement social durable dans Lanaudière : le point de vue d'acteurs du milieu*. Joliette: Agence de développement des réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de Lanaudière, Direction santé publique et d'évaluation, service de surveillance, recherche et évaluation.
- Poulson, C.S. T.R., Dhiman, A.L Ure, D. Cornforth, K.C. Olson. (2004, December 1). Conjugated linoleic acid content of beef from cattle fed diets containing high grain. CLA, or raised on forages. *Livestock Production Science*, 91(1-2), 117-128.
- Poupart, Jean, Lionel-Henry Groulx, Jean-Pierre Deslauriers, Anne Laperrière, Robert Mayer, Alvaro P. Pires. (1997). *La recherche qualitative, Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Montréal: Gaëtan Morin éditeurs.

- Richardson, M. (2008). *Polycultures of the Mind: Organic Farmers in Québec and the Recovery of Agency*. (Thèse de doctorat). Université Laval.
- Rosatie, A., Aumaitre, A. (2004). Organic dairy farming in Europe. *Livestock Production Science*, (90), 41-51.
- Rousseau, J.-F. O., Durand, R., De Konnick. (2009). *Une seule terre à cultiver, Les défis agricoles et alimentaires mondiaux, Québec*: Éditions PUQ.
- Sachs, I. (1980). *Stratégies de l'écodéveloppement*. Paris: Editions Ouvrières.
- Seltiz, C. L.S., Wrightsman, S.W., Cook. (1977). *Les méthodes de recherches en sciences sociales*. Montréal: Éditions HRW.
- Solidarité rurale du Québec. (2006). *Les migrationsville-campagnes et leurs conséquences dans les territoires ruraux du Québec*. Rédigé par Alain Péricard et Passez Go Recherche. Déposé en mai 2006 à Solidarité rurale du Québec, Kamouraska: Solidarité rurale du Québec. Récupéré de http://www.ruralite.qc.ca/fichiers/Rapport_Migrations_0.pdf
- Statistique Canada. (2013). *Données sur les exploitation et les exploitants agricoles*. Récupéré de <http://www.statcan.gc.ca/pub/95-640-x/2012002/prov/24-fra.htm>
- Table de concertation agroalimentaire de l'Onatouais. (s.d.). *Répertoire*. Récupéré de <http://www.agro-outaouais.com/fr/repertoire/>
- Tiffen, M. & R., Bunch. (2002). *Can a more agroecological agriculture feed a growing world population ?* In : *Agroecological innovations : increasing food production with participatory development*. Uphoff, N., London: editor Earthscan, 71-91.
- Tscharntke, T., R., Bommarco., Y. Clough., T. O. Crist. D. Kleijn., T.A. Rand., J. M. Tylianakis., S. Van Nouhuys., S. Vidal. (2007). Conservation biological control and enemy diversity on a landscape scale. *Biological Control*, (43), 294-309. Récupéré de <http://www.helsinki.fi/~ihanski/Articles/Biol Cont 2007 Tscharntke et al.pdf>
- UICN. (2008). *La liste rouge de l'UICN des espèces menacées*. Récupéré le 13 août 2013 de http://cmsdata.iucn.org/downloads/the_iucn_red_list_a_key_conservation_tool_factsheet_fr.pdf
- University of California. (1988). *Sustainable Agriculture Research and Education Program: Current Status and Future Directions*. UC-Davis, College of Agriculture, May 1988. cité dans Hall, D. C., B. P. Baker, J. Franco, D. A. Joly. (1989). Organic food and sustainable agriculture. *Contemporary Policy Issues*, 7, 47-72.
- UPA. (1996, 11-17 avril). Déclaration sur l'environnement. *La Terre de Chez Nous*, p. 4.
- Van Dam, D., M. Dejardin, J. Nizet, M. Streith. (2009). *Les agriculteurs biologiques - Ruptures et innovations*, Dijon: Educagri éditions.
- Van der Werf, H.-M.-G. Kanyarushoki C. et Corson S. (2009). An operational method for the evaluation of resource use and environmental impacts of dairy farm by life cycle

assessment *Journal of Environmental Management*, (90), 3643-3652.

Weiss, M. F. and C. L. Lorenzen. (2004). Conjugated linoleic acid: Historical context and implications. *The Professional Animal Scientist*, (20), 118-126.